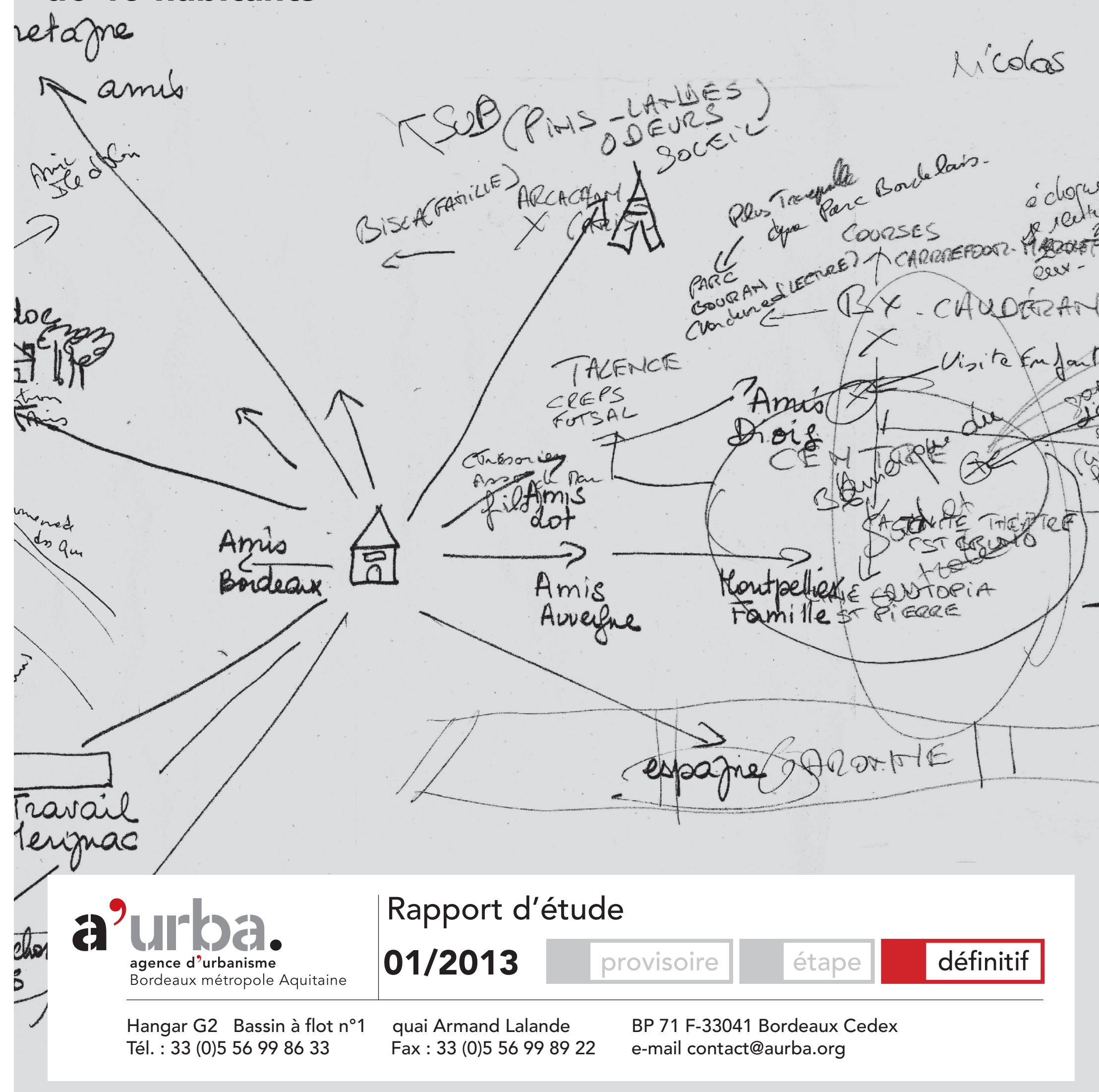


Habiter la métropole bordelaise

Analyse croisée des pratiques et des représentations de 15 habitants



a'urba.
agence d'urbanisme
Bordeaux métropole Aquitaine

Rapport d'étude

01/2013 provisoire étape définitif

Hangar G2 Bassin à flot n°1 quai Armand Lalande BP 71 F-33041 Bordeaux Cedex
Tél. : 33 (0)5 56 99 86 33 Fax : 33 (0)5 56 99 89 22 e-mail contact@aurba.org

Objet de l’étude

Dans le cadre de la révision du programme local de l’habitat, intégré désormais au plan local de l’urbanisme 3.1, l’étude a pour but de comprendre les manières d’habiter dans la métropole bordelaise, via une analyse sociologique de type de qualitative. La manière d’habiter est considérée comme la spatialisation du mode de vie. L’analyse se fonde sur les pratiques quotidiennes des individus, tant au sein du logement que dans leur espace vécu, la manière dont ils ont choisi leur logement et les représentations qu’ils ont du logement et du territoire bordelais. Cette approche complète l’approche quantitative et participe à la réflexion sur les grands axes à suivre pour le projet d’aménagement et de développement durable.



Chef de projet
Emmanuelle Goïty, sociologue

Avec la collaboration de
Olivier Michard, graphiste

Sous la direction de :
Cécile Rasselet, directrice d'équipe

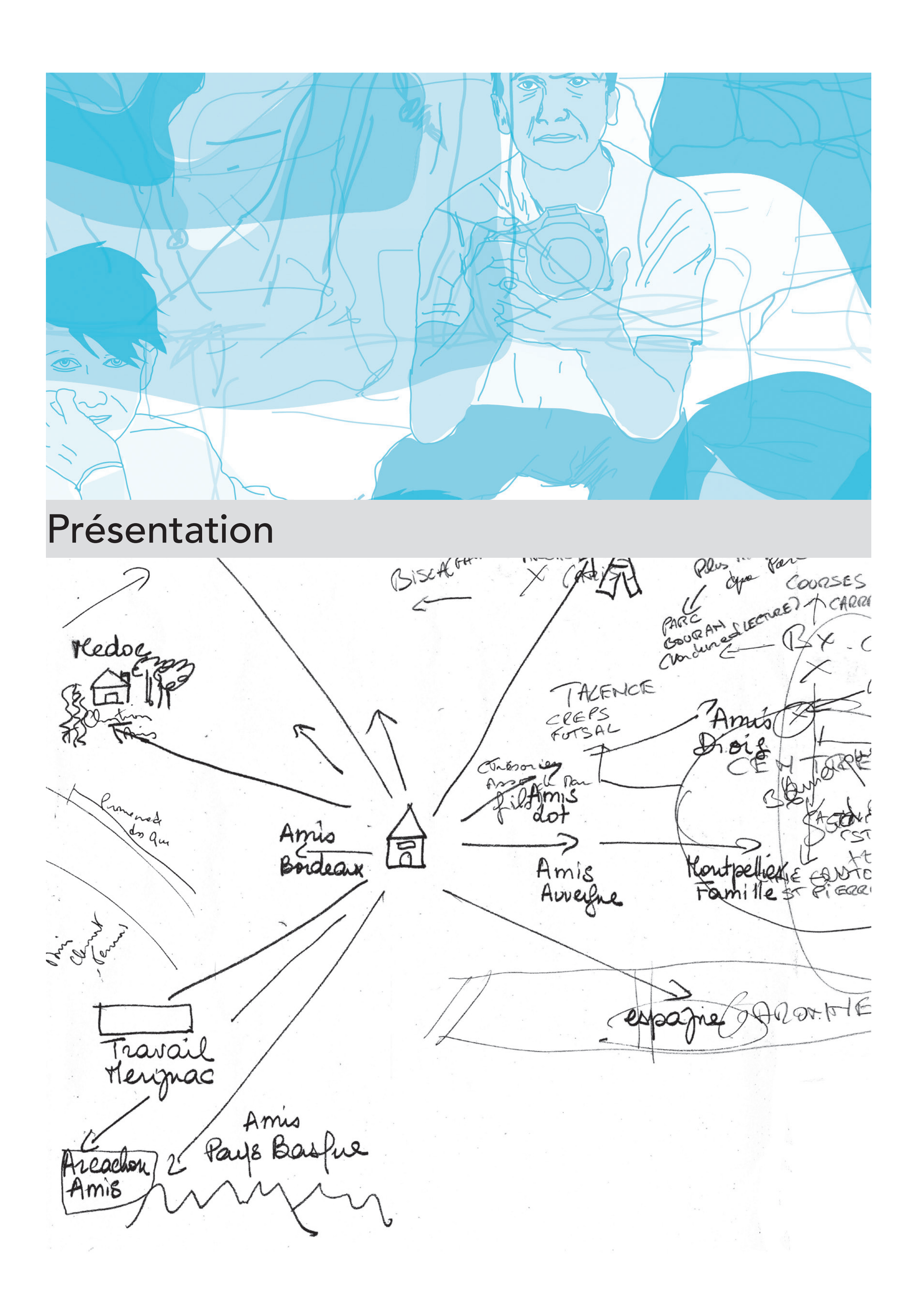
Composition de l'étude et mode d'emploi pour la lecture...

L'étude est composée de quatre cahiers qui peuvent être lus indépendamment. Outre la synthèse générale en introduction, les quatre cahiers comportent leur propre synthèse. Le premier cahier pose la problématique de la quantification des caractéristiques des ménages sur laquelle les politiques publiques sont censées s'appuyer pour réfléchir aux besoins en logement. Le deuxième cahier dresse une approche spatiale de l'agglomération à travers les pratiques qu'en ont les personnes interrogées (avec le logement come point de référence) et leurs représentations. Le troisième cahier met en lumière la manière dont évolue « l'habiter » par le prisme du déménagement et des représentations par type de logement. Le quatrième cahier prend connaissance des adéquations entre le mode d'habiter et le logement, (configuration, capacités du logement, rapport à l'autre et rapport aux objets).



Sommaire

Présentation



Note de synthèse



Présentation

La Cub est une des trois premières agglomérations à mettre en pratique l'intégration dans le plan local d'urbanisme du programme local de l'habitat et du plan des déplacements urbains, liée aux évolutions législatives récentes, en particulier aux lois Grenelle 1 et 2 (adoptées respectivement le 3 août 2009 et le 12 juillet 2010). Ces trois documents doivent désormais faire l'objet d'une démarche transversale aboutissant à un document unique, le « PLU 3.1 ». La révision a pour objectif, entre autres, de répondre à l'ambition d'une agglomération millionnaire à l'horizon 2030. Cela interroge la manière de concevoir les documents d'urbanisme, mais aussi la manière de réfléchir aux besoins et modes d'analyse de ces besoins. Dans le champ de l'habitat, un état des lieux sur les modes d'habiter a été lancé. L'objectif de l'étude est d'apporter une connaissance sur les manières d'habiter le territoire de la Cub, d'en percevoir les problématiques et d'accompagner l'aide à la décision.

Le concept d'habiter est mobilisé pour aborder le logement de manière transversale, à l'image du nouveau document d'urbanisme, en intégrant la vie au quotidien et le territoire vécu. Le lieu de résidence est assimilé à un espace de référence, répondant à un besoin d'ancrage et à partir duquel se développent des modes d'appropriation et de perception d'un environnement. L'analyse se fonde sur les représentations et les pratiques recueillies au moyen de 15 entretiens semi-directifs d'une durée de 1h30 à 2h, d'un exercice de cartes mentales du logement et de l'espace vécu, et de statistiques sur la famille. La population interrogée réside dans différents types de tissus urbains de la Cub, avec une majorité de Bordelais. Le panel est constitué de différents profils : plusieurs âges, niveaux de revenus et ancienneté dans l'agglomération ont été distingués (les prénoms ont été changés). Le parti pris a été d'observer la diversité des contenus recueillis sans induire une détermination par caractéristiques sociodémographiques.

Les murs changent moins vite que les comportements...

À grande échelle, la meilleure approche des besoins en logement se base sur la taille des ménages à laquelle correspondrait une taille de logement. La formule semble logique mais lorsqu'on cherche à définir ce qu'est un ménage et savoir où et comment il habite, c'est le début des difficultés.

Dans le parc existant, une partie des ménages de la Cub « n'opère pas naturellement » la distribution logique « taille de ménage X = taille de logement X » qui faciliterait la

tâche de l'action publique. 47 % des personnes seules, qui représentent la majorité des ménages, vivent dans des T3 et plus. 30 % des ménages de six personnes vivent dans des T4 et moins. Les ménages de deux personnes qui ne vivent pas dans des deux pièces ou trois pièces sont près de 60 % ! Les enfants des familles monoparentales décohabitent plus tard que ceux des couples. 20 % des jeunes entre 18 et 24 ans vivent en ménage hors famille (catégorie qui comprend la colocation). 2/3 des personnes seules à partir de 55 ans sont des femmes, et 3/4 après 64 ans.

Si le modèle de la famille nucléaire reste dominant, les évolutions familiales, la diversité des manières d'habiter, les mobilités font du « ménage » une donnée plus volatile et protéiforme. La pratique multiterritoriale qui concerne l'essentiel des individus interroge ici le fondement de l'opposition classique entre sédentarité et nomadisme du point de vue de l'habitat. Le ménage déborde du logement, peut disparaître et se créer plus souvent, vivre à plusieurs endroits. Les enfants décohabités gardent leur place. Pourtant les personnes ne se considèrent pas nomades, y compris les plus mobiles, et le justifient par une appropriation du lieu de vie et la capacité de choix. Pour faire face aux besoins, comment mettre en œuvre cette logique de correspondance de taille sachant qu'elle est vouée tôt ou tard à être dépassée avec l'évolution desdits ménages ?

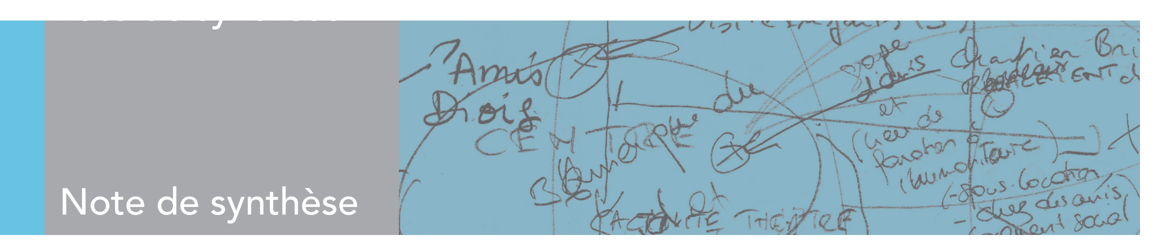
Se situer

Comment les 15 habitants interrogés voient-ils l'agglomération ? Leurs représentations, leur espace vécu et les critères de localisation du logement sont loin de dessiner la cartographie que nous avons constamment sous les yeux. Peu connaissent l'ensemble des communes qui composent la Cub. La lecture et l'orientation dans le territoire se passent des points cardinaux au profit d'un fleuve qui positionne et donne sens dans l'espace. Les nord et sud se lisent à l'échelle régionale, l'ouest est délaissé au profit du grand large. L'est n'existe pratiquement pas. La métropole bordelaise est constituée de rives. « *la Cub ce n'est pas un cube. C'est ce noyau. Et c'est vrai qu'à l'intérieur, il y a la rive et puis l'autre* ». Des représentations très différentes ont été recueillies à propos de la rive droite : elle stagne, commence à être intéressante, tout comme elle est un lieu où il faut investir.

« Dans une ville, c'est bien d'y être à la campagne »

Autour de ce noyau, et à l'intérieur même de celui-ci, il y a le périurbain ou « péri-machin », dont on ne sait pas si c'est un tour de passe-passe des urbanistes pour lier la campagne à la ville ou si c'est une campagne que l'on aurait vidée de son système économique rural. Ces pavillons ressemblent à des HLM couchées sur la terre agricole. Ça ne fait pas envie, on ne sait pas trop où c'est, ni où ça commence et où ça finit. Cela semble a priori différent de ce que l'on trouve dans la plupart des études. Il est peut-être question de vocabulaire : sur 17 400 annonces de maisons à vendre actuellement en Gironde sur le site Leboncoin, 356 mentionnent « pavillon » dans le descriptif et seulement 56 s'intitulent « pavillon ». Le terme « pavillon » n'est pas populaire et personne n'habite le péri-machin.

Par contre, on sait que la campagne est toujours juste après. Le concept de campagne se décline en deux principaux stéréotypes. La « vraie » campagne est celle qui est



trop loin, celle où personne ne vient vous rendre visite, à part en été. Depuis la ville pourtant, cette campagne est proche. La « vraie » campagne est agréable pour les loisirs, pour quelques jours, mais pas plus. La campagne de la ville est la campagne cohabitante, complémentaire. La métropole n'est pas que de la ville. Il n'est donc pas question de « pavillons » dans le péri-machin mais de « maisons » dans cette campagne de ville.

L'hypercentre lieu des « moments » et des « passages »

L'hypercentre est lieu de l'effervescence, de l'activité, de la jeunesse. On a accès à tout. Parfois même un peu trop, à tel point qu'on déménage « un peu » en dehors pour éviter de trop consommer ou fuir face aux nuisances. On peut aussi simplement se « retirer » du centre, pour prendre du recul. Tout le monde passe par l'hypercentre, pour vivre ou pour faire une course, se divertir. On se trouve au cœur de la société. La localisation de l'hypercentre oscille selon l'âge : les personnes plutôt jeunes le situent plus vers Saint-Michel, Saint-Pierre, la Victoire. Les personnes plus âgées ont tendance à le positionner plus au nord (Gambetta, Cours de l'Intendance).
Même si certains veulent vivre en plein cœur de l'agglomération bordelaise ou d'autres à ses antipodes, la plupart des individus est en quête d'interstices, d'entre deux, pour être en capacité de choisir (et finalement de ne pas renoncer). L'hypercentre est vu comme un lieu transitoire.

Être la fois dans la ville et en dehors : la quête des interstices
Les interstices prennent plusieurs formes : territoires et objets spatiaux fixes et mobiles. La limite de l'interstice est assez large. Il s'agit par exemple pour les uns de Bordeaux Chartrons, Nansouty ou Bastide, et pour d'autres du Bouscat, de Bègles ou de Tresses. Sans qu'on puisse l'approfondir, la présence d'une offre alternative par rapport au moyen de déplacement utilisé habituellement semble jouer sur cette notion. Les voies de tramway sont des axes de l'interstice : on peut être proche du cœur de la vie métropolitaine en étant proche d'une station. La station offre le choix. Elle crée des points de repère aussi pour les individus et les localise (ou plutôt localise leur lieu de résidence) dans l'espace. Il y a des cartes à chaque station. Les noms des arrêts sont parfois devenus des noms de quartier. La capacité de projection personnelle est plus facile.

Les interstices, ce sont aussi des petites centralités faciles à lire dans l'espace public, faites de commerces et services généralistes. On s'en sert ou pas, parce qu'on peut aimer faire les choses ailleurs. L'important est que ces activités soient là pour signifier cette vie. L'idée de centralité comme lieu d'animation est un terme qu'il faut prendre avec toute son ampleur. Elle est rassurante jusqu'à un certain seuil, qui est différent d'une personne à l'autre. Elle peut devenir contraignante : pas de place dans le tramway, pour se garer, retard pour aller au travail...

La petite centralité interroge la notion de quartier. Le « quartier » est attaché à la ville-centre, il est beaucoup moins évoqué dans les autres villes de l'agglomération, que l'on soit ou non habitant de Bordeaux. Les quartiers centraux existent à l'échelle de la Cub. Un biais méthodologique peut cependant être posé : les quartiers des autres communes existent bien mais sans avoir une réelle nécessité d'usage quand on se situe à l'échelle intercommunale.

Pour des quartiers pratiques et animés qui ne cherchent pas à « contenir » l'ensemble de la vie sociale

Les quartiers que l'on aime fréquenter pour les sorties et les balades, le quartier où se trouve le logement et celui que l'on vit ne se superposent pas forcément dans l'espace. Le quartier où se trouve le logement n'est pas forcément le lieu privilégié de la vie sociale et du familier pour tous les individus interrogés, face à leur emploi du temps, leurs différentes activités et leurs réseaux sociaux. Et « créer » de la proximité, oui, mais l'apparenter à un mode de vie de village se rapprocherait du mythe. On omet la dimension historique des individus, du lien social et des lieux. On ne nie pas les problèmes mais on les minimise. L'échelle de ce mode de vie peut avoir des atouts et des contraintes (offres commerciales et de services restreintes, urbanités et sociabilités particulières...). Connaissance d'un quartier est donc à distinguer d'attachement à un quartier. De même, l'attachement à un quartier n'implique pas la volonté de s'y installer.

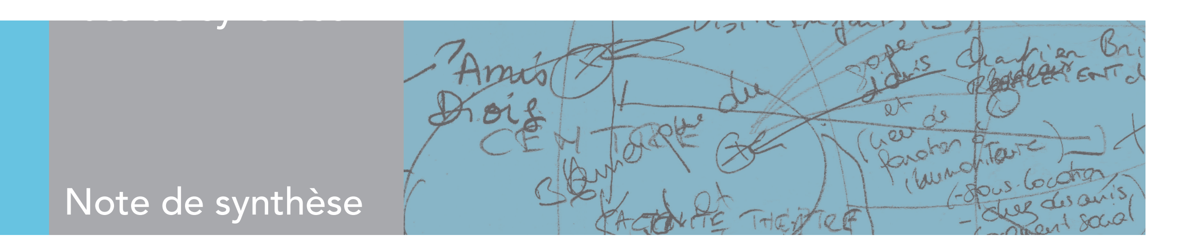
Si les personnes savent lire un quartier, elles n'évoquent pas nécessairement le souhait de vivre dans un quartier précis. Autour du logement, l'environnement doit être pratique. Il est davantage question d'offres de services, de commerces de proximité et de bonnes dessertes. Il faut du calme autour du logement et un peu de vie et d'animation incarnées par les commerces et services. Seules trois personnes déterminent un quartier en particulier pour s'y installer (Saint-Michel, Bastide, Saint-Pierre). Les individus peuvent aimer simplement fréquenter un quartier sans vouloir y résider. C'est le principe de la ville à la carte.

L'espace vécu et le rapport aux distances

On peut vivre essentiellement dans le quartier, à l'échelle de Bordeaux ou encore à celle du Taillan Médoc. On peut aussi tracer plusieurs diagonales dans la communauté urbaine pour prendre plaisir à ne plus « bouger » le week-end, ou « être bordelais la semaine » et emprunter les corridors régionaux et nationaux le vendredi soir. Pour certains, il faut coûte que coûte marquer la transition entre temps travaillé et temps libre, entre espace de travail et « espace de vie ». Le coût de l'habitat domine certains choix mais il n'explique pas tout. Pouvoir séparer les espaces signifie pouvoir choisir, être un individu libre. Habiter « pas loin du centre-ville » peut en être la retranscription spatiale. Le mot « aliénation » est prononcé une fois, contre l'idée d'un lieu unique, ne pas être obligé de tout faire au même endroit.

Les mises à proximité/distance ne montrent pas une géographie absolue mais dynamique et relative : la perception sensible et les représentations de l'espace sont à combiner aux mesures métriques (on est loin de la boulangerie, mais près de la plage !). Elles sont dans certaines situations des volontés et un critère dominants : « rester loin de la ville et de la foule ». Dans d'autres situations, elles se font par défaut. On reste au même endroit alors que la géographie des lieux a changé tout autour.

Les distances travail/lieu de résidence l'illustrent. La carte mettant en relation lieu de domicile et lieu de travail montre qu'on habite peu à côté de son travail parmi les personnes interrogées. Pourquoi ? On a changé de poste sans changer d'adresse. Dans un couple qui travaille, le choix s'est porté vers la proximité au travail de l'autre conjoint. On a favorisé l'accessibilité à la proximité. Il n'y a pas d'offres



correspondantes aux critères de recherche dans l'environnement du lieu de travail. Peu importe qu'il y ait une offre, on ne souhaite pas partir d'un lieu où l'on se sent bien. Les cartes mentales que nous avons demandées à chaque personne de réaliser montrent l'importance donnée aux activités de temps libre et aux proches, éléments très prégnants dans la définition de leur espace vécu. Si important que soit le travail dans l'emploi du temps des individus et dans la structuration de leur mode de vie, et malgré des éléments de temps libres qui peuvent n'être parfois que fantasmés ou représentés comme ressources (soit peu pratiqués), le travail n'apparaît globalement pas comme l'élément primordial qui structure le bien-être, mais une condition du bien-être.
La distance est aussi appréhendée (et pour quelques-uns souhaitée) comme une soupape de décompression, une manière d'organiser son équilibre grâce aux espace-temps des déplacements, considérer qu'il y a deux mondes et que l'on passe de l'un à l'autre. Est-ce l'illustration spatiale d'un rapport au travail qui a changé ? L'origine du problème se situe-t-elle dans la question urbaine ?

Déplacements et logement : l'expression d'arbitrages personnels
Le logement et sa localisation jouent sur les déplacements. Les moyens de déplacements jouent sur la localisation du logement. La capacité de stationnement de véhicules participe au choix résidentiel. Les personnes ayant des voitures possèdent des emplacements privatifs. Elles veulent sécuriser leur véhicule et ne pas perdre de temps à se garer. L'une d'entre elles souhaite acheter une voiture, mais cela la dissuade de vivre en centre-ville (peur du vandalisme) car elle n'a pas les moyens de louer un garage. Le rangement des vélos est problématique dans les immeubles de l'hypercentre (manque de place, intolérance vis-à-vis des autres occupants) et confronté au vol dans l'espace public. Les stations de Vcub sont appréciées, mais à l'épreuve des pratiques, l'usage peut être contraignant (manque de place libre, répartition inadéquate dans l'espace...). Le Vcub est un plus, notamment pour les jeunes, mais n'est pas déterminant par rapport au logement.

La proximité du tramway remporte un vif succès dans la localisation idéale du logement et c'est une satisfaction pour ceux qui vivent déjà à côté d'une station. Le réseau est facile à lire, autant pour les habitants que pour les personnes qui les visitent et ce même s'il n'est pas utilisé ! Les stations de tramway inscrivent des repères forts dans l'espace. L'attractivité de ce mode de déplacement, utilisé ou pas, se joue même au-delà d'une signalétique : il rend la ville lisible, il « permet » de l'utiliser plus facilement. Seule Bella Dona a un avis différent. Pour elle, l'arrivée du tramway signifie hausse des prix et donc qu'il faudra pousser plus loin la recherche de logement. Pour Olivier qui ne se déplace plus beaucoup en dehors de son quartier, c'est aussi une promesse de pouvoir se déplacer plus loin, une ressource. Enfin, la bonne marchabilité depuis le logement, en ce qu'elle permet un espace public et améliore un cadre de vie à l'échelle de l'individu, est aussi valorisée. Ce sentiment reste tributaire de la distance à parcourir et de l'emprise de l'espace dédié à la marche par rapport aux autres modes de transports (ex : un trottoir au bord d'une voie rapide).

Les moyens de transport utilisés par ces habitants quotidiennement sont pour 1/3 des voitures, 1/3 des vélos et 1/3 des transports en commun combinés à la marche (à

titre de comparaison : Cub enquête EMD 2009 : 59 % en voiture, 24 % marche, 10 % TC, 4 % en vélo).Chacun d'eux peut à la fois représenter une contrainte ou un confort pour les personnes. Les manières de vivre sa mobilité ne sont pas déterminées pour l'ensemble des personnes par leur mode de transport. Un même mode de transport peut être vécu de manière différente selon les individus et selon les circonstances (ex : mobilité réduite, enfants, météo). Une autre distinction se joue entre les individus qui ont la possibilité d'opter entre plusieurs solutions de transport sans que le préjudice (temps, coût, impact sur la vie privée) soit important et ceux pour qui ce préjudice redéfinirait toute la gestion des distances-temps. Il est question d'une plus ou moins grande liberté de mouvement à laquelle sont corrélés des facteurs individuels (revenus, nombre de personnes à charge, possession d'un moyen de déplacement personnel) et des facteurs contextuels (coût, desserte, importance des flux et aléas, météo). Le moyen de déplacement relève de l'identité. Face à la chargée d'étude en urbanisme, les automobilistes se sentent un peu coupables, mais ne veulent pas rogner sur le confort d'être seul et le temps gagné. Les cyclistes sont fiers, et puis ça les arrange bien que cela ne coûte rien. Par contre quand il pleut... les préjudices ne sont pas équivalents et de même nature.

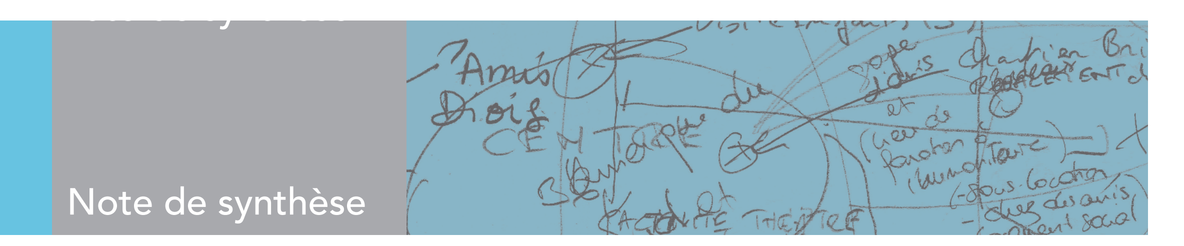
La « distance » est impossible à classer dans les facteurs individuels ou contextuels. La localisation du logement peut avoir été choisie avec une marge de manœuvre plus ou moins importante. L'emménagement peut avoir eu lieu avant ou après l'obtention d'un emploi, d'où l'importance de l'aspect historique pour traiter la question. Durant les temps libres, le moyen de transport est généralement moins vécu comme une contrainte pour les personnes interrogées qui relativisent la localisation du logement dans leur espace vécu (exceptée la nuit pour les utilisateurs de TC contraints par les horaires de service, ou pour les personnes qui sortent boire un verre et rentrent en voiture).

La manière de vivre sa mobilité peut être corrélée à la perception différenciée et changeante d'un environnement, du temps ou d'une géographie de l'affect construite par les individus. Le trajet est la connexion de l'espace de référence « logement» au reste du monde, de son monde.

L'accessibilité et la proximité depuis le logement aux moyens de déplacement personnels ou collectifs jouent sur la manière d'habiter le territoire. Cependant, la proximité du moyen de déplacement (lieu où la voiture est garée ; TC) est plus déterminante dans le choix du logement que la proximité des lieux de références dans l'espace vécu, pour lesquels il est davantage question d'accessibilité.

Se déplacer pour habiter, travailler... se nourrir et se divertir

Les habitudes alimentaires sous-tendent des habitudes de lieux de consommation dans lequel l'individu possède ses repères et qui ont déjà fait l'objet d'une évaluation personnelle (choix, agréable, rapide...). On peut reconstruire son univers dans un nouveau lieu de vie. On peut aller « plus loin » pour satisfaire une préférence, notamment dans le cadre d'une démarche loisir pour aller au marché, ou bien pour un magasin Discount. On peut aussi garder ses habitudes après un déménagement dans l'agglomération, montrant cette dimension affective. On choisit peu son logement en fonction d'un marché ou supermarché proche parmi les Bordelais interrogés, mais la proximité du lieu des courses est un confort très apprécié. Ils se



rendent dans plusieurs lieux pour faire leurs courses, en se déplaçant généralement de 5 min à 15 min, temps de trajet qui au delà devient pesant (hormis courses loisirs). Tous les modes de transports sont utilisés, avec une préférence pour la voiture quand il y a des enfants et que les courses sont importantes, ou par défaut quand il n'y pas d'autres alternatives au déplacement. Les TC ont aussi cette capacité de « porter les courses », si l'arrêt est proche (commerce et logement).

Du cadre de vie métropolitain à la qualité du logement

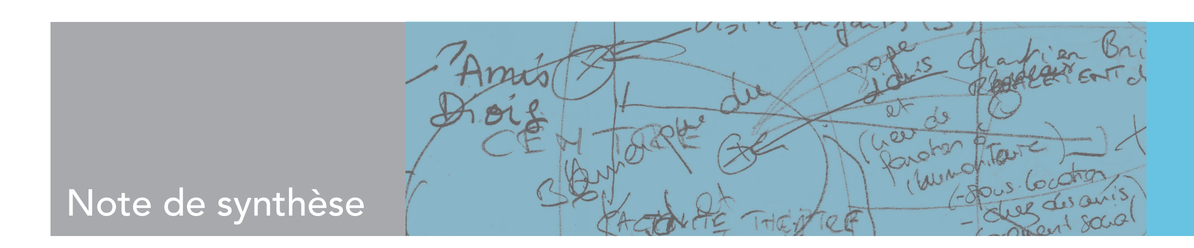
Le cadre de vie pèse beaucoup dans le choix de s'installer dans l'agglomération bordelaise et d'y rester. Plusieurs profils ont été observés. On y reste toute sa vie, pas besoin d'aller vivre ailleurs. On revient après quelques tribulations professionnelles, parce que la proximité des parents parfois devenus grand-parents et des amis compte. Si on ne connaît pas bien l'agglomération, on connaît déjà très bien la région, du moins on en perçoit de belles représentations. Pour le travail, on coche volontiers « Aquitaine » ou « Gironde » dans le moteur de recherche, sait-on jamais... L'ambiance bordelaise qui s'étend jusqu'à la dune du Pyla, des amis qui partent à Bordeaux, ont raison aussi des choix d'écoles ou d'université.

La métropole terre d'accueil et de cohabitation ?

Ce cadre de vie pèse également vis-à-vis de l'accueil de tiers. L'hébergement « touristique » est courant sinon possible. L'ensemble des habitants veut profiter d'un espace d'accueil pour familles ou amis. Cette fonction fait « vivre » la maison, la sort de sa seule fonction de loger son principal occupant. Le logement des habitants interrogés est facilement vu (et assez utilisé) comme un pied-à-terre entre deux destinations et une centralité régionale en termes d'emploi, d'équipements et d'événements. L'hébergement de dépannage ou de personnes en situation précaire sont aussi présents et mettent en valeur une solidarité qui s'appuie sur la sphère privée.

Mais les personnes ne sont pas prêtes à échanger leur logement ou à mettre en jeu leur espace intime avec des inconnus. Le logement est un lieu ouvert, avec restriction, aux proches et pour des durées limitées. Accueillir ne doit pas devenir « vivre avec » quotidiennement. L'intergénérationnel ne plaît qu'à l'échelle de l'immeuble. La colocation est un « truc » de jeunes, « quoi qu'avec une faible retraite »... La résidence service aussi concerne les jeunes pour « vivre ensemble sans (seulement) dormir au même endroit », comme intégration dans un nouveau territoire. Elle est oubliée ensuite, « on peut vivre à côté mais pas ensemble », plutôt rester alors avec les siens, et revient quand on s'imagine dans 40 ou 50 ans, « peut-être quand je serai seule et que je ne pourrai plus me déplacer ».

Fabriquer son chez soi peut passer par la sécurisation des frontières avec l'autre, dans les interstices entre l'espace privé et l'espace public. Ainsi les relations harmonieuses au logement peuvent être liées à une bonne entente de voisinage dans un immeuble où se pratiquent des interactions de politesse. L'environnement social participe à rassurer même si les relations restent superficielles. Que le voisin réponde à un bonjour prouve que la personne est identifiée et reconnue, brisant l'anonymat. La mixité sociale dans le secteur où se trouve le logement est également mentionnée



pour un tiers des individus et montre l'importance qui peut être donnée à l'espace public proche. Cette mixité sociale, entendue différemment selon les individus, passe principalement par un rapport visuel. On n'entre pas forcément en interaction verbale. Elle permet de normaliser l'altérité des individus eux-mêmes. À l'échelle de l'espace vécu, cette mixité sociale peut être un moment et un espace choisis, volontairement distanciés du secteur où se situe le logement.

« propriétaire – maison – long terme » versus « locataire – appartement – transitoire »

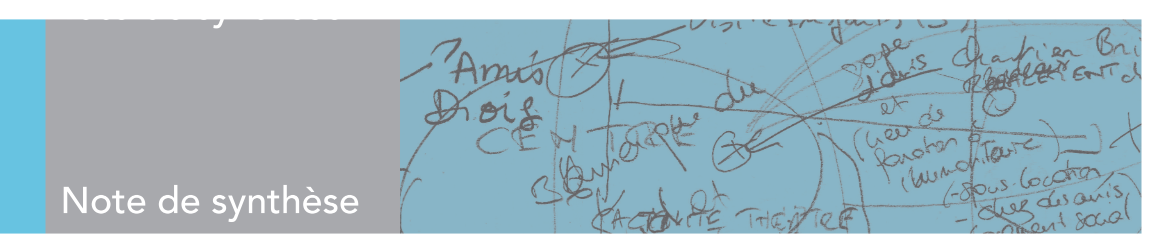
Quand on interroge les représentations sur les modes d'occupation et le type d'habitat, on constate que « propriétaire » (occupant) rime avec « maison », « individuel », « famille » et « long terme » tandis que « locataire » est lié à « l'appartement », au « collectif », au « célibat » et au « transitoire ». La propriété est synonyme d'ancrage et de patrimonialisation, localisée à l'extérieur de l'hypercentre. Le locatif est quant à lui plutôt dans le centre et correspond à une phase d'intégration (fraîchement arrivé-e seul-e) ou de rupture dans le parcours (fraîchement séparé-e). Le locatif en appartement rappelle pourtant de bons souvenirs, le grand saut dans la vie autonome. Il est pour quelques-uns plus pratique que la maison : passer plus de temps avec ses proches plutôt que de s'occuper d'un jardin pour ses proches.

Dans tous les cas, le logement doit être pratique, comme le quartier. On doit pouvoir y faire plusieurs choses : avoir un cellier suffisamment grand pour accueillir de la nourriture pour une famille de quatre personnes ou une poussette ; travailler ; bricoler ; faire sécher son linge ailleurs qu'au milieu du salon ; avoir un garage pour ranger un vélo. Hélène conseille de confier la conception des logements à des architectes femmes pour incorporer les tâches quotidiennes, qu'il y ait des « appartements test ».

Des objets à charges ? La place des objets dans le parcours des individus

Le rapport au mobilier évolue en même temps que les modes de vie. Ainsi, s'installer temporairement ou durablement modifie le rapport aux mobiliers. Le constat tiré est que le mobilier le plus abordable est souvent le mobilier le moins durable. Cependant, quand il s'agit de la primo-installation, l'investissement, qualité ou pas qualité, reste lourd. Les transitions résidentielles posent la question du stockage du mobilier en l'absence de l'aide d'un tiers. L'existence de places disponibles dans un logement peut servir de garde-meubles pour autrui, notamment au sein de la famille (parents /enfants décohabitants). Sans cette aide des tiers et en situation précaire, devoir se détacher de ses objets peut être vécu comme quelque chose de violent, comme une perte. Les déménagements posent la question de la compatibilité du mobilier dans le nouveau logement. Les passages à un plus grand logement ou à un plus petit font évoluer le niveau d'équipement. Enfin, le rapport aux objets peut évoluer avec les différentes séquences dans la trajectoire de vie (logement étudiant...).

La majorité du parc de petits logements, concentrés dans l'hypercentre bordelais, est plutôt destinée à une population étudiante. Les personnes seules aujourd'hui ont tous les âges. La configuration des cuisines, la taille des placards et des espaces de vie se prêtent plus difficilement à une personne qui aurait accumulé des biens. Les étudiants, parce qu'ils sont en transition et ont de faibles revenus, représentent dans cette étude une demande plus facile à satisfaire.



Du bon logement au logement pour tous...

Être assuré que l'on peut se maintenir dans un logement relève d'une sécurité psychologique : la venue d'aides à domicile pour les personnes âgées, pouvoir assumer un loyer ou un prêt seul suite à une séparation, à des difficultés professionnelles ou de santé ou au contraire chercher en urgence un nouveau lieu de vie.

Si elle reste de l'ordre de l'option agréable pour la plupart des personnes interrogées, la présence d'un espace extérieur privatif semble très importante pour quelques-uns. Et ce n'est pas seulement avoir un coin de verdure ou une terrasse, c'est avoir un bout de ciel.

Bout de ciel, oui, mais que les autres ne voient pas ce qu'il se passe dans le jardin ou sur la terrasse. Avoir une tour qui plonge dans le jardin ? Non. Des hauteurs similaires où à peine plus hautes chez les voisins, voilà tout. La tour rime beaucoup avec logement social et les grands ensembles.

Pour parler du logement social, tout le monde est d'accord, il en faut. « C'est grave » que des personnes qui travaillent ne puissent pas se loger. Mais on ne veut pas de ces tours qui sont le « stockage des personnes qu'on n'arrive pas à loger ». Le stockage n'est pas toléré et encore moins à côté de chez soi sous cette forme là. Le logement social doit devenir invisible, se disperser dans des maisons, au sein des immeubles. Qu'on ne sache pas le reconnaître, même à l'interphone. Il faut des « vrais » logements sociaux, pas les faux qui sont pratiquement au prix du marché libre. Il faudrait aussi pouvoir faire confiance au système d'attribution, qu'il y ait une justice dans les délais d'attente. Le logement social ne doit pas être une opportunité mais un droit.

« Mais que font-ils avec tous ces logements vacants ? » Il y a une incompréhension forte face aux médias et politiques qui disent qu'il faut construire alors qu'il y a des logements vides. Pour les uns, le squat se justifie, mais c'est une situation très compliquée. Pour les autres, c'est une violation de la propriété privée qui s'accompagne de dégradations : « C'est pas chez eux alors ils n'en ont rien à faire ».

Entre les vrais et les faux logements sociaux, les envies de terrasse et de ciel bleu, d'espaces pour accueillir des proches, d'habiter au milieu ou un peu en dehors du centre métropolitain, comment estimer les besoins ? Si chacun de nous les imagine par rapport à sa situation dans la société, sa culture, est-il possible que l'action publique soit neutre ? Et pour savoir combien et quelles personnes sont concernées, comment prendre en compte la moyenne (moyenne de taille de ménages, de revenus, etc.) en gardant en tête qu'elle n'est pas fabriquée par les mêmes ménages chaque année ? Le changement semble alors pertinent à interroger, savoir comment se construit le parcours résidentiel.

Chacun son expérience résidentielle...

Au même titre que l'expérience professionnelle, les individus font preuve d'expériences résidentielles et territoriales. Ils font l'apprentissage des lieux et en retiennent des informations, une mémoire des formes. Ils réévaluent leurs critères de choix au fil de leur vie, liés aux évolutions de la famille ou de la situation professionnelle, aux lieux où ils ont grandi, en continuité ou en rupture. C'est après une première expérience territoriale par exemple, et une meilleure connaissance des possibilités offertes par le territoire, que les critères de choix sont redessinés. Mais il reste difficile, « quand

on a goûté à ça », un jardin, deux salles de bains... de revenir « en arrière ». Il n'est pas question ici de capacités d'adaptation mais plutôt de l'existence d'un sentiment de déclassement social.
Les raisons d'un emménagement dans l'agglomération ne sont pas tout à fait de même nature que les mouvements au sein de l'agglomération. Parmi les personnes interrogées, ces mouvements « internes » sont liés à l'évolution du ménage (rupture, naissance, mise en couple), puis l'amélioration du cadre de vie, enfin l'évolution professionnelle (qui ne signifie pas forcément nouvel emploi).

Pour choisir son logement, on fait des concessions. Si le logement est petit mais qu'il est dans l'hypercentre, ok. S'il est loin mais qu'il n'est pas cher et qu'il y a un jardin, d'accord. Tous les individus négocient entre plusieurs paramètres qu'ils subissent ou qu'ils intègrent dans l'équation du choix d'un logement. Ils peuvent aussi profiter d'une opportunité ou la provoquer, s'extraire de la concurrence du tout venant grâce aux réseaux professionnels et sociaux. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de concurrence, plutôt qu'elle soit réduite en nombre (mais peut-être pas en qualité des concurrents). Quand on demande quels étaient les critères dominants dans le choix du dernier logement, les réponses ne relèvent pas uniquement de critères physiques, géographiques ou de moyens. L'affect, l'histoire, et les temporalités apparaissent comme des dimensions importantes : mémoire et affect attachés à un lieu, dimension biographique, disponibilité des biens, gestion des urgences, propension des personnes à libérer du temps pour leur recherche. Ce n'est pas parce qu'on n'a pas d'argent qu'on est forcément dans l'urgence, si l'on peut compter sur les proches. L'accessibilité financière, mentionnée par tous, est pour trois personnes l'unique critère : peu importe l'adresse, la forme, la proximité du travail, etc.

...face à un contexte marqué d'épreuves

Si se focaliser sur les critères de choix met en avant un libre-arbitre, les éléments contextuels rappellent que l'on doit s'adapter à une réalité et que la recherche d'un logement reste un parcours du combattant (et quasiment un emploi à temps partiel). Toutes les personnes interrogées, quels que soient l'âge, le niveau de revenu, la connaissance du marché ou la capacité à faire jouer les réseaux, témoignent de la lourdeur de cette démarche.

Les conditions d'accès à la location (la majorité des individus interviewés) ou à l'accession nécessitent une série de pièces administratives a priori standard, qui crée une norme : une stabilité et des garanties que tous ne sont pas en mesure de prouver, quand bien même ils ont des revenus adéquats. C'est une épreuve.

Le dossier administratif n'est pas la seule épreuve. Être célibataire avec un revenu inférieur au SMIC, mais suffisamment élevé pour ne pas « toucher la caf », ne permet pas de vivre dans de bonnes conditions dans un petit logement, selon Nichka, laissant un « reste à (bien) vivre » faible. L'offre en logements, largement relayée sur le web, implique une plus grande réactivité et entraîne un mélange des temps dédiés au travail et temps libre. Trouver des grands logements (T4, T5) et des logements de courte ou moyenne durées (allant d'un mois à six mois) en cœur d'agglomération semble compliqué. Suite à une séparation, c'est également difficile de revenir sur le marché du logement et d'opter pour un logement plus petit, dans lequel on doit faire contenir sa vie.

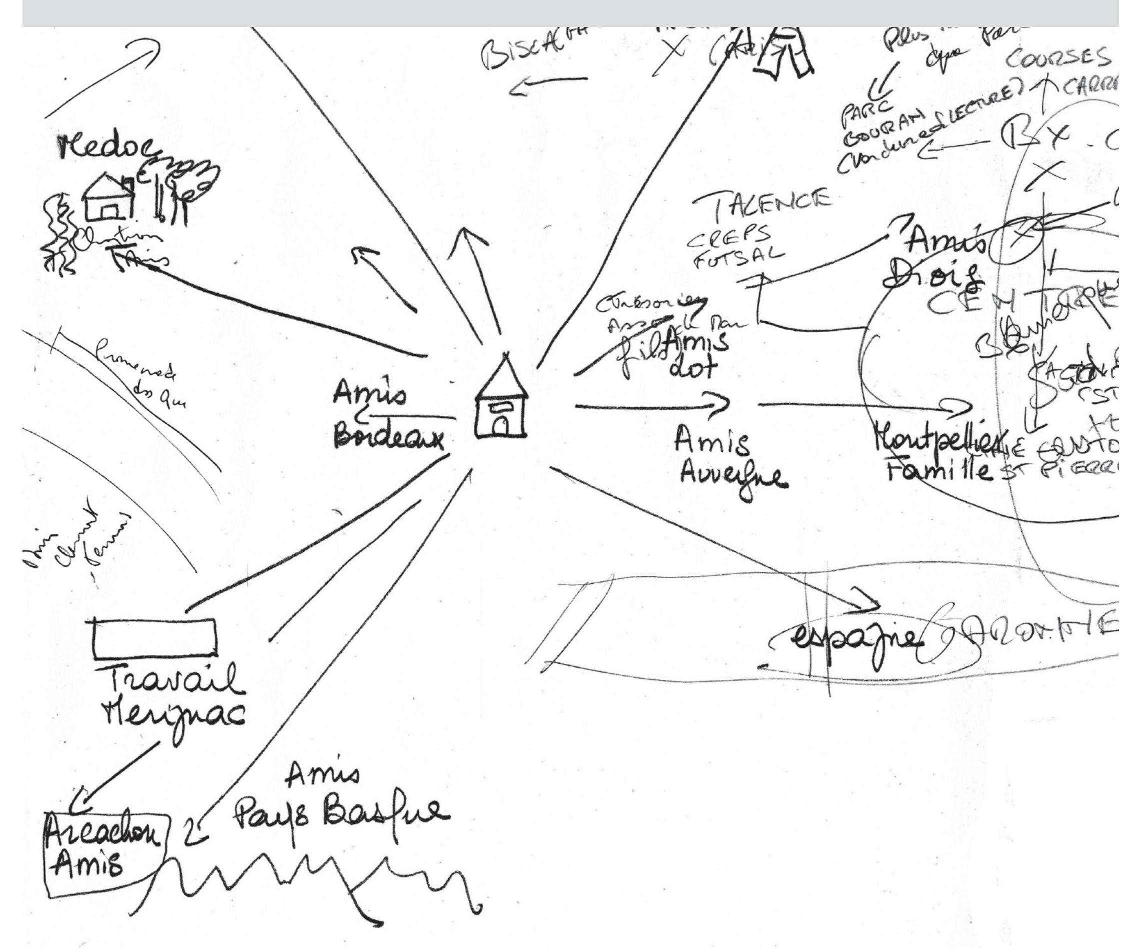
« Avoir » le choix pour se sentir libre ?

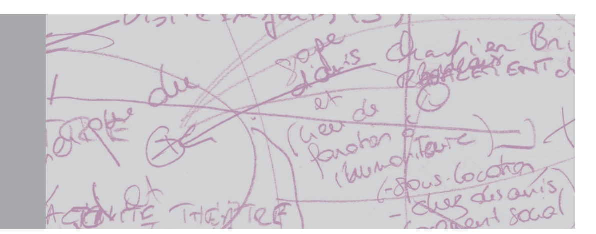
On l'aura compris, cerner les modes d'habiter pose autant de questions méthodologiques que cela ouvre de thématiques. Le premier constat est qu'il est devenu difficile de penser les besoins en logement seulement grâce à l'analyse statistique actuelle des ménages. La société a évolué, les attentes en matière de logement semblent avoir changé, et sont changeantes. Comme les individus ne sont pas prêts à échanger leur logement pour rééquilibrer l'occupation du parc, c'est le logement qui devrait devenir évolutif. Et il l'est déjà en quelque sorte, puisqu'on ne l'utilise pas en fonction des définitions d'origine.

Si certaines politiques urbaines paraissent pratiques et rentables, elles ne le sont pas forcément pour les usagers. On veut habiter près de ce qu'on aime, un peu loin de ce que l'on aime trop, à l'opposé de ce que l'on déteste. Créer un quartier ne les cantonnera pas à moins de mobilité. Car on veut « pouvoir » s'échapper. C'est aussi ça la ville à la carte. On habite dans le centre mais on s'y voit provisoirement. On veut être dans les interstices pour ne jamais renoncer au centre-ville complètement. On veut du calme mais en même temps de l'animation. On veut garder de la place dans son logement pour quelqu'un d'autre. On est d'accord pour du logement social, mais on ne veut pas le voir concentré, par sécurité mais aussi par empathie (qui pourrait être aussi une forme de sécurité psychologique). Savants dosages !



Présentation de l'étude et méthodologie





0.1 | Contexte : le PLU[1] 3.11 de l'agglomération Bordelaise

La Cub est une des trois premières agglomérations à mettre en pratique la coordination du Plan local d'urbanisme, du programme local de l'habitat et du plan des déplacements urbains, liée aux évolutions législatives récentes, en particulier aux lois Grenelle 1 et 2 (adoptées respectivement le 3 août 2009 et le 12 juillet 2010). Ces trois documents devront désormais faire l'objet d'une démarche transversale et intégrée aboutissant à un document unique. Le PLU deviendra le « PLU 3.1 ». Cette révision a entre autre pour objectif de répondre à l'ambition d'une agglomération millionnaire à l'horizon 2030 en croisant les 3 volets : urbanisme, habitat et déplacements. Elle devra articuler plus étroitement aménagement et mobilité, et concilier les différentes politiques communautaires en matière notamment de préservation de l'environnement, de programmation de l'habitat et de développement économique.

Cette démarche interroge la manière de concevoir les documents d'urbanisme, mais aussi la manière de réfléchir aux besoins et modes d'analyse de ces besoins. Dans le champ de l'habitat, c'est l'occasion de lancer un état des lieux sur les manières d'habiter.

0.2 | Pourquoi une étude qualitative sur l'habiter

Pourquoi mobiliser le concept « d'habiter » dans le cadre d'une étude servant à la révision du PLU 3.1 ?

Le mode d'habiter est la version spatialisée du mode de vie. Mobiliser le concept d'habiter aide à aborder la question du logement de manière transversale, à l'image du nouveau document d'urbanisme.

Le lieu de résidence peut être assimilé à **un espace de référence**[2], répondant à un besoin d'ancrage et à partir duquel se développent des modes d'appropriation et de perception d'un environnement. Cet environnement est également perçu et approprié à travers *« les trajets en les parcourant, organisant, maîtrisant et systématisant. Trajets indispensables qui assurent et encadrent les différents espaces d'activités qui naissent au cours de l'organisation de l'existence urbaine et rurale »*.

Interroger « l'habiter » vise à élargir la question du logement à la vie au quotidien, en comprenant l'ensemble du territoire vécu. Le logement est mis en interaction avec divers espaces. Les acteurs habitent plusieurs lieux (travail, transports, vacances...). Ils organisent leur quotidien en fonction de plusieurs paramètres.

Si les modes de vie autrefois relativement homogènes font désormais place à une construction individuelle du quotidien quasiment à la carte[2], alors les manières d'habiter pourraient être soumises au même processus de diversification. On parle plus facilement aujourd'hui d'offre urbaine et de ressources, soit en parallèle d'un quotidien à la carte, une ville à la carte. Mais les murs bougent moins vite que les comportements : ce n'est pas tant le parc de logements qui se serait fondamentalement modifié, qu'a priori les pratiques, le sens, les représentations sociales qu'on lui attribue. Alain Bourdin va jusqu'à remettre en cause l'idée même

1. Jonas S., Weidmann F., *Simmel et l'espace : de la ville d'art à la métropole*, Paris : L'Harmattan, 2006, 274p. (Logiques sociales)

2. Bourdin A., « La métropole des individus », Paris : éd. De L'aube, 2005, 249p.



de modèle comme donnée forte : « *Chacun tend à construire individuellement son mode de vie, en empruntant des éléments dans un répertoire qu'il partage avec beaucoup d'autres, mais avec un tel degré de variance que personne n'utilise exactement le même modèle. Dans certains cas, la notion de modèle, c'est-à-dire de préconstruction de séquences de comportement, perd tout sens, et l'on oscille entre invention permanente et comportements au fil de l'eau* ».

Pourquoi une étude qualitative ?

Le programme local de l'habitat de la Cub a privilégié par nécessité une méthode quantitative de l'approche des besoins en logement. Cette approche doit être complétée régulièrement par une analyse qualitative de l'habiter pour percevoir si émergent de nouvelles problématiques ; approfondir les résultats quantitatifs, ou orienter une nouvelle analyse quantitative à partir des signaux obtenus. Quelles explications les ménages donnent-ils au sujet des stratégies mises en œuvre et des obstacles rencontrés pour choisir un logement, s'y maintenir ? Le qualitatif permet en effet d'éclairer davantage les logiques de décision et les représentations. Yves Grafmeyer privilégie les approches quantitatives pour obtenir une vue d'ensemble des lignes directrices qui dessinent les choix résidentiels au sein d'un contexte national ou local donné. Il précise toutefois que, « à cette échelle, ce ne sont pas les choix eux-mêmes qui sont observés, mais ce qui en constitue en quelque sorte l'envers : les principes d'ordonnancement qui se dégagent des cartes ou des chiffres, les facteurs structurants qu'ils suggèrent, les régularités statistiques qui se manifestent quand les positions résidentielles des ménages sont mises en relation avec leurs caractéristiques démographiques, socioéconomiques, ou culturelles.[3] »

0.3 | Enjeux de l'étude

L'objectif de l'étude est d'apporter une connaissance actualisée sur les manières d'habiter le territoire de la Cub en lien avec le logement, d'en percevoir les problématiques et de formuler une aide à la décision.

L'habitat est à penser de manière transversale et systémique. Tous les éléments pratiques et affectifs qui rentrent dans la vie des individus créent ou reflètent des formes de vie et des formes urbaines. Les manières de choisir son logement se jouent de l'espace intime au contexte géographique...

Il ne s'agit pas ici de créer un modèle d'habiter mais de réfléchir aux besoins en se confrontant à la réalité des acteurs, soit à la diversité des réalités.

L'habitat est difficilement extirpable de son contexte, sa définition loin d'être univoque. Un premier niveau d'analyse a porté sur l'espace vécu des acteurs, leur territorialité et appropriations grâce aux cartes mentales et entretiens. Cette partie cherche à refléter comment les acteurs connectent les différents lieux pratiqués et/ou signifiants. Elle place l'acteur et sa mobilité au centre du débat et situe le logement comme un espace de référence.

Un second niveau d'analyse des entretiens a montré l'intérêt de se pencher sur les périodes clés que sont les déménagements. Ces moments mettent en évidence

3. GRAFMEYER Y., Approche sociologique des choix résidentiels, in *Élire domicile, la construction sociale des choix résidentiels*, dir. Jean-Yves AUTHIER, Catherine Bonvalet, Jean-Pierre LEVY, Presses Universitaires de Lyon, 2010.

les motivations des acteurs, l'évolution de leurs choix en matière de logement. On a pu traiter des difficultés d'accéder à un logement ou de s'y maintenir, de la configuration de ce dernier, de son mobilier, des relations sociales qui s'y déroulent, comme des aménités urbaines et choix résidentiels « en fonction de » différents capitaux (économie, social, mobilité, temporalité, services etc.

0.4 | Méthodologie du recueil de données

L'analyse de l'habiter se fonde sur les représentations[4] et les pratiques, recueillies au moyen d'entretiens semi-directifs et d'un exercice de dessins de cartes mentales du logement et de l'espace vécu. Le parti-pris est ici d'observer la diversité des contenus recueillis. L'analyse de cette diversité a donc été privilégiée à celle des caractéristiques socio-culturelles, afin d'éviter de lier de manière déterministe une représentation ou une pratique à un profil socio-culturel. Luc Boltanski insiste sur le fait qu'un groupe d'appartenance ne présuppose pas un intérêt commun, notamment en s'appuyant sur l'étude de la catégorie « cadre ». Il a fallu renoncer *« à la conception qui faisait de l'unité du groupe, et de sa cohésion, le produit d'une similarité substantielle entre les membres d'un intérêt objectif partagé, afin d'être attentif à l'immense travail historique nécessaire pour unifier autour d'un même système de représentations des êtres disparates*[5] *»*.

L'entretien semi-directif individuel a été préféré au recueil de données par questionnaire car il permet de connaître les justifications des acteurs quant aux logiques mises en œuvre dans leur parcours. Des aller-retours entre représentations sociales et pratiques sont nécessaires pour comprendre les parcours résidentiels.
Il s'est avéré pertinent d'aborder non seulement les représentations et les pratiques du territoire mais aussi l'évolution des manières d'habiter, au prisme des déménagements. Ils sont révélateurs de l'évolution des besoins. C'est aussi introduire l'analyse de l'action à celle des faits. Si toutes les vies sont différentes, l'acte de changer de logement peut être un point d'ancrage méthodologique pour comprendre les manières d'habiter, en mettant en valeur la dimension dynamique. Pour Didier le Gall, *« les études, la mobilité professionnelle, l'accroissement des ruptures d'union, suivies d'une ou plusieurs autres unions, nous contraignent aujourd'hui à une certaine mobilité résidentielle. (...) Le déménagement fait désormais partie de notre vie »*[6].
À l'aide d'une grille d'entretien, plusieurs thématiques et échelles spatiales ont été questionnées : depuis l'intérieur du logement jusqu'aux autres lieux signifiants au quotidien ; le rapport proximité-distance et la mobilité. Les thématiques abordées ont été : l'univers familial, social et professionnel, l'accès au logement, les conditions

4. Représentation sociale (définition psychosociale) = « *Forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social.(...) On reconnaît généralement que les représentations sociales, en tant que systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres, orientent et organisent les conduites et les communications sociales. De même, interviennent-elles dans les processus aussi variés que la diffusion et l'assimilation des connaissances, le développement individuel et collectif, la définition des identités personnelles et sociales, l'expression des groupes et les transformations sociales. (…) Représenter ou se représenter est un acte de pensée par lequel un sujet se rapporte à un objet. Celui-ci peut aussi bien être une personne, une chose, un événement matériel, psychique ou social, un phénomène naturel, une idée, une théorie etc... il peut aussi bien être réel qu'imaginaire ou mythique, mais il est toujours requis. Il n'y a pas de représentations sans objet* ». (Denise Jodelet -1989).
5. Boltanski L., »L'amour et la justice comme compétence », Paris : Gallimard, 2011, 551p. (Essais)
6. Didier LE GALL, La conception de l'habiter à l'épreuve de la recomposition familiale, in La famille dans tous ses espaces, Espaces et Sociétés n° 120-121, p46-60, 2005.

financières, les temporalités, mobilités, les loisirs, la consommation, les espaces verts... Grâce au mode semi-directif de l'entretien, certaines thématiques porteuses de sens pour la personne ont pu être approfondies.

L'étude s'est basée sur 15 entretiens, conduits entre mai et juillet 2011. Ces 15 entretiens (cf. tableau ci-après), d'1h30 à 2h30, représentent un matériau très riche.
L'objectif de l'étude n'est pas d'atteindre l'exhaustivité en matière de représentativité, mais bien d'éclairer un sujet et de mesurer le caractère hétérogène des perceptions et pratiques de l'habiter. Plusieurs profils d'acteurs ont été interrogés en fonction de l'âge, du sexe, de l'adresse (différentes communes et types de tissu urbain), du type de ménage, de logement et d'occupation. Pour rencontrer des personnes qui acceptent de se prêter au jeu de l'entretien, les réseaux professionnels (bailleurs sociaux) et réseaux informels (effet en chaine par le biais de personnes qui auraient déjà passé un entretien) ont été mobilisés.

Principe de la carte mentale

« Une carte mentale est un schéma qui a rapport à la réalité, c'est-à-dire un modèle fondé sur une abstraction et une simplification de la réalité. (…) Ces cartes transforment, valorisent, ou déprécient un espace donné ».[7] La carte mentale est donc une vision subjective, la représentation d'une chose mise en perspective dans un espace, ici la feuille blanche. Elle s'affranchit de l'aspect linéaire ou énumératif que requiert le discours ou l'écrit pour cerner l'objet, elle peut être multidimensionnelle, réticulaire. L'échelle, la spatialisation, la précision des éléments et les mises en relation de ces éléments donnent à voir le schéma cognitif des acteurs, la manière dont ils apprécient un élément, un lieu. L'acte de représenter fixe l'objet dans le temps. Il schématise donc la réalité par ordre de grandeur.

Deux cartes mentales ont été demandées à chaque individu : une sur l'espace vécu et une sur le logement. La carte mentale sur le logement ne nous intéresse pas de la même manière que celle sur l'espace vécu. L'analyse est davantage fondée sur les types d'appropriation et le rapport à l'intime et à l'autre. Chacune des personnes enquêtées s'est prêtée au jeu et aucune consigne de départ n'a été transmise. Si certaines se sont mises à dessiner spontanément et s'en sont amusées, d'autres ont souhaité s'aider par des questions, des conseils, « qu'est-ce que je dessine ? » « il faut qu'il y ait quoi ? », auquel il a été répondu : « montrez-moi comment vous vivez, décrivez-moi votre logement, votre univers, les lieux que vous fréquentez ». Il y a eu trois cas particuliers. HJ a dessiné à la fois l'intérieur de son logement et son espace vécu, les mettant sur le même plan. Nicolas, du fait d'une très grande mobilité résidentielle, ne s'est penché que sur son espace vécu. L'entretien n'a pu se dérouler que par téléphone. L'entretien de Loulou également n'a pas eu lieu à son domicile mais dans les locaux de l'a-urba.

Effectuer ces entretiens à domicile a permis de mettre en valeur les distorsions entre cartes mentales, logement visité et certains éléments de discours. Ces distorsions révèlent ainsi des informations sur la hiérarchisation mise en place par la personne qui dessine.

7. Rowntree B., « Les cartes mentales, outil géographique pour la connaissance urbaine : Le cas d'Angers », [en ligne] in : Norois, 1997, n°176, p 585-604.



Présentation et mèthodologie

Pour la carte mentale du logement, cela a semblé pour certains un pas de plus dans le dévoilement de leur intimité. La carte de l'espace vécu a été réalisée avec moins de réserve.
Aussi, l'idée de fixer une image une fois pour toute a pu avoir des effets sur la manière de représenter son univers. Cette réduction du réel a pu conduire par exemple à trop modéliser le logement, c'est-à-dire à en obtenir une vision complètement statique, le montrer comme un prototype et non un espace habité. Les espaces vécus apparaissent quant à eux beaucoup plus dynamiques.

Par souci de confidentialité, toutes les personnes interrogées ont choisi un pseudonyme.

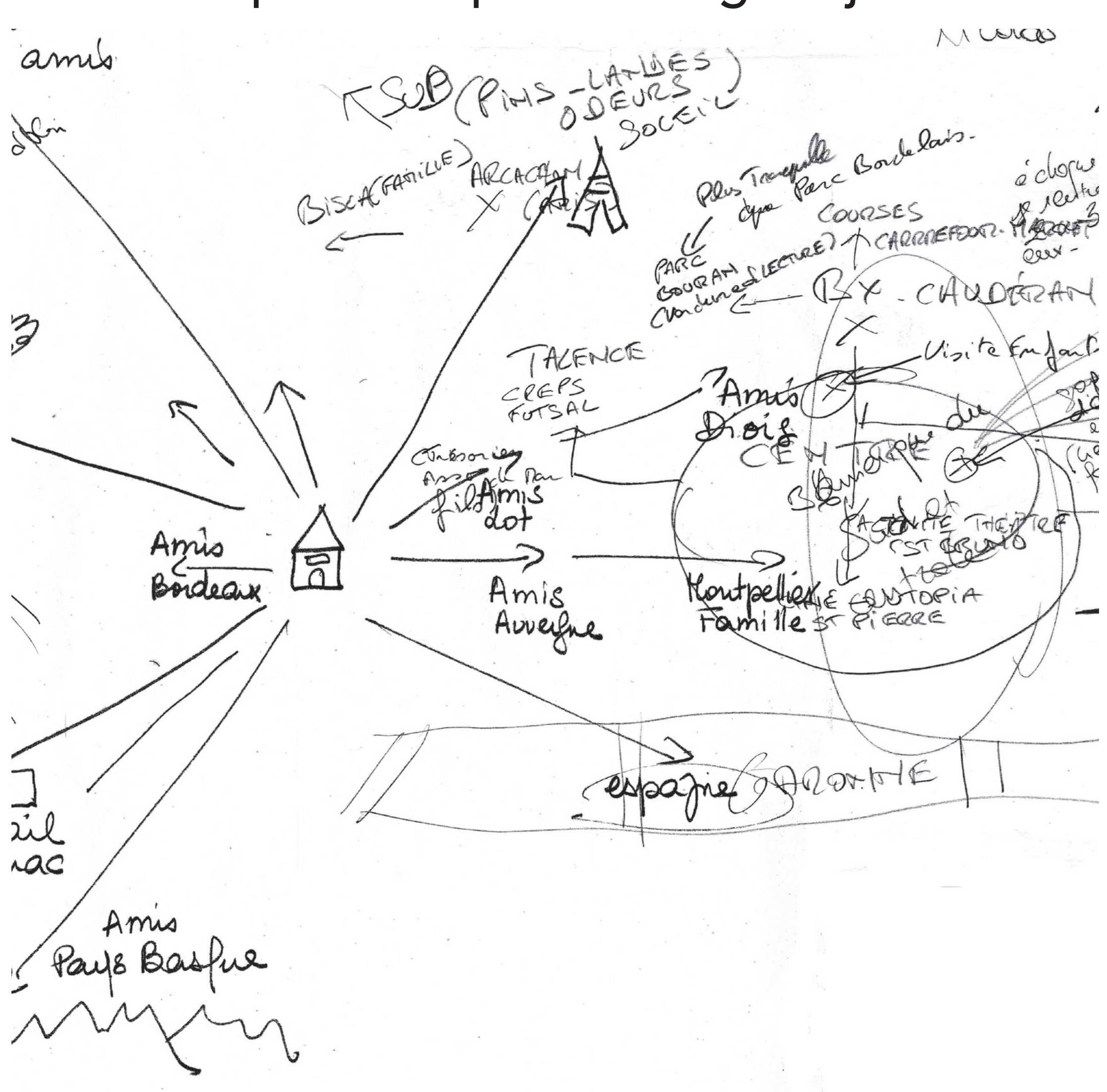


Profil des personnes interrogées

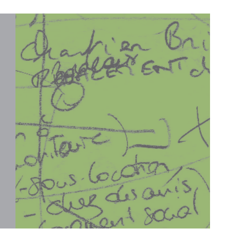
	âge	commune	activité	Revenus de la personne	Coût hors charges	nombre de personnes dans le logement	type logement	statuts d'occupation	ancienneté CUB	nombre déménage-ments CUB
Bella dona célibataire	25	Tresses	auxiliaire de vie scolaire	500-800€	450€ + caf	1 (+ occasionnel)	Maison T2, granges jardin	locataire	6 ans	3
Nicolas célibataire	36	nomade	chargé de mission urgence ONG	2000-2500€	participati on aux frais	/	/	hébergé	4 ans	/
Marguerite en couple	30	Bordeaux cours Pasteur	architecte	1500-2000€	560,00 €	1 (conjoint fin de semaine)	Appartement T2 ancien	locataire	Retour 2,5 ans	4
Antoine célibataire	31	Bordeaux Caudéran	intérimaire	1000-1500€	300,00 €	3 (colocataires)	maison T5, 4 niveaux, terrasse	locataire	4 ans	1
Hélène marié	55	Bordeaux Bastide	secrétaire fonctionnaire	1000-1500€	950,00 €	2 (mari)	appartement T4	locataire	8 ans	3
Boris célibataire	54	Mérignac	intérimaire	1000-1500€	350 €	1	Appartement T1 bis	Locataire parc social	Retour 20 ans	plus de 10
Loulou, en couple	34	St Aubin du Médoc	secrétaire	à deux (3000-3500€)	600,00 €	5 (conjoint, 3 enfants)	Maison T4, jardin, un étage	Locataire parc social	Retour 2,5 ans	6
Ambroisine en couple	56	Bordeaux Capucin	psychologue	2000-2500€	« assez cher »	1 (conjoint fin de semaine)	maison T3 jardin, un étage	propriétaire	11 ans	1
HJ célibataire	24	Le Bouscat	informaticien	1000-1500€	0,00 €	2 (ami)	Appartement T2	hébergé	6 ans	4
Olivier marié	86	Bordeaux bastide	retraité	1600-2000€	/	2 (femme)	Appartement T3, 2e ét. sans ascenseur	Locataire parc social	Y a toujours vécu	3
Kiki célibataire	50	Bègles	employée	1600-2000€	840€ (prêt)	3 (fils)	maison Bègles, T4, jardin	propriétaire	25 ans	4
Nichka célibataire	28	Bordeaux Victoire	technicienne espaces verts	500-1000€	250,00 €	1	studio RDC	sous-locataire	10 ans	plus de 10
Matthieu célibataire	21	Bordeaux St-Pierre	étudiant	0-500€	400,00 € + caf + soutien parental	3 (colocataires)	Appartement T2-T3	locataire	2 ans	2
Franck marié	55	Le Taillan-Médoc	graphiste free-lance	1000 à 2500€		3 (femme, 2nd fils)	corps de ferme rénové T4. Jardin, piscine	propriétaire	Y a toujours vécu	8
Louise en couple	56	Bordeaux Bastide	Sans activité	/	/	2 (conjoint)	Maison de ville T3, terrasse	Conjoint propriétaire	Y a toujours vécu	Plus de 10



Cahier I : qu'est ce qu'un ménage aujourd'hui ?



1 | Cahier I : qu'est ce qu'un ménage aujourd'hui ?



Pour comprendre et répondre aux besoins en logement, il faut tout d'abord se demander à qui est destiné le logement. De qui parle-t-on ? On associe traditionnellement la notion de ménage à celle du logement dans un rapport un pour un. Or la définition même du terme de ménage aujourd'hui n'est pas évidente. Le sens commun du terme « ménage » mêle le matériel (activités ménagères) et le social, sinon familial (ex : mise en ménage). Il est marqué d'une division sociale de l'espace entre public et privé. Son étymologie latine renvoie à Mansio, maison et Manere, demeurer, séjourner, qui sous-entend la présence d'un sujet. Un ménage est donc un sujet demeurant « dans » un lieu.

Les sciences humaines et sociales reprennent ce terme et actualisent sa définition en écho aux changements socio-culturels. Le terme « ménage », fortement mobilisé dans l'analyse de la thématique du logement, témoigne d'ambivalences sémantiques, notamment à travers l'effort d'actualisation effectué par la statistique publique.

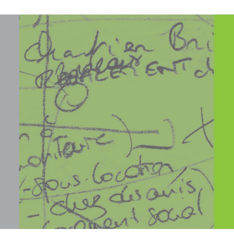
L'appréhension de ce que signifie aujourd'hui un ménage montre que l'on ne peut pas penser le logement de manière exclusivement statique. La vie des individus évolue, et cette évolution se retranscrit dans les lieux de vie, les manières d'habiter le logement, au quotidien et tout au long de la vie. En ce sens, les besoins sont difficiles à estimer.

1.1 | L'insaisissable l'habitant

Catherine Bonvalet, sociologue de la famille et du logement, alerte sur la réduction de la famille au ménage découlant des catégories statistiques[8]. Le logement détient en effet un rôle exclusif dans la définition de la famille, ce qui entraîne une domination du modèle de la famille nucléaire, influencé par les catégories statistiques. (La famille nucléaire comprend exclusivement les parents et enfants non mariés, par opposition par exemple à la famille étendue). Selon elle, le terme de ménage permet de décrire la structure d'un parc de logement dans ses rapports avec la structure démographique et de cerner une unité de consommation pertinente. Cependant, il ne permet pas de saisir l'évolution de la famille qui *« apparaît comme un sous-ensemble du ménage, or en réalité, on peut inverser les termes et se demander si ce n'est pas le ménage qui est un sous-ensemble de la famille »*.

La définition du ménage par la statistique publique montre la difficulté de saisir la dimension de ce terme. En 2005, ont été rajoutées les idées de budget commun et de temps vécu dans le logement, *« qui partage de manière habituelle un même*

8. Bonvalet C., *« Sociologie de la famille, sociologie du logement, un lien à redéfinir ? »* in : Sociétés Contemporaines, 1997, n° 25, P25-44



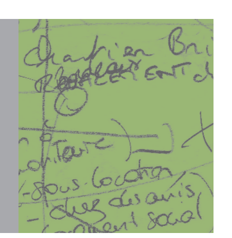
logement ». Cet ajout fige moins la définition. Elle prend en compte le temps passé dans le logement et sous-entend la possibilité d'autres lieux d'habitation (déf.[9]).

Il n'est pas évident de préciser ce que signifie vivre « habituellement » dans un logement. La pratique multiterritoriale qui concerne l'essentiel des individus interroge ici l'opposition classique entre sédentarité et nomadisme du point de vue de l'habitat. Ou commence la sédentarité (vivre plus de combien de jours, de nuits, de jours ouvrés dans un même lieu...) ? A partir de combien de jours devenons nous bi-résidentiels, touristes, vagabonds ? La limite entre permanence et transition, conjoncturel et structurel, sert de grille d'analyse à bon nombre de réflexions en sciences humaines. L'interrogation sédentarité/nomadisme n'est pas sans lien avec celle qui se pose notamment pour les mobilités spatiales : comment différencier circulation et migration ? Cette manière d'analyser la réalité tend à être moins pertinente, face aux acteurs qui deviennent eux-mêmes des habitants temporaires[10].

Le concept de ménage suscite un certain nombre de questions face à la diversité des situations et des représentations sociales. Ce qu'en disent les acteurs peut être encore différent des définitions scientifiques. Certains d'entre eux se disent « en ménage » sans habiter ensemble, des couples, des familles, des enfants, d'autres le sont sans forcément être une famille « classique »... Par exemple, les membres d'une colocation peuvent se considérer comme un ménage, ou une famille « temporaire », alors que l'INSEE comptabilisera depuis 2005 autant de ménages qu'il y a de membres dans le logement. De même, un homme et une femme cohabitant ne sont pas forcément « en ménage », sous-entendu un couple.

Pour Jean-Claude Driant, *« le concept de ménage-logement qui a été très utile lorsqu'il a été définitivement consolidé pour le recensement de 1954 (il correspondait parfaitement à sa fonction d'aide à l'évaluation des besoins en logements) est en train de devenir caduque[11] »*.

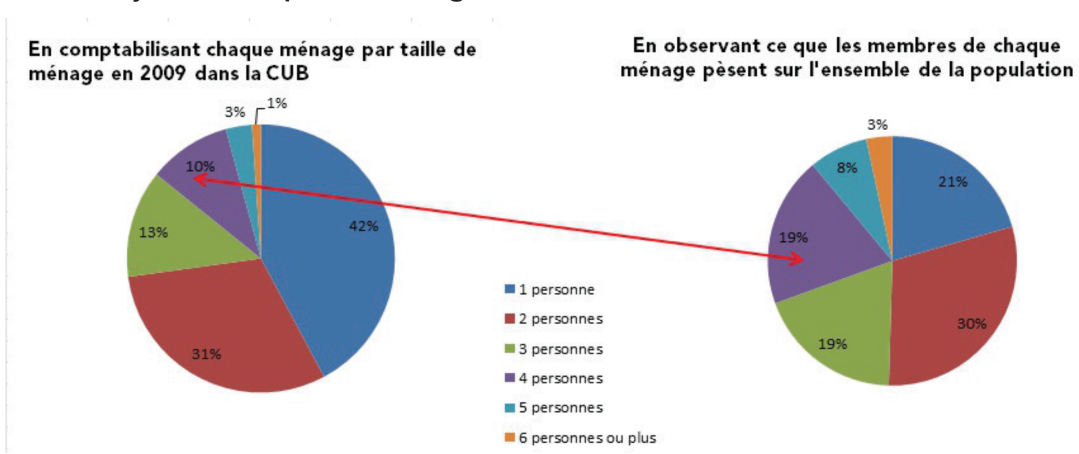
9. Définition INSEE 2005 : Un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Il peut être composé d'une seule personne. Selon les enquêtes, la définition peut varier (ex : ménage fiscal).
Dans les enquêtes réalisées avant 2005, les personnes devaient partager la même résidence principale pour être considérées comme des ménages (ou « ménages ordinaires »). Il n'était pas nécessaire qu'ils aient un budget commun. Un ménage correspondait à un logement (résidence principale). En revanche, depuis 2005, un logement peut comporter plusieurs ménages appelés encore « unités de vie ».
Est considéré désormais comme un ménage l'ensemble des personnes (apparentées ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement (que celui-ci soit ou non leur résidence principale) et qui ont un budget en commun. La résidence habituelle est le logement dans lequel on a l'habitude de vivre. Les personnes qui vivent habituellement dans le logement comprennent tous les résidents (employés, fille, hors famille au pair) et aussi « les personnes temporairement absentes » (vacances, déplacements, hospitalisation de moins d'un mois), les nourrissons, les enfants mineurs logés ailleurs pour leur étude, conjoints qui ont un autre domicile pour raisons professionnelles mais qui viennent les vacances et les week-end, les sous-locataires et colocataires. Font donc partie du même ménage des personnes qui ont un budget commun, c'est-à-dire : 1) qui apportent des ressources servant à des dépenses faites pour la vie du ménage 2) et/ou qui bénéficient simplement de ces dépenses. NB : Dans la définition du budget commun, on ne tient pas compte des dépenses faites pour le logement ; La participation occasionnelle à des dépenses communes ne suffit pas à former un budget commun ; Avoir plusieurs comptes en banque différents dans un ménage ne signifie pas faire budget à part.
10. Stock M., « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans une société à acteurs mobiles », in Espace-temps.net, 2006. [en ligne].
11. Driant J-C., Drosso F., Vignal C., *Les français et le logement : bouleversements de la démographie et de la famille. Quels choix résidentiels pour demain ?* Institut d'Urbanisme de Paris, 2005. 50p.



1.2 | Profil statistique des ménages de la CUB

L'analyse statistique nous donne une vue d'ensemble des ménages sur le territoire de la Communauté Urbaine de Bordeaux en 2009 (Insee, recensement de la population).

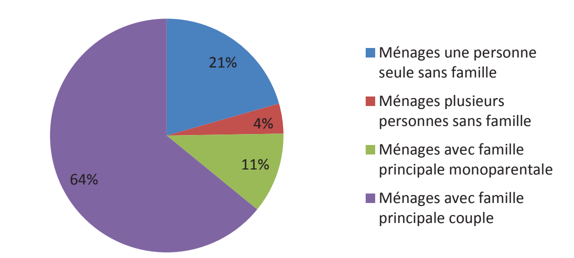
• Une majorité de « petits ménages »

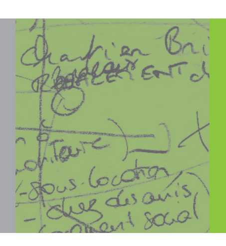


Nombre de ménages CUB	nombre de personnes dans le ménage	= Population des ménages	Part population
142 000 ménages (42%)	x 1	= 142 000 personnes	**21%**
103 000 ménages (31%)	x 2	= 206 000 personnes	**30%**
43 800 ménages (13%)	x 3	= 131 400 personnes	19%
33 700 ménages (10%)	x 4	= 134 800 personnes	19%
10 120 ménages (3%)	x 5	= 50 600 personnes	8%
3 700 Ménages (1%)	x 6	= 22 200 personnes	3%
337 000 ménages (100%)	**X 2,05** (taille moyenne des ménages CUB)	**= 691 000 personnes**	**100%**

Quelle que soit sa taille, le ménage est « censé » occuper un seul logement. Il est néanmoins intéressant de voir ce à quoi il équivaut en termes d'individus. Quand on construit des logements pour des ménages de quatre personnes (10 % des ménages), on agit potentiellement en direction de près de 20 % de la population. Utiliser ces deux types d'information peut entraîner de nouvelles questions : aménagements d'espaces communs liés au logement, transports, services. Les ménages d'une et de deux personnes représentent près des ¾ des ménages et la moité de la population. Les personnes vivant à deux sont les plus nombreuses du point de vue de la population, et aussi

Population des ménages par type de ménage en 2009 - CUB



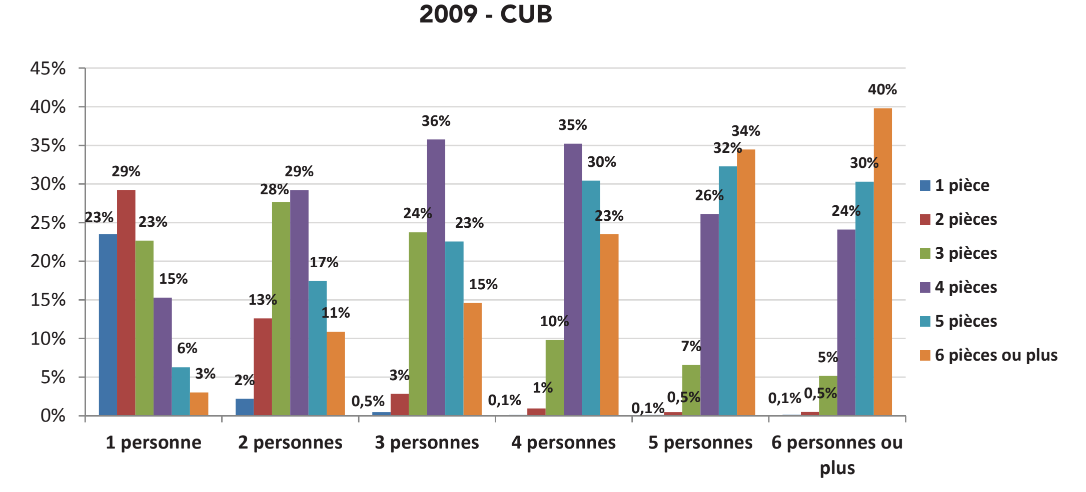


celles qui occupent les logements qui leur correspondent le moins en terme de taille (cf hétérogénéité d'occupation du parc ci après).

La population des ménages est composée principalement de familles (64 %) et de familles monoparentales (11 %). On relève que 4 %, soit près de 30 000 personnes, vivent dans un même logement sans être une famille (ni un couple ou famille monoparentale selon l'Insee). Cette catégorie reste complexe à analyser. Elle comprend les personnes vivant en colocation et les ménages au sein desquels cohabitent plusieurs générations.

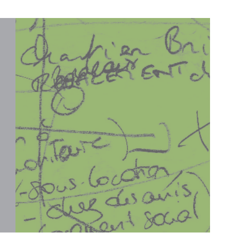
• Une très grande hétérogénéité d'occupation du parc par taille de ménage

Résidence principale par nombre de pièces et taille des ménages en 2009 - CUB



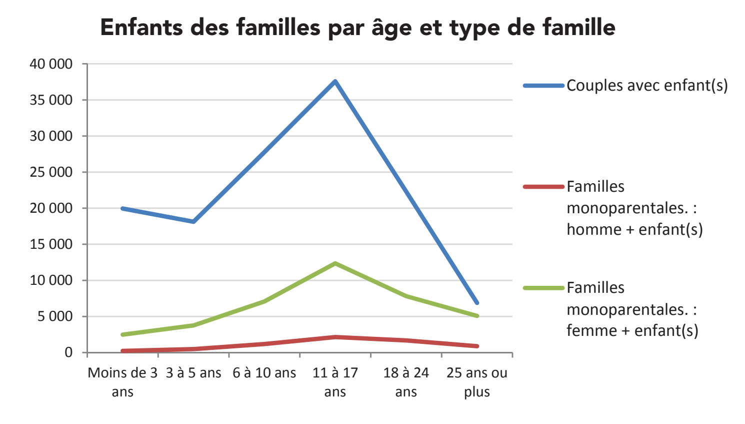
En mettant en parallèle tailles de ménage et tailles des logements en résidence principale dans la CUB en 2009, on constate une grande hétérogénéité d'occupation. Les ménages selon leur taille ne vivent pas dans des logements qui leur correspondraient mathématiquement en nombre de pièces. Cela complique le calcul d'une demande potentielle strictement relative à la taille des ménages. Les personnes seules ne vivent pas toutes dans des studios. Près d'un tiers vivent en T2, ¼ dans des 3 pièces et 23 % dans des T4 et plus. À l'inverse, 6 % des ménages de plus de 6 personnes vivent en sur-occupation, dans des 3 pièces et moins.

<table>
<tr><th></th><th>1 personne</th><th>2 personnes</th><th>3 personnes</th><th>4 personnes</th><th>5 personnes</th><th>6 personnes ou plus</th></tr>
<tr><td>1 pièce</td><td>23,5%</td><td>2,2%</td><td rowspan="2">3,3%</td><td rowspan="3">10,9%</td><td rowspan="4">33,3%</td><td rowspan="4">29,9%</td></tr>
<tr><td>2 pièces</td><td>29,2%</td><td>12,6%</td></tr>
<tr><td>3 pièces</td><td rowspan="4">47,3%</td><td>27,7%</td><td>23,8%</td></tr>
<tr><td>4 pièces</td><td rowspan="3">57,5%</td><td>35,8%</td><td>35,2%</td></tr>
<tr><td>5 pièces</td><td rowspan="2">37,2%</td><td>30,4%</td><td>32,3%</td><td>30,3%</td></tr>
<tr><td>6 pièces ou plus</td><td>23,5%</td><td>34,5%</td><td>39,8%</td></tr>
<tr><td>total sous et sur-occupation</td><td>47,3%</td><td>59,7%</td><td>40,5%</td><td>34,4%</td><td>33,3%</td><td>29,90%</td></tr>
</table>



• Des décohabitations d'enfants plus tardives chez les familles monoparentales

Enfant des familles (définition Insee) : Dans le recensement de la population, est comptée comme enfant d'une famille toute personne vivant au sein du même ménage, quel que soit son âge. Elle peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, un enfant adopté, ou un enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent. Les petits enfants ne sont pas comptés.

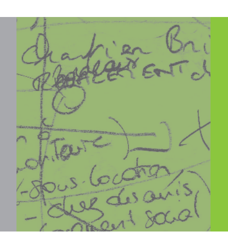


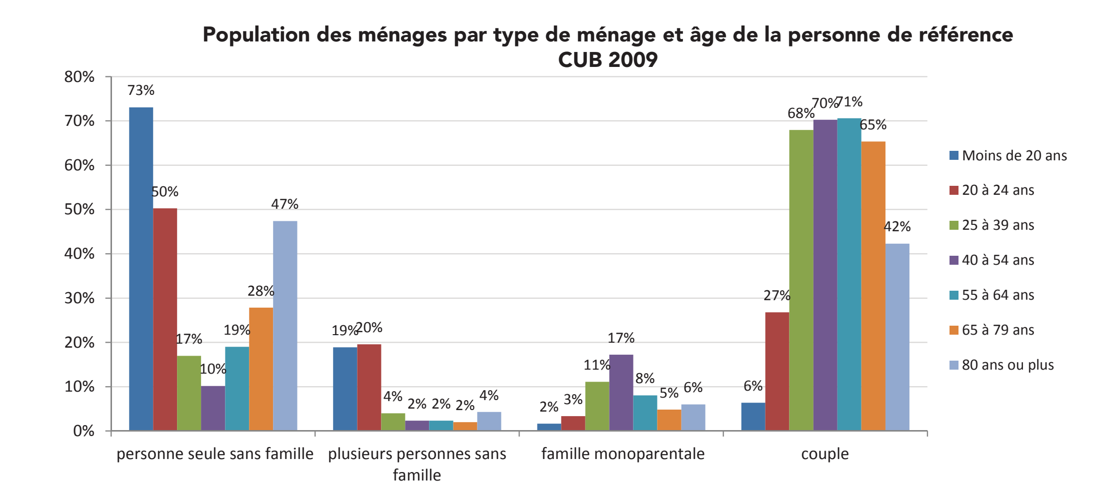
En croisant l'âge des enfants avec le type de famille, on observe des décohabitations d'enfants, beaucoup plus rapides chez les couples que chez les familles monoparentales, qu'elles soient composées d'un adulte homme ou femme. 22 % des enfants vivant au domicile de leurs parents en couple ont plus de 18 ans, tandis qu'ils sont près de 40 % chez les familles monoparentales « hommes » et 33 % chez les familles monoparentales « femmes ». Cela pourrait relater une plus importante décohabitation à partir de cet âge pour les enfants des couples. Seulement 5 % des enfants de couples ont plus de 25 ans, face à 13 % des enfants des familles monoparentales, tout sexe confondu.
Les familles monoparentales « femmes » sont majoritaires par rapport aux « hommes ». les femmes prennent le plus souvent en charge l'enfant en cas de séparation.

Enfants des familles CUB 2009	Moins de 3 ans	3 à 5 ans	6 à 10 ans	11 à 17 ans	18 à 24 ans	25 ans ou plus	
Couples avec enfant(s)	15%	14%	21%	28%	17%	5%	100%
Familles monoparen-tales homme + enfant(s)	3%	7%	18%	32%	26%	13%	100%
Familles monoparentales femme + enfant(s)	6%	10%	18%	32%	20%	13%	100%
Ensemble	13%	13%	20%	29%	18%	7%	100%

• Panorama des types de ménages par âge

L'analyse de la population des ménages permet de dégager des tendances en fonction de l'âge. Le nombre de personnes seules est important chez les moins de 20 ans et plus de 65 ans. Les ménages composés de plusieurs personnes sans famille, dans lesquels peuvent être incluses les colocations par exemple, sont importants pour les catégories jeunes et décroissent progressivement, sans pour autant disparaître totalement. Les familles, en couple ou monoparentales, sont plus marquées entre 20 et 64 ans (Nb : La variable âge ne doit pas être entendue comme une évolution, puisque ce sont des données fixes 2009).

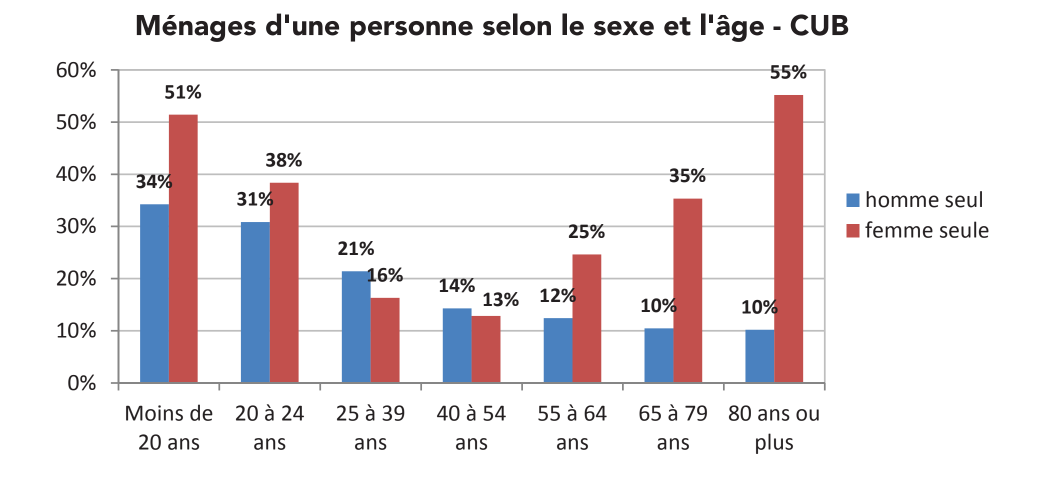




Il n'est pas possible d'observer précisément la colocation, ni même d'apporter des renseignements sur les familles recomposées et couples non cohabitants. Plusieurs études (comme Ined 2010/crédit foncier nov. 2006) considèrent la part des couples non cohabitants non négligeable parmi les ménages aujourd'hui. L'Ined porte à 8 % le nombre de couples non-cohabitants en France en 2010[12]. Phénomène qui concernait surtout les jeunes auparavant, les couples non-cohabitants semblent se généraliser à toute classe d'âge, souvent après une première séparation et en présence d'un enfant[13].

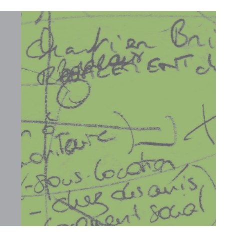
Les couples non-cohabitants et la colocation ont fait l'objet d'observations (dans la partie qui suit) et viennent ici enrichir la définition du terme ménage aujourd'hui.

Une proportion importante de femmes seules à partir de 55 ans



12. INED, *Portrait de familles*, Paris, janvier 2010. 543p.

13. Crédit Foncier, *L'observateur de l'immobilier*, novembre 2006, n° hors série.



Des disparités fortes selon l'âge et le sexe apparaissent chez les ménages composés d'une personne, qui représentent 42 % des ménages. La part de ces ménages est plus importante à la suite de la décohabitation, s'affaiblit jusqu'à 40-54 ans, puis augmente fortement, notamment pour les femmes.

- Une majorité de ménages solos, sur l'ensemble des classes d'âge.
- Une très grande hétérogénéité d'occupation du parc par type de ménage
- Des décohabitations plus tardives chez les familles monoparentales
- Une part importante de ménages hors famille entre 18 et 24 ans, qui subsiste cependant jusqu'au grand âge.
- Une part importante de femmes seules à partir de 55 ans.

1.3 | Le ménage dans plusieurs espaces : l'approche qualitative

Approchant les ménages par l'angle qualitatif, on dénote toute la complexité d'une définition qui se voudrait stable.
Les couples non-cohabitants ou « célibataires géographiques » pratiquent plusieurs espaces. Ils vivent ensemble tout en s'accommodant ou en maintenant une distance spatiale. Ce peut être choisi ou subi. L'analyse qualitative informe sur la manière dont on peut vivre à deux sans être sous le même toit.

1.3.1 | L'exemple des couples non-cohabitants

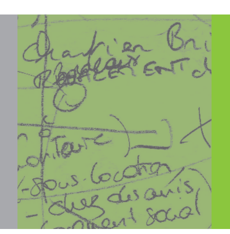
C'est le cas de Marguerite 30 ans et d'Ambroisine 56 ans. Parler d'espaces multiples du ménage ne signifie pas pour autant que chacun des logements est perçu comme appartenant aux deux. Chacun dispose de son « chez soi ».
Si ces deux femmes considèrent être en couple, les propos de Boris nous informent sur le début de la relation amoureuse et le rapport au logement.

• Avantages et inconvénients des relations à distance

Marguerite et son ami, en couple depuis un an, vivent dans deux villes différentes. Elle vit à Bordeaux, lui en Dordogne. Elle travaille à temps plein, il exerce en free-lance et ses horaires sont plus souples. Tous deux souhaitent pour l'instant conserver deux univers et du temps « libre », sans l'autre. Son ami vient chez elle le mercredi ou jeudi soir, et y passe le week-end. Ils se rendent un voire deux week-end par mois en Dordogne. Il accumule quelques affaires chez elle. Malgré le coût des transports, qu'ils partagent, elle apprécie cette organisation du temps et cette bi-résidentialité. La Dordogne c'est comme une maison de vacances, une résidence secondaire. Lui, aime retrouver la ville et ses activités culturelles.

L'ami d'Ambroisine habite Paris. Ils se voient tous les week-end : *« Maintenant ce qui me convient très bien c'est la proximité de la gare puisque je vis pour partie sur Paris, pas moitié moitié mais je vis quand même disons un quart de mon temps sur Paris ».*

Tout comme dans l'appartement de Marguerite, deux univers se mélangent. Une réorganisation s'opère dans certains espaces du logement et dans les temporalités



des activités hebdomadaires. Ambroisine aime aller à Paris, parce qu'elle y a des amis, sans pour autant souhaiter s'y réinstaller, *« Pour l'instant on est tous les deux engagés dans des activités professionnelles, ça ne va pas se modifier de sitôt »*. Ses activités culturelles se déploient dans les deux villes. Lui, aime profiter du rythme bordelais.

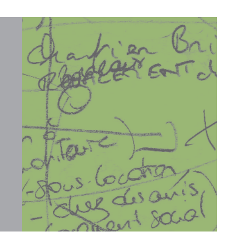
• Une période de bi-résidentialisation difficile à mesurer

Il n'est pas possible de déterminer le caractère temporaire ou pérenne de cette bi-résidentialisation, qui représente un rapport coût/bénéfice relatif, par exemple le coût du transport. Chacun garde son chez soi, des espaces de liberté, et profite d'une double-résidence élargissant la potentialité du territoire vécu. La distance n'interdit pas le couple, elle multiplie les univers.
Aussi, ce phénomène diversifie-t-il la demande en logements[14]. On peut s'interroger, face aux constats de l'étude « Répondre aux besoins en logements de la CUB et des territoires girondins », sur le réel accroissement de cette demande, puisque les personnes occupent déjà un logement au moment de la rencontre. Cela ferait plutôt croître les déplacements. Il ne paraît pas dans ces deux cas nécessaire de distinguer « couple non-cohabitant » et « pluri-résidentialité », du fait des avantages que chaque membre tire d'un ancrage ou pied-à-terre dans deux lieux différents.
Pour ses couples sans enfant, le registre des habitudes devient multiple, des modes de vie alternés, et le logement est utilisé différemment. Les comportements alimentaires changent par exemple pour Marguerite. Le repas a tendance à être plus élaboré, la cuisine plus investie. Le cycle ménager[15] est bousculé. Les moments de cohabitation favorisent une réorganisation de ce qui est fait seul et de ce qui peut être partagé. On s'apprivoise.
Certains parcours professionnels peuvent conduire à une bi-résidentialité, générant une demande en logement plus petit tout en restant familiaux et occupés de manière moins importante. L'expérience de bi-résidentialité peut aussi débuter très tôt, notamment pour les enfants de familles séparées ou recomposées.

• « *L'acteur se protège afin de pouvoir vivre une vie sociale indépendante de son conjoint* »[16]

Selon François de Singly, une évolution de la notion d'intimité apparaît, avec la division de la vie privée entre vie privée familiale et vie privée personnelle. Les acteurs « ne refusent pas les appartenances à tel ou tel groupe, y compris à leur famille et à leur couple. Mais ils ne veulent pas que ces groupes les définissent entièrement et donc produisent ce qu'ils ressentent comme un enfermement. Cela conduit à distinguer territoires personnels et territoires conjugaux ». On peut donc être face à des ménages qui vivent sous le même toit mais qui n'ont pas les mêmes modes de vie.
Face à des relations qui commencent par des incertitudes, il peut être question de garder « un chez soi » matériel, social, intime. Le temps des acteurs est organisé par le travail, les activités, le réseau social, les mobilités. La rencontre d'un partenaire est

14. A'urba, *Répondre aux besoins en logements de la CUB et des territoires girondins*, septembre 2008.
15. Kaufmann J-C., « Le cœur à l'ouvrage, théorie de l'action ménagère », Paris : Nathan, 1997, 238p. (Essais & recherches).
16 De Singly F., « Les nouvelles frontières de la vie privée : le dédoublement de la vie privée, dossier » in : *Sciences Humaines*, juillet 2003, N°140 (p21-39) .



un nouvel élément à prendre en compte dans cette organisation. Les acteurs ne sont pas tous prêts à remettre en question tous les autres éléments qui la composent.
Le fait de garder « un chez soi », pouvant être un terrain neutre ou « espace de repli », est évoqué par Boris, 56 ans divorcé depuis 4 ans et célibataire. Pour lui, s'installer avec quelqu'un est désormais synonyme de contrainte, même s'il ne cache pas que cela puisse être dur d'être seul par moment. *« je m'aperçois que... à un moment, la vie de famille, on a envie que ça cesse »*. Plus loin, il rapporte d'une relation récente : *« Ça a duré 2 mois et c'est moi qui ai dit stop, car ça m'étouffait, je me sentais envahi (...) mais j'étais plutôt chez elle en fait. Sinon c'est pas possible. J'avais envie d'être chez moi, d'être tranquille, et là je sentais que bon y avait un rituel en train de s'instaurer (…) je me suis retrouvé le vendredi à pousser un caddie avec elle, je me suis dis " j'ai déjà vécu ça quelque part ! " stop ! (rire) »*.

Boris ne souhaite pas que la relation se construise dans son logement. On distingue également activités contraintes et activités de plaisir dans la relation du couple, distinction qui se répercute dans les temps passés et le rapport à l'espace.

Evolutivité des espaces vécus des couples non cohabitants

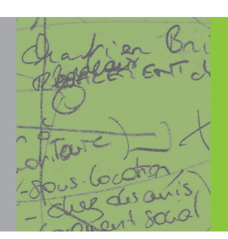
Les personnes interrogées, couples non cohabitants ou pas, organisent leurs espaces vécus et leur emploi du temps selon qu'ils soient seuls ou avec leur conjoint. L'ensemble du territoire vécu peut s'agrandir ou rétrécir, au regard des réseaux familiaux ou sociaux de chacun des partenaires. À chaque lieu et occupation s'attachent un mode de faire et un imaginaire différents, la superposition et/ou négociation de deux modes de vie. On peut observer dans les deux premiers cas, Marguerite et Ambroisine, une complémentarité entre espaces urbains et espaces moins denses.

La répartition un ménage/un lieu de vie laisse en réalité place à des ménages/des lieux de vie évoluant selon des temporalités particulières, entre les soirées, les week-end, les vacances. L'organisation de certaines tâches peut se compresser dans les temps sans l'autre, le temps partagé entraînant une exclusivité consacrée au couple. Il s'agit d'entretenir la relation, optimiser le temps passé ensemble.

- Des ménages dans plusieurs lieux, de manière subie ou choisie
- Garder un chez soi : un univers et/ou un mode de vie individuel
- Connaître la personne avant de s'installer ensemble
- Organiser différemment son temps libre
- Assumer des coûts pour maintenir la relation
- Habiter sous le même toit et vivre différemment

1.3.2 | Le ménage-famille et le « reste » ?

Qu'en est-il de toutes les personnes qui vivent ensemble sans être un couple ou une famille ? L'approche qualitative donne des informations sur des pratiques que ne permettent pas de cerner les statistiques. La colocation est par exemple incluse dans



la catégorie « adultes hors famille vivant dans un ménage à plusieurs personnes », catégorie qui représente 6,6 % de la population des ménages dans la CUB en 2009. Dire que le ménage n'est pas que familial revient à interroger le sens du terme famille. Un logement n'abrite pas forcément que le seul réseau familial, ni une famille dans son ensemble. C'est aussi reconnaître d'autres modes de vie.
Un groupe d'acteurs aux liens forts vivant au même endroit n'est pas forcément une famille « biologique ». Ou commence, où s'arrête la famille ? Qui sont les « proches » ? Y compte-t-on les amis ? La présence ou l'absence des réseaux sociaux autres que la famille a pourtant son importance dans les trajectoires de vie des acteurs, selon l'âge, le lieu de vie, l'activité, etc. Pourquoi ces réseaux sociaux n'influenceraient-ils pas le rapport au logement ou le mode d'habiter de manière générale ? Face à l'inadaptation d'un parc de logements tant dans la forme que dans le coût, la colocation peut être une réponse.
Et même si les liens ne sont pas forts, peut-on aborder le logement à plusieurs sans être amis ou de la même famille (logement inter-générationnel, chambre chez l'habitant...) ?

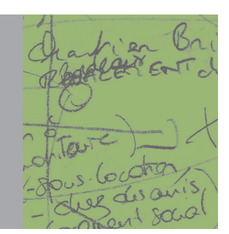
Concernant les deux personnes en colocation interrogées, on observe deux modes d'habiter différents, marqués par la force des liens entre les cohabitants. L'un se dit volontiers en ménage, l'autre pas.

Pour Matthieu, 21 ans, des liens amicaux entre les trois colocataires préexistaient à l'installation dans le logement. Emménager ensemble a sacralisé une forme de solidarité et d'engagement. Selon lui ce mode de vie repose sur un échange de bons procédés, social et financier. Il compare volontiers sa situation à celle d'une famille temporaire, ou « ménage à trois», sauf qu'ils n'ont pas de rapports de type amoureux et ne se projettent pas ensemble dans l'avenir, *« les avantages et pas*

Liens plus forts

Liens plus faibles

les inconvénients ». Ils se sont rencontrés en arrivant à Bordeaux, au sein d'une école de commerce. Tous scolarisés dans cette même école pour un cursus de trois ans minimum, partageant les mêmes loisirs, les mêmes rythmes de vie, les mêmes amis, ils renforcent l'intensité du lien. Si l'on s'en tient à un instant donné, une vie de « famille » et cette colocation sont-elles foncièrement différentes ?



Pour Antoine, 30 ans, le mode de cohabitation n'est pas le même. Même si cela fait plus de 4 ans qu'il partage son logement avec deux autres colocataires, les liens restent plus faibles. Ainsi, chaque colocataire a son propre réseau d'amis, son propre rythme de vie. Ils ont des relations cordiales mais gardent une sphère intime. Trois univers sont unis par le fait d'habiter au même endroit et de partager un loyer.

Il paraît plus pertinent d'exprimer ici l'existence de deux types de « vivre ensemble », qui se mesurent grâce à l'intensité des liens, faibles ou forts. Cela permet de dépasser le simple constat de statut, pour privilégier l'existence d'un spectre large dans la définition de la co-habitation dans un même endroit.

Par ailleurs on peut observer, sans pouvoir définir l'ampleur du phénomène, des offres proposées par des personnes âgées qui occupent des logements de grande taille et cherchant une nouvelle source de revenus.

1.4 | synthèse : un ménage protéiforme

Bien que toujours largement représenté par le modèle de la famille nucléaire, le ménage est susceptible de prendre plusieurs formes et d'en changer plus fréquemment qu'auparavant. Il paraît difficile de l'inscrire simplement et définitivement au croisement de l'axe des abscisses « taille de logement » et de l'axe des ordonnées « statut familial ».

Les facteurs qui rendent sa définition complexe sont multiples.

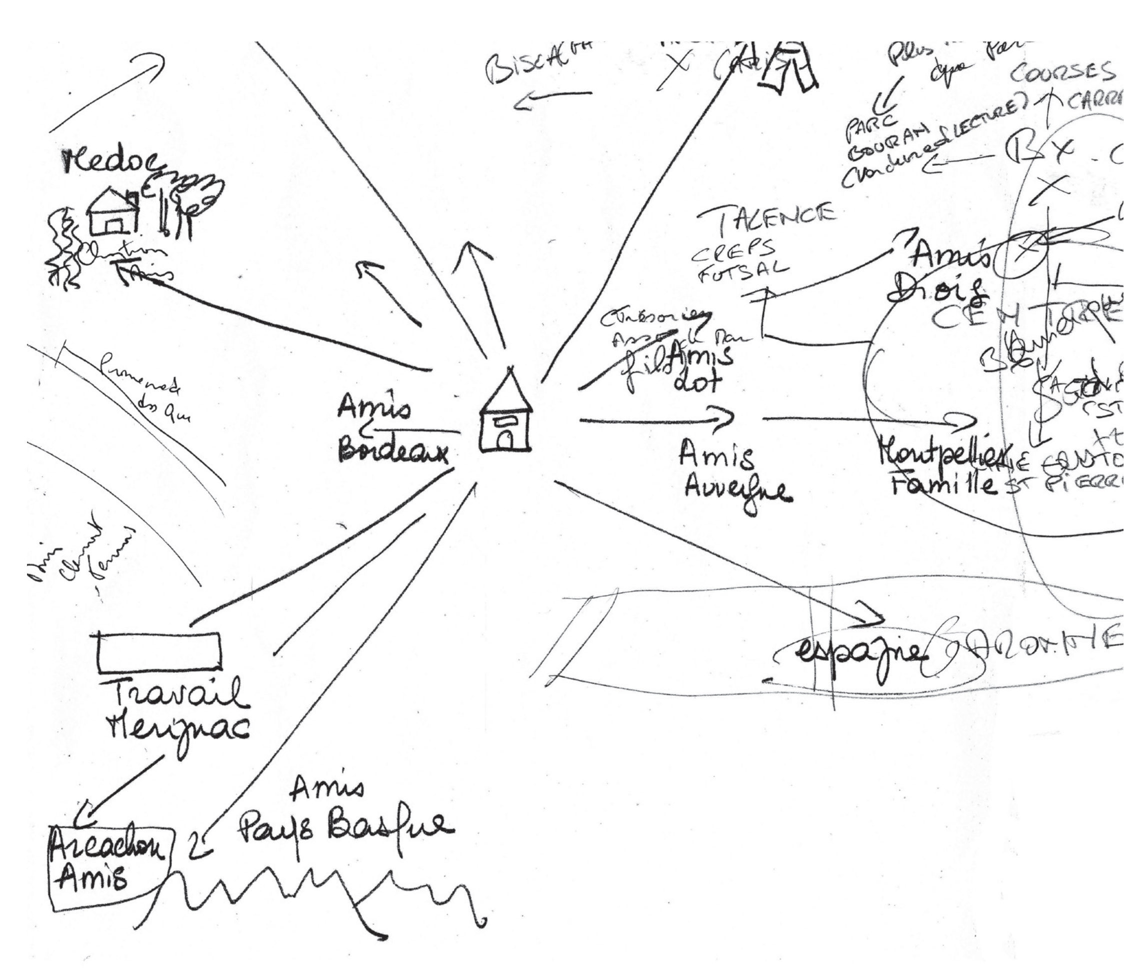
- Les temps de la vie se sont sensiblement multipliés : il existe davantage de séquences, liées à l'allongement de l'espérance de vie, aux changements familiaux, aux mobilités résidentielles, professionnelles... Le ménage est une donnée plus volatile.
- Un acteur peut demeurer à plusieurs endroits, d'où la redéfinition de l'Insee qui insère désormais la notion «vit habituellement dans le logement ».
- Une famille ou un couple peuvent vivre séparément. Il y a une famille répartie dans deux logements, mais il y a deux ménages.
- Des acteurs peuvent vivre dans le même logement sans être une famille.
- Les membres d'une familles peuvent vivre dans le même logement et habiter le territoire différemment, y compris en dehors de l'activité professionnelle.

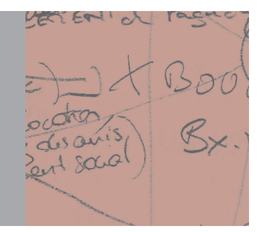
On ne peut pas mesurer précisément le nombre de familles par le nombre de ménages. On ne peut pas, de ce fait, approcher exactement le nombre de personnes seules. Comment par conséquent évaluer les besoins en logement ?

La partie qui va suivre va tout d'abord se pencher sur l'espace vécu (représentations des différents territoires de l'agglomération, lieux d'attaches et de pratiques) afin de donner corps à la réalité des acteurs interrogés dans le territoire. Une seconde et une troisième parties s'intéresseront particulièrement aux représentations du logement et à la relation au logement.



Cahier II : Comment habite-t-on le territoire ?





2.1 | Panorama de l'espace métropolitain bordelais

Cette partie met en avant les représentations qu'ont les individus du territoire. Les termes questionnés, « hypercentre », « campagne », etc. ne reflètent pas forcément une zone identique pour tous. Les cartographies de l'agglomération et les représentations qui s'y accrochent sont variées.

2.1.1 | L'hypercentre : des dangers à l'univers des possibles

Spatialisation

Les représentations de l'hypercentre dessinent un ensemble mouvant, sans point central précis. Sa localisation possède des limites pour le plus large à Bordeaux intra-boulevard. L'hypercentre est en effet peu matérialisé par un objet ou un bâtiment, plutôt par des « creux » : axes de circulation, lieux publics et mouvements, soit également des temporalités.
La plupart des représentations oscillent légèrement entre nord et sud de Bordeaux (des Chartrons à St-Michel), mais ne dépassent jamais la Garonne à l'est et les boulevards à l'ouest. Les personnes plus jeunes localisent le centre plutôt vers le Sud du centre ancien, soit Victoire, St-Michel, Pey-Berland, St-Pierre, tandis que les plus de 40 ans mentionnent Gambetta, Meriadeck, cours de l'Intendance, place de la Bourse. Mises en relation avec l'ensemble de l'entretien, ces représentations semblent liées à l'usage que les acteurs ont de la ville et de l'observation qu'ils en font. Hélène aurait aimé habiter vers la place des Grands Hommes, ou bien vers les quais de St-Pierre aux Chartrons, lieux qu'elle situe dans l'hypercentre et qu'elle a l'habitude de pratiquer. Elle ne fréquente pas St-Michel ni St-Pierre, qui sont pour elle plus anxiogènes (représentations de quartier mal fréquenté).

Pour la plupart des acteurs, il existe un centre, de différentes circonférences, avec plusieurs quartiers. Un individu propose une lecture différente, de telle sorte qu'il n'existe pas un centre mais plusieurs, marquant une hétérogénéité sociospatiale : *« Pour moi il y a plusieurs centres à Bordeaux. Par rapport à Brest, c'est différent. La place de la Liberté avec un axe principal, la rue de Siam. C'est vraiment cet axe là qui vit, en dehors ce n'est que du logement, c'est miteux, y a rien à faire. Alors qu'à Bordeaux il y a plusieurs centres : la Victoire qui est le centre populaire ; puis place Gambetta; plus la place des Quinconces avec le Grand Théâtre. Chaque centre a son cercle d'activités et aussi son style de vie. Ce ne sont pas les mêmes strates sociales qui fréquentent telle ou telle place. Et du coup t'as une zone divisée en plusieurs petits centres.(...) Dans la journée j'irai plutôt me balader vers St-Pierre, St-Michel, chiner. Et le soir j'irai passer une bon moment sur les quais jusqu'au hangar et je reviens. Puis si je veux sortir je vais au quai de Paludate. Tout est vraiment séparé, c'est bien »* (Matthieu).

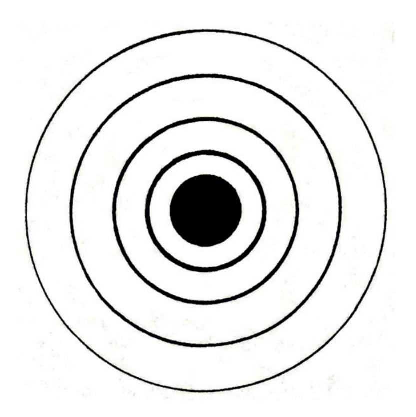


Fig. 169 - La ville telle qu'on la conçoit ordinairement : une cible. Un agrandissement illimité d'une tache centrale[17]

17. Bardet G., « Le nouvel urbanisme », Paris : Vincent, Fréal et Cie, 1948.



Projection et représentations

Les points communs entre les interviewés sont l'idée de concentration de l'activité, d'intensité de la ville, de sociabilité, du frottement. Ces points ne sont pas vécus de la même manière par toutes et tous. Si la plupart aime s'y rendre et pouvoir y accéder facilement depuis son domicile, certaines personnes ne sont pas prêtes pour autant à s'y installer.
« Pour moi c'est les loisirs, la détente, l'accessibilité à la culture, plus le côté ludique, pratique, festif. Mais vu l'âge des enfants j'irai pas dans le centre de suite, mais quand ils seront plus grands pourquoi pas » (Loulou). Elle explique notamment que l'hypercentre est contraignant quand il s'agit de se déplacer avec trois enfants et représente des dangers potentiels, préférant marcher dans la nature les week-end.

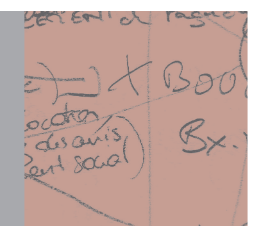
HJ également, après avoir vécu à St-Michel, cherche à se loger à l'extérieur du centre ville, mais *« pas trop loin »* pour pouvoir quand même sortir. Les logements selon lui sont moins chers, il est moins tenté de consommer et dans l'hypercentre on est moins attentif aux dangers de la ville : *« tu peux te retrouver facilement dans un conflit. (…)Je veux dire c'est toi, ta voiture ou ton bien dans un conflit, tu es exposé à tout alors que vivre dans les alentours, c'est plus calme. Et puis les gens font plus attention, car quand ils bougent c'est plus loin. Quand tu es dans le centre, tu peux te déplacer à pied, tu te bourres la gueule et tu fais n'importe quoi. (…) Je veux être à l'abri de ce qui peut être dangereux, réduire la probabilité de ce qui peut être cassé. Surtout pour la voiture, tu es beaucoup exposé à ça ».*

La distance au centre apparaît ici comme un garde-fou, un effort à fournir comme mal nécessaire. Il s'agit de limiter l'exposition au risque.
Pour Antoine, il est aussi question de prix des loyers, et également de tentation et de frustration face à la consommation, la fête.

L'hypercentre évoque à Ambroisine une notion d'enfermement : *« Vous me dites hypercentre moi je vois cette espèce de chose concentrée et enfermante, je n'aime pas du tout ce terme. (...) Je n'y vois rien du tout simplement j'éprouve une sensation d'enfermement. Ça doit être le côté « hyper ». Vous vous considérez dans l'hypercentre ici ? Non je suis dans le centre-ville (cours de l'Yser) mais je ne suis probablement pas dans l'hypercentre. Je ne sais pas d'ailleurs, l'hypercentre ça doit être Gambetta qui pourtant est assez spacieux enfin toute cette zone-là, cours de l'Intendance ».*

Olivier, âgé de 86 ans et vivant à Bastide, aime s'y rendre mais n'a plus *« les mêmes besoins »* qu'auparavant : *« Non pas spécialement, je me vois pas... je me sens bien en dehors. J'aime bien y aller d'accord, mais... Quand j'étais cours du Chapeau rouge, j'y trouvais que des avantages. Maintenant c'est fini les sorties, je suis mieux là ».*

Matthieu est heureux d'être dans le cœur de ville parce qu'il peut vivre pleinement la ville et la découvrir. Il y a également une forme de distinction sociale à vivre dans le centre ville plutôt qu'à Talence. Les efforts sont souvent à fournir par celui qui habite loin pour entretenir une vie sociale. Il ne souhaitait pas franchir les limites de la Victoire et des Quinconces *« après on devient suffisamment loin pour que ça fasse chier les gens pour venir, parce qu'il faut qu'ils marchent un minimum. C'est tout con, c'est l'histoire d'une cinquantaine de mètres, mais c'est suffisant pour que les gens se disent " c'est pas la porte à côté ". C'est vraiment psychologique ».*



Nicolas apprécie d'être en centre-ville quand il est en transit, mais ne se verrait pas y vivre à long terme. La vie en centre-ville reste du provisoire, que ce soit un transit entre deux missions humanitaires ou un projet de vie.

Boris actuellement à Bordeaux Caudéran aimerait revenir dans le centre-ville. Vivre en famille après les boulevards ne posait pas de problème. Il considère qu'en étant seul aujourd'hui, c'est plus agréable d'habiter le centre-ville.

Enfin Louise, qui habite à Bastide souhaiterait également retourner dans l'hypercentre. Ayant vécu plus de 20 ans rue Ste-Catherine, elle s'est accoutumée fortement à ce mode de vie et aux facilités d'accès à toutes les aménités. Elle voit l'hypercentre comme un véritable lieu de vie, où l'on trouve tout, où l'on peut sortir seule et rentrer facilement. Elle oppose ce centre vivant au quartier Bastide dans lequel elle voit disparaître des petits commerces alors que la population s'accroît.

2.1.2 | Quartiers et autres communes de l'agglomération bordelaise

• Le « quartier » : assignation à résidence et injonction à la sociabilité ?

En préambule de cette partie, il nous a semblé intéressant d'interroger la notion de quartier. L'étude de l'objet « quartier » apparaît riche et complexe en sociologie urbaine comme dans différentes disciplines. Le quartier, considéré le plus souvent comme intermédiaire entre la ville et le logement, peut être mobilisé comme unité de mesure, terrain d'enquête ou encore observé relativement au domicile[18]. Le croisement de ces approches est particulièrement sensible lorsque l'on commence à fabriquer la ville.

Les termes quartier (en dehors du quartier sensible) et proximité sont fédérateurs politiquement. Ils apparaissent tous deux comme des solutions à des problèmes de transport, d'urbanité et de lien social. S'ils apportent certes des réponses pour les équipements, ils ne sont pas forcément une demande et fréquenter n'est pas habiter. Quartier et proximité sont assimilés au « village », comme mode de vie idéalisé. Pourtant le quartier urbain est pénétré par des dynamiques urbaines qui le dépassent.

Mathis Stock analyse à ce propos que le lieu de domicile n'est pas le seul lieu avec lequel on tisse des relations. Il n'est plus nécessairement celui qui est le plus connu et le plus familier du fait de l'évolution des mobilités. Selon lui la variable discriminante pour déterminer la familiarité n'est plus la distance mais la fréquence[19]. Le question des fréquences est judicieuse. On peut toutefois, selon la manière dont on définit la familiarité, avoir des lieux familiers sans forcément les fréquenter régulièrement, entrant dans les lieux de mémoire.

Ce dogme du village urbain peut s'apparenter à un mythe au sens où Roland Barthes l'emploie, qui ne nie pas forcément les problèmes, mais se contente de les purifier. Qui dit quartier, dirait formes de sociabilités, d'interconnaissances, d'appropriation, de contrôle social, d'interactions et d'investissements. Cela ne signifie pas pour autant tolérance, hospitalité et place laissée à des appropriations différenciées. Les

18. Authier J-Y., Bonvalet C., Levy J-P. (Dirs.), *Élire domicile, la construction sociale des choix résidentiels*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 2010. 434p.

19. Stock M., « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans une société à acteurs mobiles », in Espace-temps.net, 2006. [en ligne] http://test.espacestemps.net/articles/lrsquohypothese-de-lrsquohabiter-poly-topique-pratiquer-les-lieux-geographiques-dans-les-societes-a-individus-mobiles/

acteurs peuvent en avoir des représentations différentes, l'appréhender de manière positive, négative ou neutre selon la problématique, ne pas vouloir obligatoirement y construire une vie.
De même l'interconnaissance engendre l'interagir. Il est possible et apprécié dans la plupart des cas que des interactions dans l'espace d'un quartier soient institués, mais elles ne peuvent pas l'être tout le temps. Les acteurs n'ont pas forcément besoin, envie ou la capacité à s'investir dans des échanges. *« Toute prise de contact implique des frais en matière de temps, d'argent, et d'efforts[20] ».*

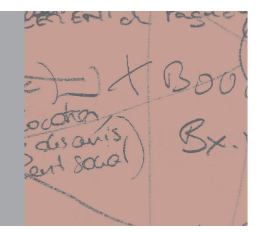
Enfin, en lien avec l'idée de quartier désormais pénétré par des dynamiques urbaines plus larges, se pose la question des temporalités. Les acteurs ont-ils le temps de s'investir dans le quartier dans lequel se trouve leur logement ? En pratiquent-ils d'autres plus facilement ? Comment vit-on le quartier aujourd'hui ?
Dans cette étude, six personnes n'investissent pas leur quartier de résidence. Elles rentrent tard, il n'y a rien à faire, ou elles préfèrent passer du temps dans d'autres lieux. Plus fondamentalement, fabriquer des villages en ville empêche-t-il la soif de ruralité ou de moindre densité ?

Distinguer connaissance d'un quartier et attachement.

Chaque acteur a pu définir avec plus ou moins de précisions des quartiers dans l'espace. Cette identification spatiale a d'ailleurs porté principalement sur l'hypercentre, globalement sur Bordeaux et beaucoup moins au-delà. Et le constat est partagé autant pour les personnes qui habitent Bordeaux que celles qui vivent dans d'autres communes. L'identification spatiale s'accompagne d'une identification sociale. Viennent ensuite les activités, les distances et le caractère architectural.
St-Michel et St-Pierre sont d'un côté jugés vivants et populaires de l'autre parfois trop « fêtards », voire anxiogènes pour y vivre. D'autres sont jugés trop calmes, ou bien les représentations sociales associées les rendent inaccessibles, c'est le cas de Caudéran. Des acteurs signalent qu'ils ne pourraient pas s'intégrer à ce type de quartier, qu'ils s'y sentiraient mal. Les représentations font de ce quartier un secteur d'entre-soi constitué de personnes aux revenus élevés et peu enclins à l'ouverture aux autres. Les Chartrons, St-Augustin et Nansouty apparaissent comme des intermédiaires au nord à l'ouest et au sud. Le cas du quartier Bastide semble plus mitigé. La rive droite, nous le verrons après, ne semble pas assez « vivante » pour l'instant, avec une Garonne qui fait encore frontière par rapport au centre-ville. Les Quinconces et la Victoire sont aussi apparus comme des portes de l'hypercentre.

- Ambroisine habite derrière la gare (Bordeaux)
- Bella dona habite à Tresses
- HJ est hébergé au Bouscat
- Boris est entre Bordeaux et Mérignac
- Franck est au Taillan
- Matthieu habite St-Pierre (Bordeaux)
- Nicolas est de passage à Bordeaux
- Antoine est près des Boulevards
- Nichka est juste à côté de la Victoire (Bordeaux)
- Hélène, Louise et Olivier sont à Bastide (Bordeaux)
- Kiki est à Bègles près des boulevards
- Loulou est à St Aubin
- Marguerite est près du cours Pasteur (Bordeaux)

20. Goffman E., « La mise en scène de la vie quotidienne, les relations en publics », Paris : éd. De Minuit, 1973, 368p.



Plus on s'éloigne de l'hypercentre, plus les personnes désignent leur ville et non un quartier pour situer où elles habitent. On peut toutefois se demander jusqu'à quelle distance la notion de quartier est encore valide dans le discours (ex : une personne qui a passé un week-end à Bordeaux dira-t-elle qu'elle l'a passé dans le quartier St-Pierre à quelqu'un qui ne connaît pas Bordeaux ?) Les manières dont chacune des personnes situe son lieu de vie sont les suivantes :

Cette notion de quartier n'apparaît pas fréquemment lors des entretiens quand le logement au quotidien ou le choix résidentiel sont questionnés. Le quartier intervient dans la construction de représentations sociales de la ville, principalement du centre mais n'est pas obligatoirement une échelle spatiale porteuse de sens pour soi ou d'attachement au quotidien. La plupart des acteurs ont cherché leur logement sans faire mention d'un quartier en particulier, soit tout azimut dans *« le centre ville », «dans une limite compris entre Les Quinconces et la gare », « hors du centre-ville », « plus vers la campagne ».*

Les enquêtés peuvent aussi aimer un quartier sans pour autant vouloir y vivre quotidiennement. Des personnes qui ne vivent pas en centre ville apprécient ses qualités pour d'autres raisons que celle d'habiter, pour son animation, son ambiance, son esthétique. Antoine n'affectionne pas plus que ça le quartier dans lequel il habite. Il apprécie l'hypercentre, mais ne se verrait pas y vivre. Il est en mesure d'aller chercher le bruyant, la foule, la fête sans que ces derniers ne s'imposent à lui.
Pour ceux qui avaient défini préalablement le quartier dans lequel ils souhaitaient vivre, un affect particulier y est projeté, lié à une histoire personnelle mais aussi un imaginaire, des activités, des populations, des ambiances. On constate une première combinaison entre aspect pratique et identification aux quartiers choisis. Les quartiers concernés se trouvent tous sur la commune de Bordeaux.

Matthieu vivait en première année de fac à la Victoire. Rapidement il observe que c'est le quartier où s'installent les étudiants «primo-arrivants». À la manière d'un rite de passage, la tendance veut que l'on déménage par la suite vers les quartiers plus « branchés », que sont pour lui St-Pierre et Pey-Berland. Habiter dans ces quartiers montre qu'on connaît la ville et qu'on a saisi là «où ça se passait», quels étaient les quartiers à enjeux. Connaissance et attachement ont un lien ici : *« Je me sens bordelais parce que je me sens en adéquation avec ma ville et surtout... quand j'arrive à Bordeaux, je sens que j'arrive à la maison (…) Si j'ai besoin de quelque chose, je sais où aller. Je sais aussi comment y aller. Je sais me repérer dans la ville. Je connais les quartiers que je préfère, les quartiers que j'aime moins. J'aime m'y balader ».*

Pour Nichka, il était essentiel d'être près de St-Michel ou des Capucins. À part travailler, elle y fait tout. Ses amis y habitent. Elle est juste « à côté de la Victoire » donc au plus proche de son quartier de prédilection. Elle travaille vers les Chartrons, et plus largement Bordeaux nord : *« je cherchais vraiment vers St-Michel, les Capucins, par rapport aux places de vie qui s'y trouvent, et au fait que ce soient des quartiers qui vivent encore, qu'il y a une mixité culturelle et générationnelle aussi. Quand je sors, je veux voir des gens rapidement, pouvoir aller dans un bar sans faire 45 min à pied ».* En outre, Nichka s'y reconnaît davantage socialement et politiquement. La demande de proximité est assez forte, il faut que les choses et les personnes soient disponibles rapidement.

• Proximité et univers familier

Tous mentionnent le besoin de services et commerces près de chez eux, soit une boulangerie, médecins, un lieu pour faire ses courses ou pour le dépannage. Ils n'y associent pas cependant cette notion de quartier. Cette proximité se rattache souvent à la possibilité de se déplacer à pied.
Louise n'affectionne pas le quartier Bastide, elle trouve par exemple contraignant d'aller chercher son pain en vélo. Ayant habité 15 ans rue Ste-Catherine, l'animation lui manque : *« Moi, je vais beaucoup dans le centre-ville parce que d'abord je fais mes courses à Bordeaux, alors je vais aux Capucins pour la viande et les légumes. Et j'ai gardé mes commerçants quand j'habitais la rue Ste-Catherine. (…) Quand j'étais en centre-ville, il y avait quand même du monde, je pouvais m'asseoir dans un bistrot et quand on vit seule c'est génial on n'est jamais seul, ici moi je trouve que c'est désert quoi, la Bastide, il n'y a pas de commerçants, il n'y a pas de magasins, y'a rien. Bon c'est calme certes, la maison est sympa, mais moi j'ai besoin de plus d'animation et il n'y en a pas du tout ici. »*

Le « familier » n'est pas forcément l'univers le plus proche dans cette situation, mais il l'a été auparavant. Le familier ne vient pas à elle, ne se décrète pas, c'est elle qui va au familier.

• Des communes méconnues

Le débat sur les communes s'est situé sur un registre légèrement différent de celui sur le quartier. On constate une méconnaissance de l'ensemble des communes et de l'agglomération dans sa globalité (en dehors des communes de résidence). La moitié des acteurs vivant sur Bordeaux semblent peu attirés par les autres communes.
Pour l'ensemble des individus, les territoires inconnus sont ceux où *« l'on a rien à faire »* (travail, loisirs, consommation ou lien social), lieux où ne s'inscrivent aucune logique ou affect particuliers, et ne se trouvant sur aucun trajet qui pourraient être « l'occasion de ». Outre la recherche d'une finalité rationnelle dans les actions quotidiennes des acteurs, le territoire de la CUB ou bien les communes en particulier semblent peu se prêter à la déambulation, par opposition au centre-ville de Bordeaux. Il y a en effet peu d'entretiens qui relatent s'écarter des parcours quotidiens pour découvrir une commune.

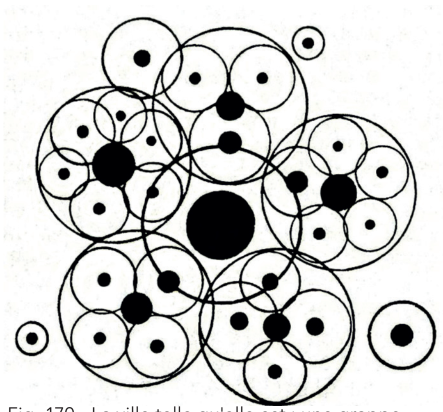
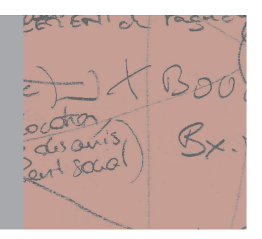


Fig. 170 - La ville telle qu'elle est : une grappe, une fédération de communautés[21]

Cette méconnaissance est parfois comblée par un effet de généralisation : on reproduit un schéma connu sur un lieu inconnu. Hélène par exemple qui a peu apprécié Eysines, estiment que les autres villes en dehors du Bordeaux sont du *« Eysines Bis »*, que les caractéristiques de fonctionnement sont similaires.
Les acteurs qui se verraient vivre dans d'autres communes favorisent l'accessibilité, notamment en tramway, et les communes qui possèdent des centres-villes, avec « de l'animation ».

21. Bardet G., « Le nouvel urbanisme », Paris : Vincent, Fréal et Cie,1 948.



« Non, y a deux communes qui me plairaient plus ce serait Pessac et Gradignan, parce qu'il y a un centre. Je suis attaché à l'activité, un centre de vie. Mais Blanquefort, Bègles ou Talence, y a pas de centres réels. Qu'il y ait de la vie ! Vivre dans des coins où y a pas de vie, tant pis j'irai car je peux très bien craquer sur un appartement ou une maison, mais non j'ai besoin d'un centre de vie, une concentration de commerces et de population, de sentir de la vie. Là, il y a plus personne à cette heure-ci ici. Et d'autres communes non. » (Boris)

Louise, qui pourtant a toujours vécu dans l'agglomération, reflète à la fois cette méconnaissance du territoire et l'importance donnée aux transports en commun :
Le tramway semble devenu un facteur déterminant dans le choix de localisation d'un logement : *« Mérignac, je ne sais pas j'y vais jamais, je ne connais pas Mérignac. Bruges je ne connais pas, je ne connais pas les autres communes je n'y vais jamais et quand je ne connais pas ça n'évoque rien pour moi. Je ne me verrais pas habiter là-bas non ! Mais du reste je crois qu'en fait maintenant je ne pourrais plus habiter dans un endroit sans tram et loin de Bordeaux (...). Par exemple Caudéran, déjà j'aime pas les gens mais en plus il n'y a que le bus, il y a des embouteillages partout, ce n'est pas agréable du tout. En fait je trouve que le tram c'est très très agréable. Ça facilite la vie c'est génial. »* (Louise)

2.1.3 | le péri-urbain ou le « péri-machin » ?

Comme a pu l'être le terme « hypercentre », celui de « péri-urbain » a semblé parfois trop technique. Les acteurs ont eu des difficultés à émettre des représentations précises. En tout état de cause, le terme apparaît assez négatif.

- Ce qui déferencie ici le péri-urbain et la campagne, c'est le fait qu'il soit un territoire desservi par les transports en commun :
« Oui je suis dans le péri-urbain, parce qu'il y a le tram à côté. Ni citadine, ni rurale ». (Bella Dona).

- Le péri-urbain c'est de la campagne déguisée :
« C'est la CUB tout simplement ! Ou à peu après. Enfin la CUB, Eysines c'est la campagne, hein ? Si tu connais, à partir du moment où t'arrives au golf, c'est la campagne ! Où on était, on avait un champ derrière. On avait la piste cyclable et un âne, des poules ! En fin de compte la campagne c'est la CUB ! Quand tu vas sur Blanquette (Blanquefort), sur Bruges.., c'est la campagne ! Pour moi le péri-urbain... c'est ça. Il y a dix ans ils ont inventé ce jargon, c'était pour faire croire qu'ils étaient encore sur les villes. Péri-machin. C'est un habillage de mot. T'es pas en zone péri-machin t'es à la cambrousse (rire !) » (Hélène).

- Un territoire « extérieur » occupé par des maisons secondaires :
« J'ai pas eu l'ambition d'aller ailleurs, je me trouvais très bien ici, j'ai jamais eu envie d'aller, (...) y en a ils ont envie de dire «quand je serai à la retraite » ou « j'ai une maison »... non moi j'ai jamais eu l'ambition d'avoir une maison à l'extérieur, et je partais même du principe que, si j'ai une maison secondaire quelque part, je vais être obligé d'y passer des vacances tous les ans. Or, nous tous les ans, jusqu'à il y a 5 ou 6 ans, je suis toujours parti un mois à l'étranger, un mois en France. (…) Avoir une point fixe pour dire, « ça y est c'est fini, je retrouve tous les ans ma maison de vacances à Arcachon, je bouffe pas parce que je suis à Arcachon ». vous

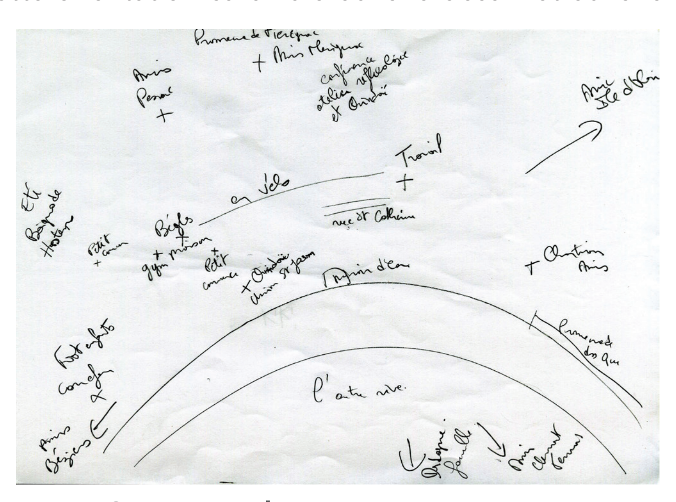


voyez ? Ça limite l'horizon » (Olivier). Le péri-urbain évoque des lieux en dehors de l'agglomération, ici à une cinquantaine de km de son lieu de domicile. C'est aussi un lieu où l'on se retire.
Des difficultés de circulation et un territoire de campagne qui ne possède pas d'organisation économique rurale :
« Ça ne m'évoque pas grand-chose, des difficultés de circulation, des difficultés de transports probablement. Péri-urbain ? Ça peut m'évoquer une forme de campagne qui n'en n'est pas tout à fait une parce qu'il n'y a pas d'organisation économique vraiment relative à la campagne sauf à Bruges et à Eysines. » (Ambroisine).

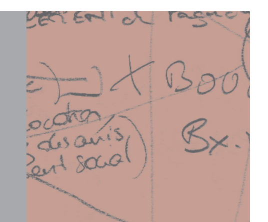
- Le rêve pavillonnaire ou les HLM à plat :
« Oui le rêve pavillonnaire, quand je vois ce qu'ils achètent. À part ne pas être les uns au-dessus des autres pour moi c'est pareil c'est du HLM. Ce n'est pas parce que c'est à l'horizontal, je comprends pas. Enfin je vois, moi les terrains ici de temps en temps puisqu'au Taillan ça se développe quand même assez vite, pourtant il n'y a pas beaucoup d'industries, de tertiaire, etc. Mais quand je vois qu'ils arrivent à rentrer 10 maisons sur un terrain où j'en mettrais à peine deux ! Il y a une promiscuité épouvantable ! » (Franck). Le rêve pavillonnaire, apparenté au logement social, est ici connoté très négativement. Cet aspect négatif semble lié à la densité de logements, synonyme de promiscuité. Franck voit également une incohérence entre la construction de logements et l'absence d'activité. Lui ne se situe pas dans le péri-urbain au Taillan. Cela concerne la forme spécifique et la qualité du bâti des pavillons, et non le territoire.

2.1.4 | Est-ouest / nord-sud : une grille de lecture plus régionale que locale

L'approche a été complétée par d'autres éléments de classification spatiales, les points cardinaux. L'orientation prise pour les cartes mentales montre une absence de prise en considération des points cardinaux comme grille de lecture. Une grande part des cartes en effet ne suit pas cette orientation cardinale dans le dessin et dans le sens de l'écriture. Pour la moitié des cartes, les hauts et bas ne correspondent pas au nord et au sud, mais marquent plutôt une segmentation par le fleuve, avec une lecture dans un sens ouest/haut et est/bas, comme c'est le cas dans la carte mentale de Louise (p.51), kiki (ci-dessus et de Boris (carte page suivante). Cela rappelle les représentations cartographiques de Bordeaux aux XVIe et XVIIe siècles, vues du fleuve ou des coteaux de Garonne.



Carte mentale - espace vécu - Louise



Le fleuve est une table d'orientation



« Bordeaux & ses Environs à Mrs les Maires et Jurats de la Ville de Bourdeaux », plan géométral attribué à Albert Jouvin de Rochefort vers 1670 (© cliché AM Bx, AM Bx, XL-A27)[23].

« Le fleuve et son cours font plus que repérer des directions, ils déterminent des constantes dans les positions des groupes, dans les relations entre positions, dans les relations entre groupes. (…) ; (…) le fleuve permet de situer des choses et des gens et de donner un sens à leurs positions. Il n'est pas certain qu'on doive, ni même qu'on puisse « quadranguler » un tel système[22] *».*

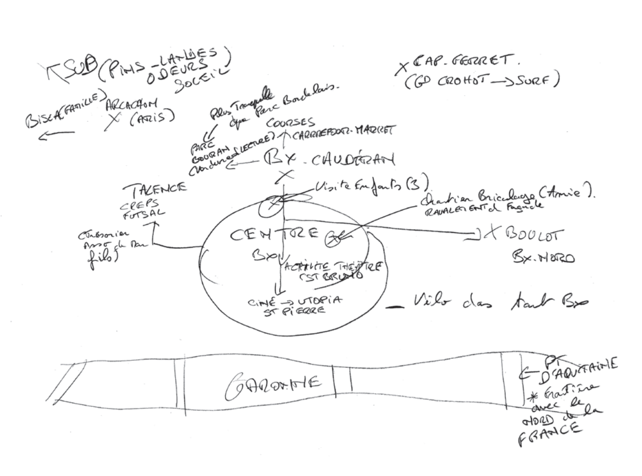
Le rapport nord/sud est cependant plus fréquemment apparu : *« Je connais Bordeaux nord pour la zone industrielle et le sud pour le campus, deux vies différentes : Bordeaux nord c'est le boulot, et Talence les études, ou peut-être shopping aussi »* (Matthieu).

Boris situe l'ensemble de la rive droite (qui correspond plutôt aux communes rives droite de la CUB) au nord, mais plutôt au nord de la France. La CUB serait le lieu de partage entre nord et sud de la France. Le sud évoque davantage des territoires qui dépassent l'agglomération, notamment les Landes et le Pays Basque. Les personnes qui parleront de Bègles, de Gradignan ou de Pessac ne les situent pas forcément au sud, plutôt *« en dessous »* de Bordeaux. L'ouest/est est aussi peu mentionné. Les personnes identifient un ouest mais très peu un est. Cet ouest est attaché à la plage, au Médoc, bien plus qu'à la partie ouest de l'agglomération.

Des nord et sud lointains, une Garonne qui pose la base

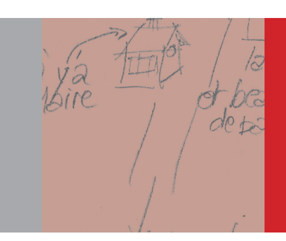
Carte mentale - espace vécu - Boris 56 ans.

« Donc nous, nous sommes au sud de l'agglo, on entend parler que Bègles est au sud mais je parle rarement de l'agglomération en parlant du nord de Bordeaux, du sud de Bordeaux, de l'ouest et de l'est. Plutôt de la rive droite et de la rive gauche en disant l'autre rive et puis l'autre côté ou en disant Bègles et Bordeaux ou Talence etc... J'utilise plus voilà le terme de la ville vraiment ou la CUB, quand j'en parle à l'extérieur avec des amis, mais autrement non, nord/



22. Paul-Levy F., Ségaud M., *Anthropologie de l'espace*, Paris : Centre Georges Pompidou, 1983. 345p.

23. *Bordeaux et ses environs à M. les Maires et Jurats de la ville de Bourdeaux, plan géométral attribué à Albert Jouvin de Rochefort, vers 1670.* Extrait de :Jean-Courret E., Lavaud S., Atlas historique de Bordeaux, Pessac : Ausonius, 2009, 451p. (Atlas historique des villes de France)



sud j'utilise pas. Cela ne fait pas partie du langage qui est usité. Autant à Paris on parle de la banlieue sud ou nord, du 9-3, ici non. Ça ne fait pas partie de la tradition. Je pense que c'est une espèce de noyau rond et l'on parle de la CUB. La CUB ce n'est pas un cube c'est la CUB et en fait voilà c'est ce noyau et puis c'est vrai qu'à l'intérieur il y a la rive et puis l'autre » (Kiki).

2.1.5 | rive gauche/rive droite : entre stagnation et révolution

Sur l'ensemble des entretiens, des points de vue divers entre rive gauche et rive droite ont été avancés, mais les discussions se sont surtout focalisées sur la rive droite, entre stagnation et territoire en changement, plutôt que sur la rive gauche. Quatre personnes habitent actuellement la rive droite, à Bordeaux-Bastide et à Tresses. Trois y ont vécu auparavant.
Le rapport entre les deux rives semble tantôt concerner Bordeaux, tantôt l'ensemble de l'agglomération. Le fleuve reste un élément structurant. Huit cartes mentales sur 15 y font référence directement ou indirectement (*« Garonne »* ; *« Pont de Pierre »* ; *« Quais »*).

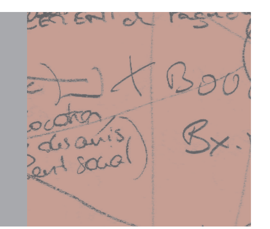
Il y a tout d'abord eu des propos relatant un manque de connaissance de la rive droite et des représentations qui font de ce territoire, un lieu « trop calme » et résidentiel : *« J'y ai vécu un an rive droite, mais il n'y avait pas de vie de quartier, je l'ai senti comme ça. C'est vraiment un endroit où les gens rentrent et dorment »* (Nichka). La rive droite ici ne se réfère qu'à Bordeaux.

La perception de la rive droite peut être construite par la transmission d'une mémoire historique comme ici : *« La rive droite j'y vais très peu, juste au cinéma, parce que les horaires me convenaient mieux quelques fois. Puis 2 ou 3 restaurants (...). J'y suis allé deux ou trois fois. Je me suis perdu aussi une fois. C'est loin, on m'a toujours dit que la rive droite c'était différent, le fleuve est une frontière »*. (Matthieu)

La différenciation entre les deux rives peut être exprimée assez fortement. Boris considère que l'ensemble de la rive droite, c'est le nord : *« Si je passe le pont d'Aquitaine j'ai l'impression d'être au nord (...) J'ai habité Lormont quand j'étais ado, et je retournerai pas... Malgré tout le vieux Lormont c'est sympa, c'est médiéval. Y a des bordelais qui vont vivre... Mais la rive droite me tente pas du tout »* (Boris). La ville de Floirac, selon lui, représente le nord même si cette dernière se trouve au sud de la rive droite au sein de l'agglomération.

Louise estime que le quartier Bastide n'est plus Bordeaux *« Autrefois la Bastide n'était pas Bordeaux. La Garonne départage quand même Bordeaux et il y a vraiment deux rives pour moi il y a deux quartiers complètement différents, deux villes même à la limite. Du reste quand je vais faire mes courses, je dis « je vais à Bordeaux. Pour moi c'est vraiment deux quartiers très différents... Je ne sais pas, je pourrais dire que la Bastide je considère ça comme Caudéran ou le Bouscat mais pas Bordeaux »* (Louise).

La rive droite paraît éloignée de Bordeaux dans l'imaginaire de ces deux personnes. Elle peut l'être aussi pour des raisons pratiques, un problème de franchissement : *« Oh je n'aurais pas passé le pont ce n'est pas la peine. Il n'y a pas assez de ponts à Bordeaux. Ça c'est une horreur. On a 50 ans de retard. Il manque 4 ou 5 ponts. C'est pour ça que la rive droite elle n'est pas du tout développée. Dès l'instant où ils vont*



coller des ponts, si on a des sous, là faut placer des sous de suite à la Bastide car ça va partir ». (Franck)

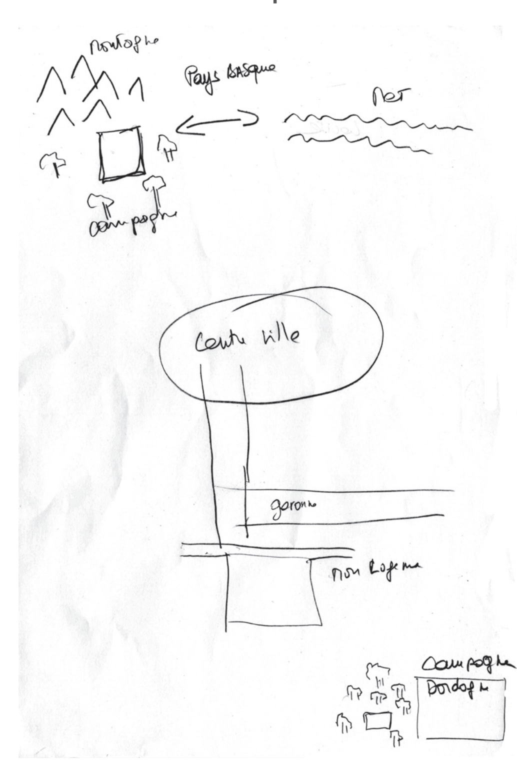
Ce dernier extrait marque également la capacité de changement de ce territoire. Des potentialités existent. D'autres personnes s'expriment sur cette capacité de changement, ou sur le fait que les changements ont déjà été amorcés.

Hélène a changé son regard sur la rive droite depuis que la rénovation a été entamée dans le quartier Bastide : *« Et bien quand on est arrivé au début à Bordeaux, on est allé visiter rive droite. On m'aurait dit un jour que j'irai habiter rive droite ! J'aurais dit non. Et maintenant de ce qu'ils en ont fait, ça nous va très très bien (…) ça n'a plus rien à voir. C'était très moche, que des vieilles maisons. Maintenant, ils ont construit beaucoup de neuf, d'immeubles, le tram. Ils ont réhabilité toute l'avenue. La rive droite est très bien par rapport à ce que c'était avant. Et on profite de la Garonne autant qu'on soit rive droite ou qu'on soit rive gauche; peut-être même plus rive droite parce que c'est plus beau de ce côté »*. (Hélène)
« Avant c'était violent les rapports rive gauche et rive droite, le choc des cultures. Sinon pour moi, ça représente rien. C'est pareil » (Loulou).

Ambroisine se verrait bien s'installer dans quelques temps rive droite. Elle pense que la rive droite est amenée à beaucoup changer : *« De toute façon Bordeaux n'a pas le choix, elle ne peut que s'étendre et s'augmenter entre guillemets dans tous les sens, quantitativement et qualitativement, qu'en investissant la rive droite donc... dans 10 ans je pense que le déséquilibre sera bien moindre »*. (Ambroisine)

Des lieux de références lointains, au delà d'une agglomération absente

Carte mentale - espace vécu – Louise



2.1.6 | Campagne : du paradis à la peur de l'isolement

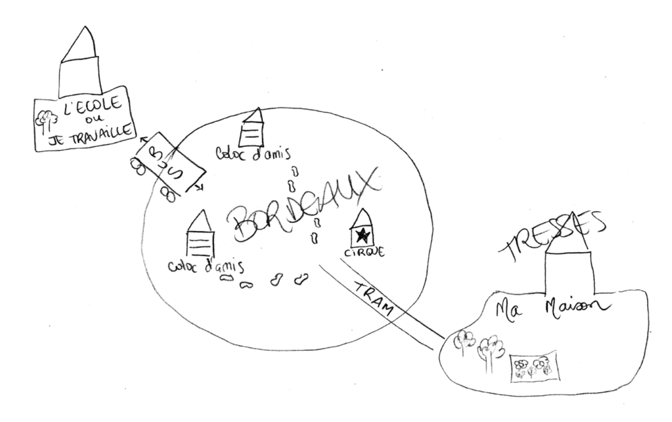
La campagne au quotidien résonne pour beaucoup comme un isolement et s'apparente à une population plutôt âgée, voire retraitée, en opposition à la jeunesse et la vie active attachées à l'hypercentre. Les deux personnes qui considèrent vivre à la campagne sont à St Aubin-du Médoc et au Taillan-Médoc. L'une ne se voit plus retourner en ville. L'autre, avec trois enfants en bas âge, estime que la vie est beaucoup plus difficile au quotidien en vivant à la campagne :

« Ce que j'aime de la campagne c'est aussi ce que j'aime pas de la campagne. On est dans la nature. Mon conjoint me dit le soir de la fête de la musique, « t'es pas contente d'être calme là ? » oui sur cet aspect là, oui. On a des couleurs des odeurs oui. Moi ce qui me gêne c'est le fait qu'on soit totalement dépendant de la voiture, rien à proximité. À la limite si on avait pas d'enfant ça me gênerait moins. (…) C'est fatiguant de vivre la campagne. On est plus carré, car on est obligé de s'organiser, de s'imposer des choses. Ça nécessite une énergie phénoménale » (Loulou).

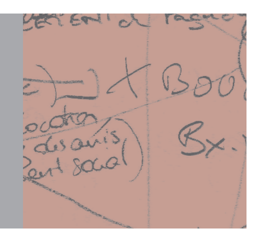
La question des transports apparaît primordiale quand on évoque la campagne, plus encore que pour le péri-urbain. : « *Pas trop trop loin à 10, 20 km maximum. La voiture c'est un luxe aussi. De plus en plus. Ou bien il faudrait qu'il y a des services, que ce soit animé. J'ai pas envie de me transformer en ermite. Que les gens ils aient pas besoin de faire 40 km pour boire un coup à la maison »* (Nicolas).

Cette notion d'isolement découlerait finalement à la fois de la peur d'une immobilité et de la peur de la distance, pour le travail et la création ou l'entretien d'un réseau social, considérant de manière sous-jacente qu'il n'y a pas de construction de réseau possible à la campagne, ou peut-être trop restreint. La capacité à faire ce que l'on veut est freinée par la distance. D'autre part, HJ exprime que *« dans une ville, c'est bien d'y être la campagne »*. Il souhaite être rattaché à la ville, comme s'il existait aussi deux campagnes : la campagne de la ville, et la campagne tout court.

Carte mentale – espace vécu - Bella Dona



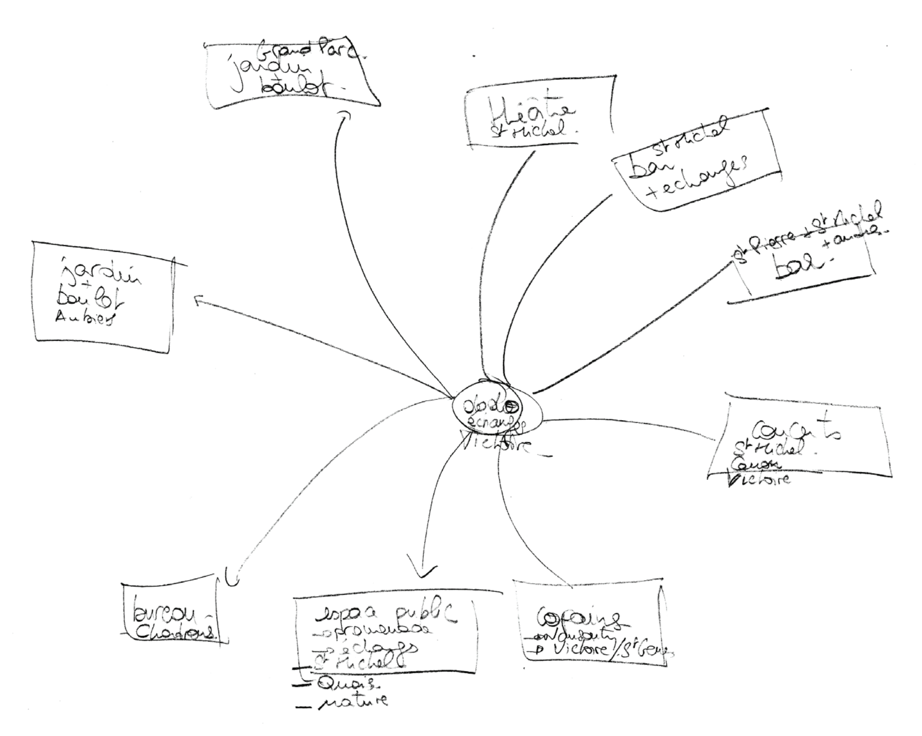
Pourtant cette campagne peut paraître agréable, mais pour de courtes périodes. La campagne serait donc trop loin de la ville pour vivre, mais elle apparaît aussi comme nécessaire à la ville, campagne dont la plupart des acteurs apprécient paradoxalement la facilité d'accès. L'investissement en terme de transports n'est pas considéré de la même manière que l'on y vive où que l'on y passe des fins de semaines ou des vacances. La campagne est loin de la ville mais la ville est proche de la campagne ! Les relations aux distances peuvent être dissymétriques, en fonction de la localisation, de l'usage, mais aussi en fonction des saisons, du temps. La campagne en hiver est beaucoup moins attrayante et proche de la ville qu'en été.



2.2 | La localisation du logement

L'acteur et son lieu de référence, le logement, se confondent dans l'espace

Carte mentale - espace vécu – Nichka



Le logement est intimement lié à l'acteur. Il se confond avec le caractère central de l'acteur dans son espace vécu. Il reste un point de référence assez stable pour l'acteur et pour l'urbaniste qui l'observe, même si la sédentarité est aujourd'hui moins prégnante (dans les outils pour observer la population et le territoire et par conséquent dans les faits).

Parmi les 14 personnes interrogées, 9 personnes vivent sur la commune de Bordeaux :
- 3 résident dans le quartier Bastide rive droite (Olivier 86 ans, Louise 56 ans, Hélène 55 ans) ;
- 3 sont dans l'hypercentre Bordelais (Matthieu 21 ans, Marguerite 30 ans, Nichka 28 ans) ;
- 2 habitent dans le quartier de Caudéran (Antoine 31 ans, Boris 54 ans) ;

enfin une vit dans le sud de la ville (Ambroisine 56 ans).

Ensuite parmi les 5 autres personnes qui ne vivent pas à Bordeaux :
- une personne vit à Tresses, commune limitrophe extérieure de la CUB (Bella Dona 25 ans) ;
- une habite Bègles (Kiki 50 ans) ;
- un autre est hébergé au Bouscat (HJ 24 ans) ;
- deux personnes vivent dans le Nord-Ouest de la CUB, à St Aubin du Médoc et au Taillan-Médoc. (Loulou 34 ans, Franck 55 ans) ;

enfin une personne est hébergée dans plusieurs endroits de l'agglomération (Nicolas 36 ans).



Lieu de domicile des personnes interrogées



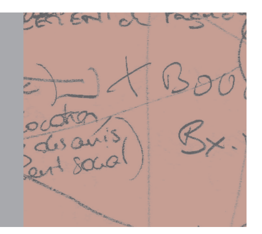
2.2.1 | Les espaces vécus

Définition

L'espace vécu représente la relation que l'acteur entretient avec le territoire par le biais de ses expériences et appropriations des lieux (logement, espace public, lieu de travail, etc.) et trajets. Il peut être défini comme l'espace qu'un acteur pratique et investit, qu'il perçoit ou imagine, et auquel il peut attacher une valeur sociale, culturelle ou affective. Cette démarche d'analyse revient à positionner l'acteur au « centre » de l'espace.

Dans cette étude, l'espace vécu prend en compte les pratiques quotidiennes (ex: activité, travail) et les pratiques moins fréquentes, mais qui restent structurantes pour les acteurs. Contrairement au questionnement sur les représentations, fondé sur un vocabulaire spatial pré-déterminé, les cartes mentales sur l'espace vécu ont été libres.

« Nous avons vu que l'espace social qualifie des lieux de la biosphère tissés par l'entrelacs des rapports sociaux et spatiaux. Il s'agit donc de l'identification d'une nouvelle fibre, à la fois spatiale du social et sociale du spatial, décryptée par le moyen d'une démarche qui objective des rapports dûment répertoriés et analysés par le chercheur, géographe ou anthropologue. Le concept d'espace vécu exprime, au



contraire, le rapport existentiel, forcément subjectif, que l'individu socialisé (donc informé et influencé par la sphère sociale) établit avec la Terre. Il s'imprègne de valeurs culturelles reflétant, pour chacun, l'appartenance à un groupe localisé. Sa connaissance passe par l'écoute des acteurs, par la prise en compte de leurs pratiques, de leurs représentations et de leurs imaginaires spatiaux. » (Guy Di Méo[24], 1998).

2.2.2 | L'aire de déplacement

L'aire de déplacement nous sert ici à illustrer la surface de l'espace vécu par le biais des pratiques de mobilité quotidiennes ou moins fréquentes. Les 15 cartes ci-après représentent l'aire de déplacement quotidienne de chacune de personnes, classées de l'aire de déplacement la plus petite à la plus importante. Cet aire est représentée par une tache colorée incluant le domicile, le lieu d'activité et des lieux de visites fréquentes (proches, loisirs, minimum une fois par mois). Les flèches englobent les déplacements en dehors de l'agglomération et les déplacements moins fréquents.

Les échelles des espaces vécus sont très différentes, du quartier (Olivier fig.1) à une vaste tâche transversale (Loulou fig.15). Olivier, 86 ans, se déplace effectivement le plus souvent dans son quartier, parfois en centre ville pour des achats particuliers. Quant à Loulou, habitant à St-Aubin du Médoc et travaillant vers Bordeaux-Lac, ses parcours quotidiens sont importants.

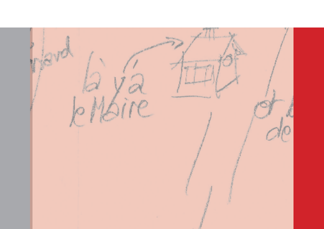
Sans les hiérarchiser par ordre d'importance pour les personnes interrogées, les éléments structurants tirés des cartes mentales et les discours sont le lieu de résidence, le lieu d'activité (professionnel ou étudiant), les lieux de résidence de la famille présente dans l'agglomération (puis en dehors), les lieux d'achat des produits alimentaires, les lieux de sortie (culturelle, sportive ou récréative) et lieux de résidences des amis.

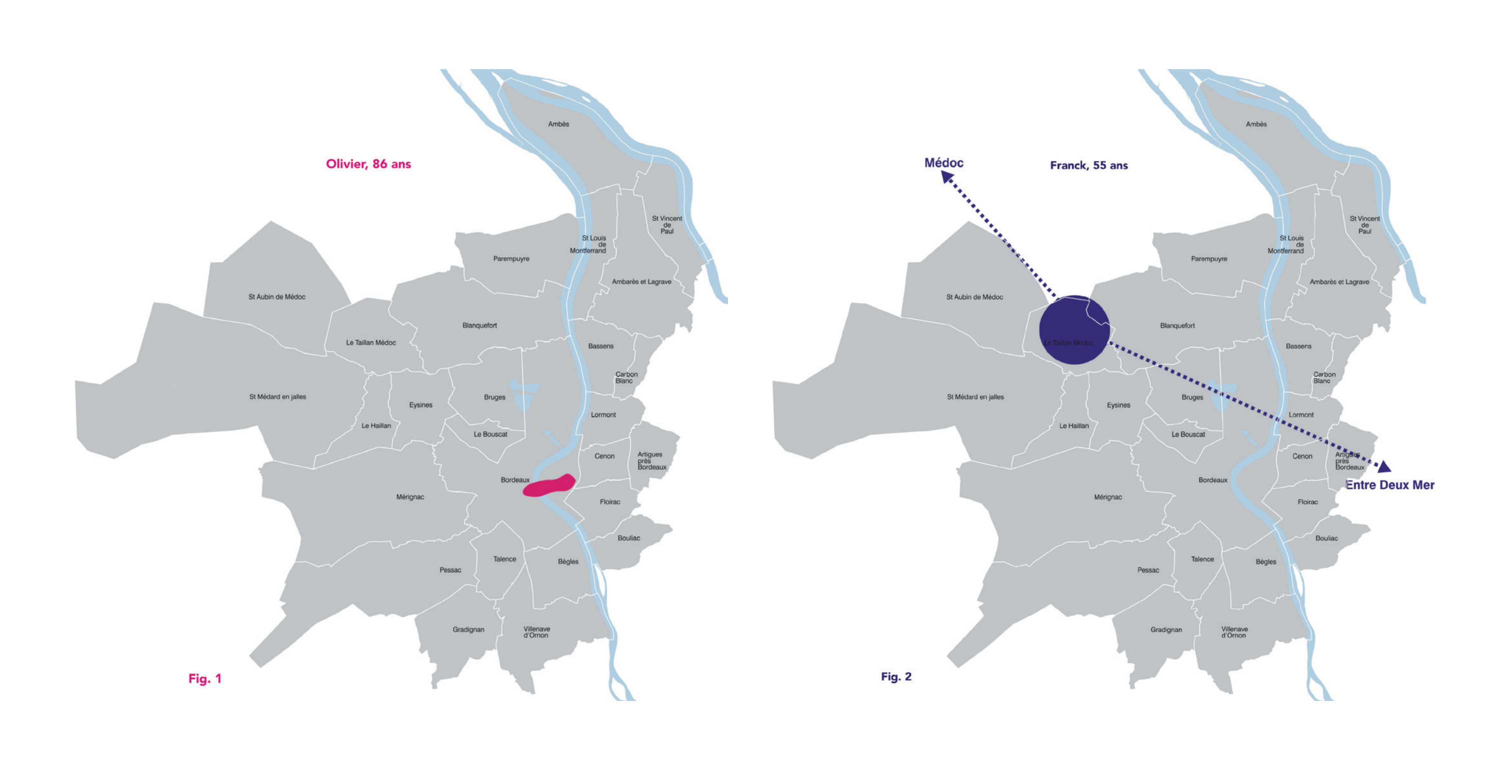
En dehors de Franck (Fig.2), l'ensemble des acteurs incluent l'hypercentre bordelais dans son espace vécu. Les acteurs qui résident et travaillent à Bordeaux débordent peu des limites de la ville.

L'espace vécu peut varier principalement entre temps de travail et temps libre, par rapport aux moyens de transport utilisés ou la saisonnalité. La variation peut être en lien avec les moyens de transports personnels ou commun, mais aussi avec l'importance et moyens donnés aux loisirs, autres activités, la taille du réseau social, sa localisation, enfin la fréquence de tous ces éléments.
Les personnes habitants « loin » de leur lieu de travail auront plutôt tendance à atrophier leur aire de déplacement en fin de semaine.

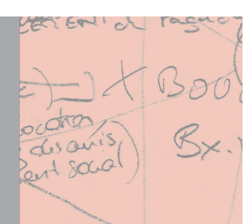
Parmi celles qui vivent plutôt en cœur d'agglomération, deux tendances : l'aire de déplacement est sensiblement la même, ou bien elle s'hypertrophie.
Enfin, deux personnes, une à la retraite (Olivier) et l'autre travaillant à domicile (Franck), ont des aires de déplacement plus restreintes.

24. Di Méo G., « Géographie sociale et territoire », Paris : Nathan, 1998, 317p. (Fac géographie).




Olivier, 86 ans
Fig. 1
Franck, 55 ans
Médoc
Entre Deux Mer
Fig. 2
Ambès
St Vincent de Paul
St Louis de Montferrand
Parempuyre
Ambarès et Lagrave
St Aubin de Médoc
Blanquefort
Le Taillan Médoc
Bassens
Carbon Blanc
St Médard en jalles
Eysines
Bruges
Le Haillan
Lormont
Le Bouscat
Cenon
Artigues près Bordeaux
Bordeaux
Mérignac
Floirac
Bouliac
Talence
Bègles
Pessac
Gradignan
Villenave d'Ornon


Paris
Nicolas, 36 ans
Strasbourg
Lyon
Asie
Amérique du Sud
Afrique
Fig. 3
Nichka, 28 ans
Fig. 4



Louise, 56 ans

Dordogne

Pays Basque

Fig. 5

Marguerite, 30 ans

Dordogne

Pays Basque

Fig. 6

Hélène, 55 ans

Vendée

Charente

Plage Le Porge

Arcachon

Pays Basque

Fig. 7

Matthieu, 21 ans

Fig. 8

54 | Habiter la mètropole bordelaise – janvier 2013

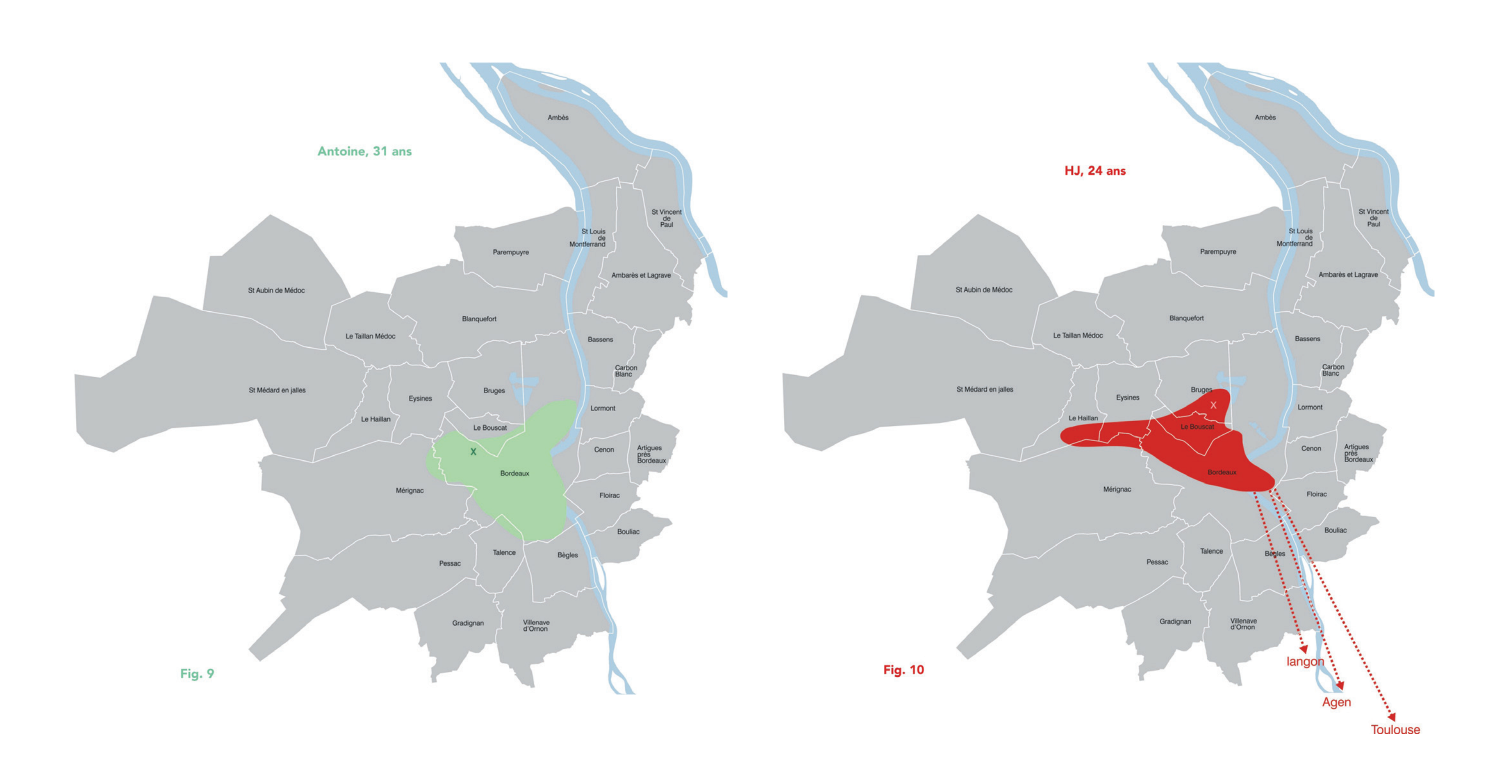


Fig. 9

Fig. 10

Boris, 54 ans

Arcachon

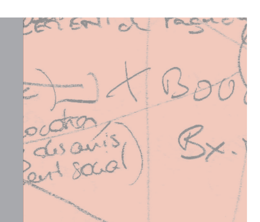
Biscarosse

Pays Basque

Fig. 11

Bella Dona, 25 ans

Fig. 12



Bretagne
Paris
Ambroisine, 56 ans
Medoc
Plage
Toulouse
Montpellier
Pays Basque
Ambès
St Vincent de Paul
St Louis de Montferrand
Parempuyre
Ambarès et Lagrave
St Aubin de Médoc
Blanquefort
Le Taillan Médoc
Bassens
Carbon Blanc
St Médard en jalles
Eysines
Bruges
Lormont
Le Haillan
Le Bouscat
Cenon
Artigues près Bordeaux
Bordeaux
Mérignac
Floirac
Bouliac
Pessac
Talence
Bègles
Gradignan
Villenave d'Ornon

Fig. 13

Clermont Ferrand
Kiki, 50 ans
Dordogne
Ambès
St Vincent de Paul
St Louis de Montferrand
Parempuyre
Ambarès et Lagrave
St Aubin de Médoc
Blanquefort
Le Taillan Médoc
Bassens
Carbon Blanc
St Médard en jalles
Eysines
Bruges
Lormont
Le Haillan
Le Bouscat
Cenon
Artigues près Bordeaux
Bordeaux
Mérignac
Floirac
Bouliac
Pessac
Talence
Bègles
Gradignan
Villenave d'Ornon

Fig. 14

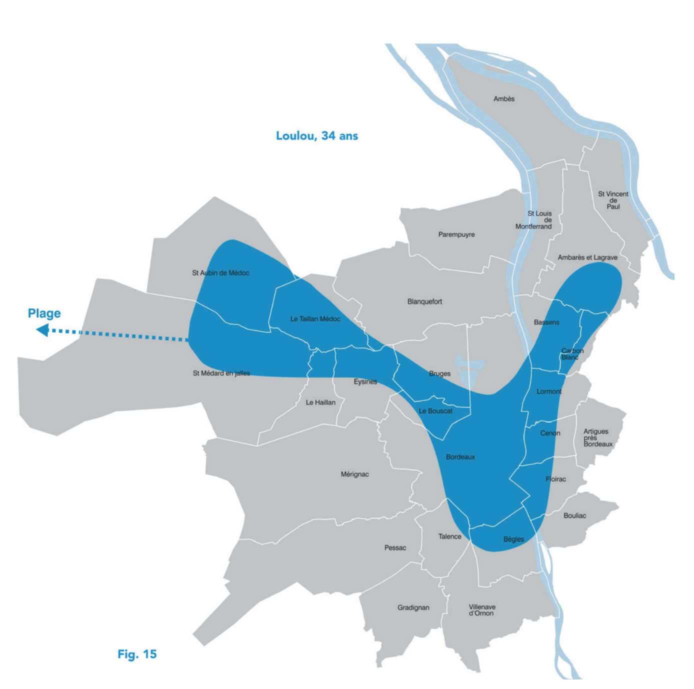


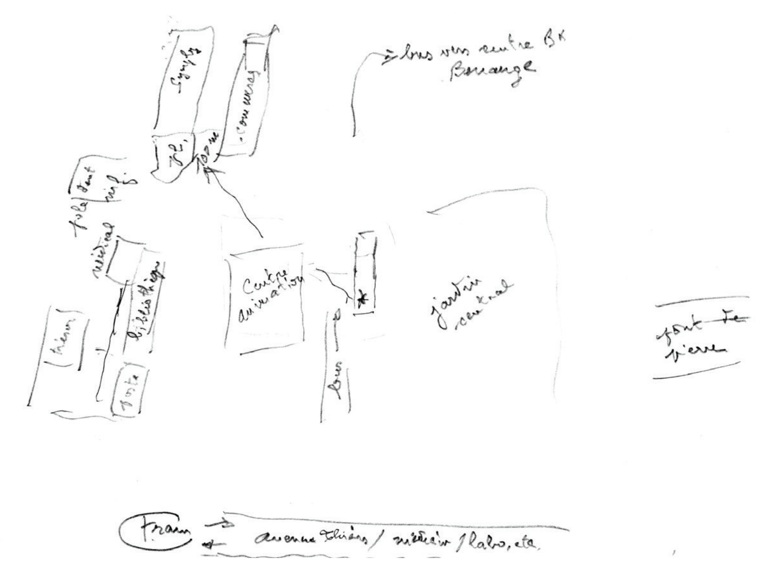
Fig. 15



On constate à partir de la carte mentale d'Olivier un espace vécu dessiné à l'échelle du quartier dans lequel il vit (l'échelle mise en valeur par la carte peut être différente de celle qui est défini dans l'entretien).

Un quartier relié, les éléments lointains détachés

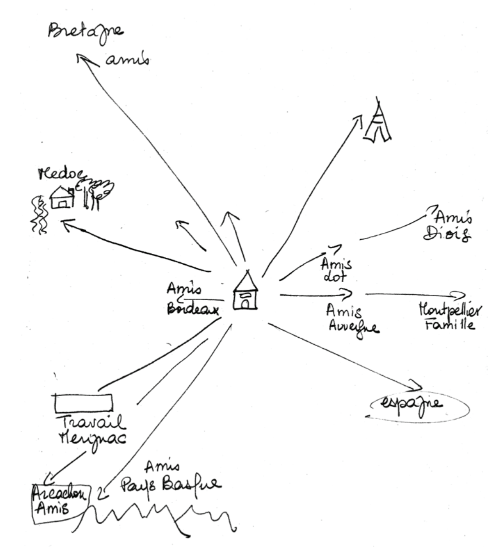
Carte mentale - espace vécu- Olivier 86 ans

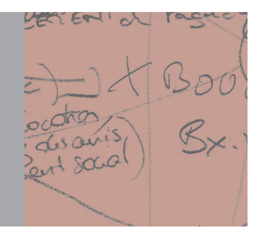


Pour Nicolas (fig. 3) qui travaille dans l'humanitaire, l'aire de déplacement professionnel est internationale. Ses mobilités durant les temps libres se font ensuite de cœur d'agglomération à cœur d'agglomération. Il a donc d'importantes mobilités entre chaque site, mais son aire de déplacement quand il se trouve dans chacun d'eux reste limité, aux centres des villes ou agglomérations.

Des diagonales Bordeaux / tour Eiffel (Paris) les week-end

Carte mentale - espace vécu - Ambroisine





Comme évoqué précédemment, les couples non cohabitants organisent leurs espaces vécus et leur emploi du temps selon qu'ils soient seuls ou avec leur conjoint. L'ensemble du territoire vécu s'atrophie ou s'hypertrophie. Les deux personnes dans cette situation apprécient également la variété des espaces vécus qui permet ici une complémentarité entre espaces urbains et espaces moins denses. L'intérêt se joue principalement au niveau de l'offre culturelle puis du réseau social dans les espaces denses. Le leitmotiv est lié à une volonté de temporalité moins séquencée, de moindres sollicitations et un capital « accès à la nature » plus important dans les espaces moins denses.

Cette observation se rapproche de ce que l'on peut constater entre temps libre (week-end, vacances) et temps de travail pour d'autres personnes. Il peut ensuite y avoir volonté de faire évoluer l'espace vécu de manière plus marquée. Le pouvoir de changer d'environnement compte autant que le changement en lui-même : la volonté de faire évoluer sa manière d'habiter l'espace entre temps libre et temps d'activité ou temps collectif et temps individuel pour s'affranchir d'habitudes ou d'obligations.

2.2.3 | zoom sur les lieux d'achats alimentaires

Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude vont toutes dans les grandes et moyennes surfaces, mais la fréquence et le choix d'une grande surface dépendent de critères individuels[25]. Les courses peuvent être incluses ou pas dans la boucle des déplacements domicile-travail, que ces derniers soient effectués en voiture, en transport en commun ou à pied. Le choix du commerce le plus proche du lieu d'activité (travail, études) ou du domicile est pratique, mais ne correspond pas à tous les revenus et à toutes les préférences alimentaires. Des réajustements s'effectuent selon les capacités budgétaires, entre se dépanner et faire le « plein ».

Matthieu préfère faire les « grosses » courses à Mériadeck plutôt que dans les moyennes surfaces situées sur le trajet de l'école. Les colocataires y vont ensemble deux fois par mois. Le tramway qui mène directement au centre commercial est à deux pas de chez eux. Ils n'y achètent pas leurs légumes et fruits et préfèrent aller au marché des Capucins. C'est selon lui moins cher et plus convivial.

Antoine fait ses courses seul dans un supermarché à 20 min de bus de chez lui et dont la fréquence est peu élevée selon lui. C'est pour lui une contrainte. Il ne va pas au marché parce qu'il ne veut pas se lever le matin.

Pour Loulou et son mari à St-Aubin du Médoc, les supermarchés à proximité leur semblent chers, mais ils y font des courses d'appoint. Si l'offre en hypermarché leur paraît plus intéressante, ils ont peu de temps pour s'y rendre et ne souhaitent pas y passer leur samedi. Grâce à un « drive »créé il y a deux ans à côté de son lieu de travail, Loulou récupère ses courses en fin de journée. Toutefois elle aime

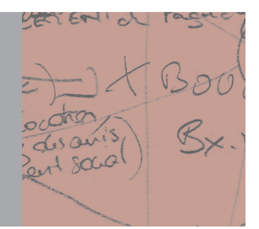
25. **Au niveau national, les achats concernant l'alimentation à domicile** sont réalisés à plus de 70 % dans les GMS (INSEE 2002). Les lieux d'achats dépendent fortement du lieu d'habitation, de l'âge, et des caractéristiques socioéconomiques. Les personnes âgées réalisent leurs achats plus souvent dans les commerces de proximité tandis que les populations plus jeunes optent pour les grandes et moyennes surfaces (GMS).

	adresse	Lieu d'activité	Lieu des courses	Mode de transport	lieu de référence et temps parcouru
Bella Dona	Tresses	Bordeaux Caudéran	Marché Biocoop hypercentre Hypermarché Lormont Commerce de proximité	Voiture	-Travail : / - Travail : 30min Logement : 20 min Logement : 5min
Nicolas	nomade	/	CC Mériadeck Supérettes hypercentre	Marche à pied	/
Marguerite	Bordeaux cours Pasteur	Bordeaux hôtel de police	Marché des Capucins Supermarché hypercentre	Marche à pied	Logement : 15min Logement : 5min
Antoine	Bordeaux Caudéran	Bordeaux Nord	Supermarché	Bus	Logement :20min
Hélène	Bordeaux Bastide	Bordeaux rue Judaïque	Hypermarchés Lormont Bouliac Supérette	Voiture Marche à pied	Logement : 15min Logement : 5min
Boris	Mérignac/Bordeaux	Bordeaux nord	Supermarché	Marche à pied	Logement : 10min
Loulou	St Aubin du Médoc	Bordeaux Lac	Drive – CC Bordeaux Lac Marché	Voiture	Travail : 10min Logement : 30min
Ambroisine	Bordeaux Capucins	Mérignac	Marché des Capucins CC Mérignac Soleil	Marche à pied voiture	Logement : 5min Travail : 15min
HJ	Le Bouscat	Mérignac	Supermarché discount	Bus	Logement : 30min
Olivier	Bordeaux bastide	retraité	Primeurs supérette	Marche à pied	Logement : 5min
Kiki	Bègles	Bordeaux Barrière Judaïque	Marché de Bègles Supermarché discount	Vélo + voiture	-Logement : 15min -Logement : 15min
Nichka	Bordeaux Victoire	Bordeaux Aubiers/ Grand Parc	Marché St Michel - Capucins Supermarché discount	TC + marche à pied	-Logement : 5min -Travail : 20min
Matthieu	Bordeaux St Pierre	Pessac	CC Mériadeck Marché St Michel Capucins	TC / marche à pied	-Logement : 10min -Logement : 15min
Franck	Le Taillan-Médoc	Travail à domicile	Supermarché	Voiture	-Logement : 10min
Louise	Bordeaux Bastide	Sans activité	Marché St Michel – Capucins	TC	-Logement : 20min -Logement : 15min

conjuguer ses lieux d'achat, en allant au marché avec ses amies le dimanche matin. La commande sur internet peut intéresser un public qui veut gagner du temps [26].

Certains acteurs sont prêts à aller « plus loin » que l'offre de proximité pour satisfaire une manière de consommer, ou l'associer à une démarche de loisir. Sans forcément prendre la voiture, plus de la moitié des personnes interrogées considère que le marché du samedi ou du dimanche matin dans sa commune est une activité conviviale. Bien que l'argument du prix plus bas soit mis en avant, on ne va pas au marché seulement pour y acheter des produits, mais aussi pour son ambiance. Il y a coupure symbolique entre la semaine de travail et la fin de semaine et entre l'espace fermé d'un supermarché et l'espace ouvert ou plus circulant du marché. Louise, ayant vécu dans l'hypercentre et désormais dans le quartier Bastide, a gardé ses habitudes aux Capucins et à St-Michel, qu'elle trouve plus conviviale.

26. CREDOC, *La vente de produits alimentaires sur internet : un état des lieux en 2009*, cahier de recherche n° 262, décembre 2009. Les acheteurs de produits alimentaires sur internet correspondent aux cyberacheteurs en général : une catégorie socio-professionnelle supérieure, plutôt jeune et vivant en milieu urbain. Les femmes semblent acheter plus que les hommes de l'alimentation sur le web. Cette manière de consommer est appréciée comme un moyen d'alléger la « corvée des courses », et elle convainc des personnes pour qui ce fardeau est particulièrement lourd : activité professionnelle surchargée, difficultés de déplacement permanentes (handicap) ou temporaires (accident, maladie), enfants en bas âge dans le foyer...



• **Synthèse**

Lieu des courses et logement

Les questions d'alimentation et de consommation prennent en compte les habitudes alimentaires de l'individu. À côté de cela, il a aussi l'habitude du lieu de consommation dans lequel il possède ses repères et qui a déjà fait l'objet d'une évaluation personnelle (choix, agréable, rapide...). On peut aller « plus loin » pour satisfaire une préférence, notamment dans le cadre d'une démarche loisir, pour aller au marché (Loulou) ou pour un magasin Discount (Nichka, HJ). On peut aussi garder ses habitudes après un déménagement dans l'agglomération. On choisit peu son logement en fonction d'un marché ou supermarché proche, mais la proximité du lieu des courses est un confort très apprécié. Les acteurs interrogés se rendent dans plusieurs lieux pour faire leurs courses, en passant généralement de 5 min à 15 min, temps de trajet qui au delà devient pesant (hormis courses loisirs).
Tous les modes de transports sont utilisés, avec une préférence pour la voiture quand il y a des enfants et que les courses sont importantes, ou par défaut quand il n'y pas d'autres alternatives au déplacement. Les TC ont aussi cette capacité de « porter les courses », plus facile si l'arrêt est proche (commerce et logement).



Extraits des cahiers thématiques d'exploitation des enquêtes EMD/ EGT 2012 :

Cahier n°3 - La mobilité liée aux achats dans l'agglomération bordelaise et dans l'ensemble de la Gironde
(nb : tout achat confondu, soit y compris alimentaire)

Motifs de déplacement achat agglomération bordelaise :

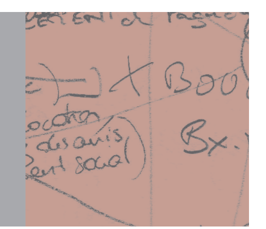
Les achats représentent le deuxième motif de destination d'un déplacement, soit 17 % des déplacements, loin toutefois derrière le domicile, principale destination des déplacements (38 %). Ils présentent le paradoxe d'être plutôt de relative proximité tout en étant majoritairement réalisés en utilisant des véhicules particuliers. Les distances pratiquées sont en moyenne de 3,8 km dans ce territoire.
Depuis dix ans environ (1998-2009), le motif dominant achat-domicile a tendance à augmenter légèrement, puisqu'il représente 63 % des déplacements pour achat en 2009 contre 60 % en 1998. Par contre, un quart des déplacements achat se réalise au sein de chaînes de déplacements, essentiellement en lien avec le travail (8 %) ou tout simplement en lien avec un autre déplacement d'achat qui vient de s'effectuer (8 %).
Les femmes sont systématiquement plus nombreuses que les hommes à se déplacer afin de réaliser des achats. Elles réalisent les 2/3 des déplacements achat-achat, c'est-à-dire l'essentiel des déplacements basés sur le passage d'un site d'achat à un autre site d'achat. A l'inverse, les hommes et les femmes représentent à peu près le même volume de déplacement « travail-achat ».

Distances moyennes des déplacements achat dans l'agglomération bordelaise :

Distance moyenne d'un déplacement achat réalisé dans l'agglomération bordelaise :

- à pied : entre 500 et 700 mètres (entre 7 et 10 min) ; Les secteurs « entre cours et boulevards » et le secteur « Intra rocade Ouest » présentent un volume de déplacement à pied plus important que le secteur Intra cours.
- en voiture : dans la couronne de la CUB + Extra rocade Nord Ouest : supérieure à 7 km ; reste de la CUB : entre 4 et 6 km, sans distinction entre les territoires centraux denses et les territoires moins denses ;
- en transports collectifs :progression en fonction d'un gradiant géographique, à savoir l'éloignement des parties urbanisées denses et centrales puisqu'en Intra boulevard elle s'établit à 2,5 km pour passer à 4 km en Intra rocade, puis connaître une très grande variabilité Extra rocade (entre 5 et 15 km) ;
- en vélo : globalement faibles Intra boulevard (moins de 2 km), plus fortes Intra rocade (2,3 à 2,8 km), et très variables en Extra rocade (entre 1,2 et 4,8 km).

Les grands pôles commerciaux de l'agglomération jouent tous (qu'ils soient centraux ou excentrés), un rôle de commerce de relative proximité comme en atteste la distance moyenne des déplacements en lien avec ces pôles. Cette distance se situe aux environs des 4 à 5 kilomètres (1 h à pied / 20 minutes en vélo / moins de 10 minutes en voiture). Dans le cas du centre commercial de Mériadeck, il s'agit d'une fonction de proximité puisque la distance moyenne pratiquée est d'environ 2 km. Même si la configuration urbaine du pôle est particulière (une insertion dans un tissu urbain dense et central proche d'un centre d'agglomération), ce type de mobilité achat constitue un exemple intéressant de mobilité achat durable.



2.2.4 | Les modes de transports

Les manières de se déplacer des acteurs varient selon les motifs, destinations et temps de déplacement, météo et humeur. Les manières de vivre sa mobilité ne sont pas déterminées pour l'ensemble des personnes par leur mode de transport. Un même mode peut être vécu différemment selon les individus et les circonstances.

Il peut représenter une contrainte ou un confort. Si Hélène préfère prendre sa voiture pour se rendre au travail alors que ce dernier est bien desservi et relativement proche, Loulou n'a pas d'alternative. L'absence d'un véhicule perturberait fortement l'organisation du foyer et la vie professionnelle. Marcher fait perdre beaucoup de temps à Nichka, alors que c'est un plaisir durant les temps libres pour la plupart de personnes interrogées, y compris pour elle.

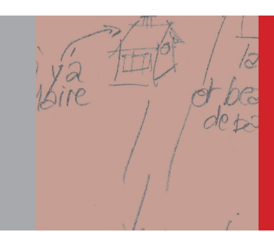
Une autre distinction se joue au regard d'une alternative possible aux moyens de transports utilisés quotidiennement. Pour certains, cette alternative porte peu de préjudice (temps, activité, personnel). Pour d'autres le préjudice remet en cause toute la gestion des distances-temps. Il est question d'une plus ou moins grande liberté de mouvement (ou motilité[27]) à laquelle sont corrélés des facteurs individuels (revenus, nombre de personnes à charge, possession d'un moyen de déplacement personnel) et des facteurs contextuels (coût, desserte, importance des flux et aléas, météo).
Il est difficile ici de classer la distance parmi les facteurs individuels ou contextuels. La localisation du logement peut avoir été choisie avec une marge de manœuvre plus ou moins importante. Dans le cadre d'un déplacement domicile-travail, l'emménagement peut avoir eu lieu avant ou après l'obtention d'un emploi.

Ensuite, la manière de vivre ses déplacements change entre temps de travail et temps libre. Durant les temps libres, le moyen de transport est généralement moins vécu comme une contrainte, hormis la nuit pour les utilisateurs de TC (limités par les horaires de service).

La mobilité peut être enfin corrélée à la manière dont on perçoit un environnement, via le sensible et l'affect, (on apprécie de passer à tel endroit, parce qu'il est beau, ou attaché à un moment heureux).

Selon l'humeur, le trajet vers le lieu de travail peut être ressenti comme long, répétitif, obligatoire tout comme agréable et divertissant. À quoi sont attribués ces sentiments ? Comment discerner ce qui fabrique une ambiance ? trajet, paysage, fréquence, lieu de destination, motif, imaginaire. Pour Matthieu, le tronçon de tramway depuis la Victoire jusqu'à Pessac est identifié « études et vie étudiante ». Il n'aime pas ce trajet quand le tramway est bondé. Quand il obtient une place assise, c'est le motif d'un cours soporifique en première heure qui peut agir sur la perception globale du déplacement. Dans la notion d'espace vécu, le trajet est aussi important que le lieu.

27. Le terme motilité, utilisé en recherches urbaines et notamment par Vincent Kaufmann, est emprunté à la biologie. Il signifie la capacité à se déplacer. On peut également l'entendre sous forme de capital, un capital mobilité.

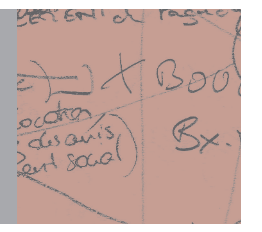


Mode de transports habituels, alternatives possibles et préjudices engendrés

	adresse	Lieu d'activité	Modes de transport habituels	Alternative pour domicile-travail et limites en terme de préjudice		modalité durant temps libre
Bella Dona	Tresses	Bordeaux Caudéran	Voiture + TC	Dormir chez des amis	- temps : nul - employeur : nul - personnel : faible	Idem / covoiturage
Nicolas	nomade	/	Marche à pied / TC / train / covoiturage	Marche à pied	- temps : nul (hormis nuit) - employeur : nul - personnel : faible	idem
Marguerite	Bordeaux cours Pasteur	Bordeaux hôtel de police	Vélo	TC	- temps : +10 min (faible) - employeur : fort - personnel : faible	Idem / marche à pied / voiture
Antoine	Bordeaux Caudéran	Bordeaux Nord	Vélo	TC	- temps : +40 min (fort) - employeur : fort - personnel : faible	Idem / TC
Hélène	Bordeaux Bastide	Bordeaux rue Judaïque	voiture	TC	- temps : +10 min (faible) - employeur : moyen -personnel : fort (promiscuité dans TC)	Idem / marche à pied / TC
Boris	Mérignac/Bordeaux	Bordeaux nord	vélo	TC	- temps : + 40 min (fort) - employeur : fort - personnel : faible	Idem / TC / covoiturage
Loulou	St Aubin du Médoc	Bordeaux Lac	voiture	Voiture	- temps = TC > + 1h (fort) - employeur : fort - personnel : fort (enfants en bas âge)	Idem / parking relais et TC
Ambroisine	Bordeaux Capucin	Mérignac	voiture	TC	- temps > + 1h (fort) - employeur : fort - personnel : moyen (retour tardif)	Idem / Vélo / train / marche à pied
HJ	Le Bouscat	Mérignac	bus	TC (autre trajet)	- temps = + 45min (fort) - employeur : fort - personnel : faible	TC / voiture / covoiturage
Olivier	Bordeaux bastide	retraité	Marche à pied	TC	-temps : nul - employeur : nul - personnel : fort	Idem / TC
Kiki	Bègles	Bordeaux Barrière Judaïque	vélo	Voiture ou TC	- temps : VP+15 min ; TC +10 min (faible) - employeur : moyen - personnel : moyen (enfants)	Idem / voiture / train
Nichka	Bordeaux Victoire	Bordeaux Aubiers/ Grand Parc	TC + marche à pied	Marche à pied	- temps = + 40 min (fort) -employeur : fort -personnel : moyen (fatigue)	Idem / Vcub
Matthieu	Bordeaux St Pierre	Pessac	TC / marche à pied	TC (autre trajet)	- temps : +30 min (moyen) -employeur : moyen -personnel : nul	Idem / Vcub
Franck	Le Taillan-Médoc	Travail à domicile	voiture	Marche à pied, vélo	- temps : + 15 min -personnel : moyen (changer d'habitude)	idem
Louise	Bordeaux Bastide	Sans activité	TC	Marche à pied, vélo	- temps : + 15 min (faible) - employeur : nul - personnel : faible	Idem / marche à pied / voiture

- Préjudice Temps :
  - faible = entre 0 et 15min : 6 personnes
  - moyen = entre 15 min et 30 min : 4 personnes
  - fort = au delà de 30 min. 5 personnes

- Préjudice employeur : retard non toléré ou impact important sur l'activité
- Préjudice personnel : d'ordre organisationnel (enfants, vie associative), physique, psychologique.



Déplacements journaliers selon le mode principal sur La Cub en 2009

Extrait de l'enquête ménages déplacement[28]

Sur la Cub, 59 % des déplacements sont effectués en voiture par les habitants. Ce mode reste dominant avec toutefois une baisse significative de 5 points de sa part depuis 1998.

Les transports collectifs urbains passent de 9 % en 1998 à 10 % en 2009. Cette évolution de 1 point représente cependant en volume de déplacements un accroissement de 25 %. La part des déplacements à vélo passe de 3 à 4 %. Les chiffres devraient encore progresser avec la mise en place des vélos en libre service. Enfin, la marche à pied progresse de 22 % à 24 % entre 1998 et 2009.

Carte mentale - espace vécu - Matthieu.

• La voiture

La moitié des acteurs possède une voiture mais n'en a pas la même fréquence d'utilisation. Cinq s'en servent tous les jours, surtout pour de courts trajets en direction du travail (min : 2 à 4 km ; max : 20 km). Deux ne s'en servent que durant les temps libres. Pour l'ensemble, et s'il y a usage de la voiture, le kilométrage d'un

28. A'urba, Enquête ménages déplacements dans la Cub en 2009.

trajet sera en général plus important en fin de semaine ou durant les congés. La voiture est alors utilisée pour se rendre en dehors de l'agglomération et de la région, pour la visite de proches, le tourisme ou les loisirs. Ils affirment que la voiture leur offre plus d'indépendance.

Hélène prend sa voiture pour aller au travail à 3 km. Le matin le tramway, proche, est bondé. Elle est plus tranquille seule dans sa voiture malgré les embouteillages. C'est aussi selon elle plus pratique pour faire les courses en hypermarché. Elle se rend à pied dans les commerces de proximité pour se dépanner, et en TC quand elle sort le soir dans l'hypercentre.

Franck travaille à domicile au Taillan. Il se sert de sa voiture dès qu'il sort de chez lui, pour faire ses courses au supermarché, chercher le pain, aller à la banque, dans un rayon de moins de 3 km. Moins fréquemment il visite des clients, mais ce sont surtout ces derniers qui se rendent à son domicile.

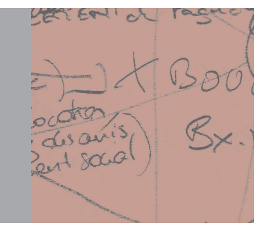
Ambroisine travaille à Mérignac et vit vers Marne-Yser à Bordeaux. Elle va plus vite en voiture qu'en transport en commun (20-30min contre 1h30 en TC). Le week-end elle prend souvent le train pour voir son conjoint à Paris, sa voiture pour rendre visite à des amis ou aller à la campagne. Quand elle reste dans l'agglomération, elle se déplace beaucoup à pied et en vélo.

À St-Aubin du Médoc, Loulou et son conjoint ont besoin d'un véhicule chacun. Si lui est à 5 min du bureau, elle doit compter entre 45 min et 1h selon le trafic. L'accident ou la panne remettraient en cause l'organisation quotidienne : *« C'est loin de tout, 45 minutes pour aller au boulot en voiture. Ça n'aurait été que moi, j'aurais pas choisi St-Aubin, peut-être pas le centre ville, mais périphérie. C'était une question d'opportunité. On revient en arrière. St-Aubin à l'époque ça allait encore car on travaillait à Mérignac. Maintenant avec 3 gamins ça devient lourd. Pour les écoles c'est la bagnole, mais c'est sur place. Il y a pas grand chose quand les gamins vont grandir. Et moi si j'ai envie d'aller voir les copines pour sortir le soir, j'en ai pour une heure. Le cinéma etc. On n'a pas la proximité de toutes les infrastructures, comme on avait sur Mérignac ».*

Cela ne veut pas dire que les sept personnes qui ne possèdent pas de voiture ne se déplacent jamais en voiture. Les plus jeunes pratiquent le covoiturage, principalement le week-end et pour les vacances pour des déplacements entre grandes agglomérations (villes citées : Nantes, Rennes, Toulouse, Montpellier, Marseille, Pau, Pays Basque). Cela revient souvent moins cher qu'en train. Aucun n'effectue de covoiturage pour des petits trajets ou pour se rendre au travail.

• Le vélo essentiellement urbain

5 personnes s'en servent pour se rendre au travail (1 à 8 km). Le vélo peut aussi être une pratique de loisirs. Les personnes qui n'en possèdent pas, plutôt jeunes, utilisent des Vcub dans le centre de l'agglomération. Selon les acteurs, le vélo permet une grande souplesse en sortant du travail pour s'arrêter le long du trajet. Le vélo est au milieu urbain ce que la voiture est la campagne : indépendance et liberté des parcours, facilité de stationnement. À partir d'un certaine distance et d'une offre alternative à fort préjudice, cela ne fonctionne plus : Boris et Antoine parcourent des distances de 6 à 8 km, parfois très contraintes par les intempéries.



Kiki préfère le vélo en semaine et la voiture le week-end. Elle y trouve beaucoup d'avantages : c'est gratuit, on évite les embouteillages et ça tient en forme. Elle se sert de sa voiture le moins possible pour des questions de coût.

Marguerite habite et travaille dans l'hypercentre. Quand il pleut, la perte de temps en utilisant les TC n'est pas préjudiciable, par opposition aux situations de Boris et Antoine. Le vélo permet une fluidité, une liberté pour s'arrêter boire un verre, faire une petite course, repartir chez elle rapidement au déjeuner si elle le souhaite. Cependant, elle fait des courses plus importantes à pied, et surtout le week-end.

• Les transports en commun

Dans cet échantillon, ce sont surtout les étudiants ou jeunes diplômés, sans voiture ni vélo, qui utilisent les TC pour leurs activités quotidiennes. Certains utilisateurs de vélo se rabattent sur les TC selon la météo. Les transports en commun sont aussi attachés au temps libre pour une échantillon plus large, voire sont ludiques pour ceux qui s'en servent rarement (tramway).

La semaine, Louise et son conjoint se déplacent en transports en commun ou à pied depuis le quartier Bastide. Ils se servent le week-end de la voiture pour partir à la campagne ou à l'océan.

Nichka part travailler en TC de la Victoire vers Bordeaux nord, mais elle marche beaucoup entre les stations et rêve d'un vélo. Elle ne peut pas l'entreposer dans le logement ou le hall d'immeuble. Les stations de Vcub ne sont pas adaptées à ses parcours. Cependant elle préfère être un peu embêtée par les transports la journée et logée près de St-Michel/Capucins, que d'être contrainte le soir si elle sort.

Nicolas se déplace en transport en commun ou à pied. Comme il aime sortir et ne veut pas être tributaire des TC qui terminent trop tôt selon lui, il cherche des sous-locations ou à être hébergé dans l'hypercentre.

Matthieu prend le tramway pour se rendre à l'école de commerce à Pessac et faire des courses à Mériadeck. Il est à pied le reste du temps.

HJ a dû quitter son logement à St-Michel. Il travaille à Mérignac. Pour cette période, il est hébergé chez un ami au Bouscat, car le bus qui le mène au travail passe juste en bas. Depuis l'hypercentre, ce trajet en TC est trop long. Il part souvent le week-end dans d'autres métropoles grâce au covoiturage.

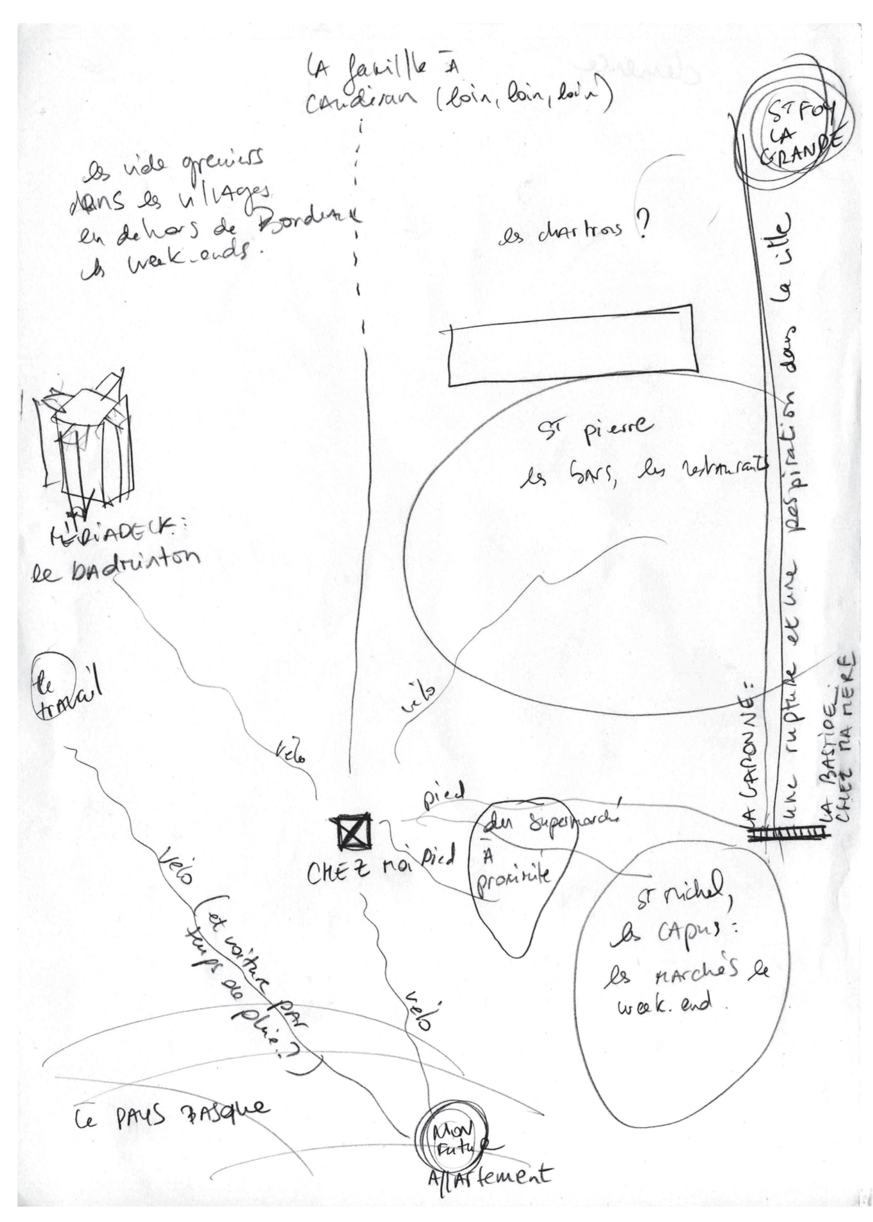
Afin d'aller au travail, Bella-Dona se sert de sa voiture sur 4 km jusqu'à Lormont et prend ensuite le tramway puis le bus. Le trajet total dure 1h30, mais elle le supporte parce qu'elle n'est pas à temps plein. L'essence lui reviendrait trop chère pour faire l'ensemble du trajet. Le week-end elle se paie « le luxe » d'aller au marché en voiture, plus pratique pour les courses. Pour de plus longues distances elle préfère le covoiturage. Elle n'envisage pas le covoiturage pour ses trajets quotidiens, car selon elle c'est toujours être dans les embouteillages, seule ou à deux.

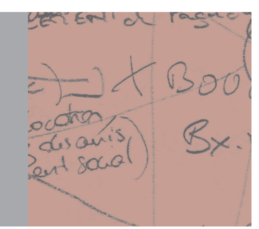
• La marche

Pour l'ensemble des acteurs, la marche à pied reste très liée aux loisirs et au temps libre. Olivier, à la retraite, part marcher tous les matins pendant une heure ou deux. Il observe les changements dans son quartier, dit bonjour aux commerçants. La marchabilité autour du logement et la présence de transports commun permettent à Olivier et son épouse de garder une ouverture sur la Cité. Bien que leur espace vécu soit centré sur le quartier, la présence d'un tramway et de bus font qu'ils ne se sentent pas enfermés dans ce territoire, qu'ils conservent un capital mobilité.

La famille à Caudéran plus loin que le petit ami à Ste Foy-La-Grande

Carte mentale – espace vécu - Marguerite





• **Synthèse**

Transports et rapport au logement

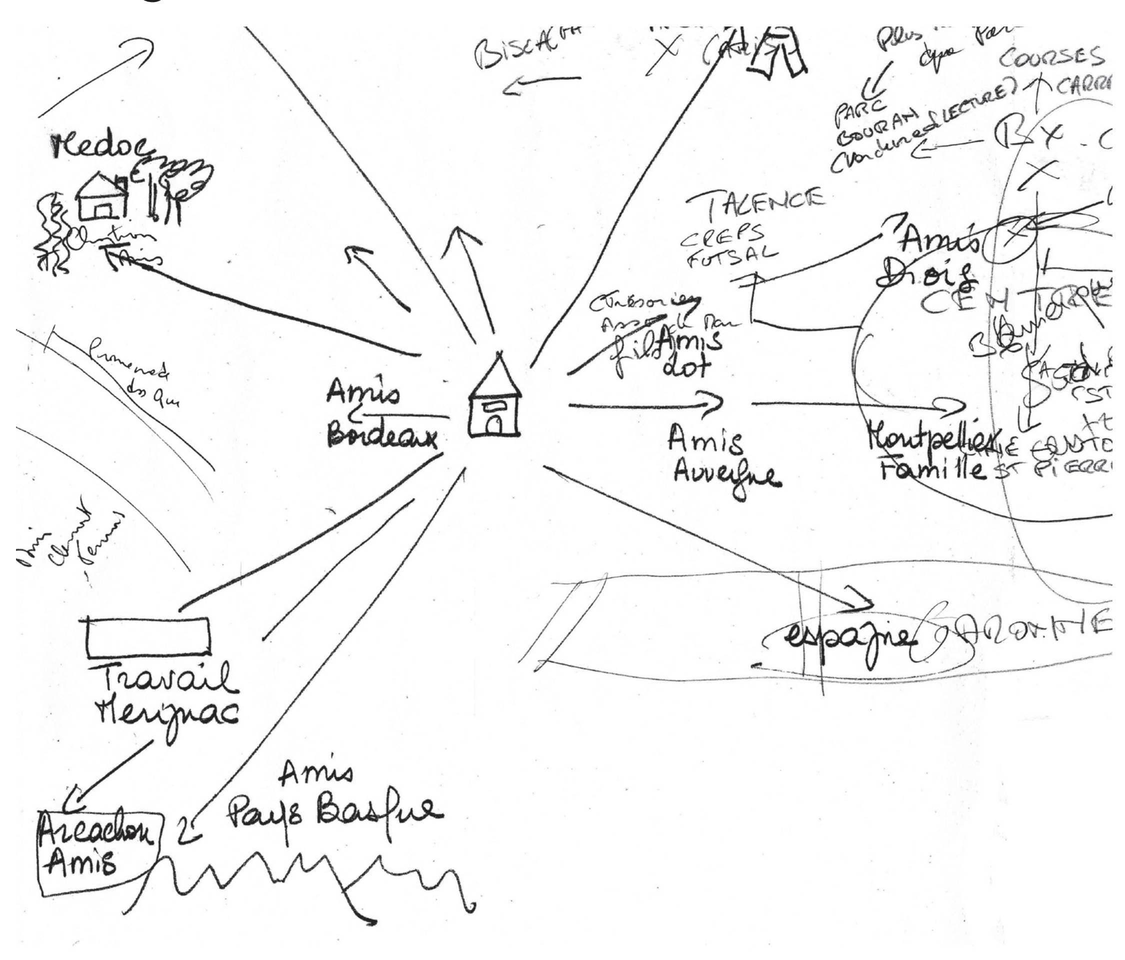
L'accessibilité et la proximité depuis le logement aux moyens de déplacement personnels ou collectifs jouent sur la manière d'habiter le territoire. Cependant la proximité du moyen de déplacement est plus déterminante dans le choix du logement que la proximité des lieux de références dans l'espace vécu, pour lesquels il est davantage question d'accessibilité.

La capacité de stationnement de véhicules participe au choix résidentiel. Les personnes ayant des voitures possèdent des emplacements privatifs, sécurisés et ne perdent pas de temps à se garer. HJ souhaite acheter une voiture, mais cela le dissuade de vivre en centre ville (peur du vandalisme) car il n'a pas les moyens de louer un garage. Le rangement des vélos est problématique dans les immeubles de l'hypercentre (manque de place, intolérance vis-à-vis des autres occupants) et confronté au vol dans l'espace public. Les stations de Vcub sont appréciées, mais à l'épreuve des pratiques, l'usage peut être contraignant (manque de place libre, répartition inadéquate dans l'espace...). Le Vcub est un plus, notamment pour les jeunes, mais n'est pas déterminant par rapport au logement.

La proximité du tramway remporte un vif succès dans la localisation du logement. Le réseau est facile à lire, autant pour les habitants que pour les personnes qui les visitent et ce même s'il n'est pas utilisé ! Les stations de tramway inscrivent des repères forts dans l'espace. Seule Bella Dona a un avis différent, pour elle l'arrivée du tramway quelque part signifie hausse des prix et donc qu'il faudra pousser plus loin la recherche de logement. Pour Olivier qui ne se déplace plus beaucoup en dehors de son quartier, c'est aussi une promesse de pouvoir se déplacer plus loin, une ressource. Enfin la bonne marchabilité depuis le logement, en ce qu'elle permet un espace public et améliore un cadre de vie à l'échelle de l'individu, est aussi valorisée. Ce sentiment reste tributaire de la distance à parcourir et de l'emprise de l'espace dédié par rapport aux autres modes de transports.



Cahier III : Pourquoi et comment change-t-on de logement ?



3 | Cahier III : Pourquoi et comment change-t-on de logement ?

Nous utilisons le mot maison pour un grand nombre de choses – la hutte en terre dans une tribu, le palais d'un roi, la maison de campagne d'un citadin, le pavillon d'un village, ou l'appartement d'une ville – mais nous ne le pouvons pas pour la tente des nomades. La maison en et pour soi, auto kath'auto, celle qui nous fait utiliser le mot pour tous les édifices particuliers et différents, nous ne la voyons jamais, pas plus avec les yeux de notre corps qu'avec ceux de l'esprit; toute maison que nous imaginons, même la plus abstraite, avec le strict minimum permettant de la reconnaître, est déjà une maison particulière. (…) ce qui importe ici c'est l'implication de quelque chose de bien moins tangible que la structure perçue par nos yeux. C'est l'idée de « loger quelqu'un », de « résider », ce qu'aucune tente ne peut satisfaire puisqu'elle sera montée aujourd'hui et levée demain. Le mot maison, « la mesure invisible » de Solon, « contient les limites de toute chose » et relève du séjour. C'est un mot qui n'existerait pas si l'on ne présupposait pas la pensée d'être logé, de séjourner, d'avoir un foyer. En tant que mot, maison condense ses nuances, une condensation dans laquelle la pensée et sa caractéristique, la rapidité – rapide comme la pensée disait Homère – seraient tout à fait impossibles. Le mot maison est comme une pensée gelée que le penser doit dégeler, défrigérer pour ainsi dire, chaque fois qu'il veut trouver le sens original.

Hannah Arendt, Considérations morales, éd. Rivages, 1996 (1970), p46.

Hannah Arendt prend l'exemple du mot maison pour parler de l'objet de la pensée. Utiliser cette citation dans le cadre de cette étude c'est rappeler que « Maison » est un concept. Il y a nécessité d'un « soi » pour parler d'un chez-soi. Le technicien qui réfléchit à l'habitat ne peut créer un même modèle matérialisable et immuable pour tous. Il ne peut imposer le sens à celui qui habite, ni fabriquer son bonheur. Il doit pourtant réfléchir à une échelle collective. Fabrique-t-on les bons modèles? Le terme de modèle est-il encore valide?

Benoit Goertz souligne l'importance de cette réflexion dans l'ouvrage « la théorie des maisons »[29]. Il propose toutefois de ne pas exclure la tente de nomades. La maison peut être mobile… ou éphémère[30].

3.1 | Les représentations par types de bien et d'occupation

Une partie de la grille d'entretien a été construite pour structurer l'analyse des représentations en interrogeant des manières d'habiter puis des couples sémantiques (ex : propriétaire/locataire, collectif/individuel).

Quand on interroge ses idéaux, la majorité parle de devenir propriétaire pour ceux qui ne le sont pas, d'avoir une maison plutôt qu'un appartement, d'avoir un jardin ou une grande terrasse, et d'être situé « pas trop de loin de la ville ». Les personnes qui voudraient n'être « pas loin de la ville » se voient dans les communes de la Cub, mais la préférence serait plutôt dans Bordeaux en dehors de l'hypercentre. Deux des conditions évoquées serait une bonne desserte, notamment en tramway, et l'existence de « réels » centres villes dans les communes en dehors de Bordeaux.

29. Goetz B., « La théorie des maisons, l'habitation, la surprise », Paris : Verdier, 2011, 224p.

30. Ici en référence aux mouvements associatifs pour la reconnaissance de l'habitat léger, éphémère, mobile… dit « habitat choisi ». (cabane, Yourte, maison en paille etc.)



3 | Cahier III : Pourquoi et comment change-t-on de logement ?

Les couples propriétaire/locataire, appartement/maison et collectif/individuel s'avèrent difficiles à départager. La notion de maison renvoie à la maison individuelle et à la propriété. Le locatif renvoie à une étape, une transition. Cependant, que faire quand tout devient transition ? Quand les séquences se multiplient ?

3.1.1 | Propriétaire/locataire : se fixer ou se laisser libre de suivre d'autres chemins

« Tu es intéressé par la propriété ? Oui, je serai pas en location si je fonde une famille, ça sert à rien de louer, une famille c'est pour la vie. Après ce sont des réflexions lointaines. Si t'es dans une grande ville, c'est agréable d'y être à la campagne, je sais pas. Tu préfères appart ou maison ? Si c'est un appart, ça sera un appart, si c'est une maison, ça sera ma maison, je pense. Après c'est la pensée d'aujourd'hui et demain ça peut changer. » (HJ).
Même s'il a du mal à se projeter, HJ différencie UN appartement de « Ma maison ». Il y a un rapport d'appropriation plus fort. L'appartement qu'il occupe n'est pas son appartement. La maison est attachée à la famille.

Les personnes interrogées qui ont fondé une famille (Kiki, Olivier, Hélène, Loulou, franck, Boris, Ambroisine) sont ou ont presque toutes été propriétaires de leur logement (hormis Olivier et Hélène), mais elles ne l'ont pas été forcément dans le cadre de la construction d'une famille, ou pas de manière synchronisée avec la naissance du premier enfant.

Olivier et Hélène sont restés en location. Olivier, actuellement à la retraite dans un logement social, a préféré investir dans les voyages que devenir propriétaire, il ne pouvait pas faire les deux : *« Des copains qui peuvent avoir une maison, tant mieux pour eux, ça me.... au contraire. voyager oui ! Ils me disent mais avec l'argent de ça tu pourrais avoir... et oui je pourrais avoir, mais moi j'ai ça. Quand je reviens j'ai des souvenirs. Je suis allé plusieurs fois en Égypte, j'ai vu le carnaval de Rio, je sais que j'ai été voir ceci cela. Tous les ans j'ai été quelque part. Je connais la France ! ».*

Hélène et son mari profitent d'un héritage important et d'un appartement secondaire sur la côte basque dans lequel ils souhaitent s'installer à la retraite. Pour cette raison, ils préfèrent être en location sur Bordeaux, parce qu'ils ont les moyens de ne pas « s'embêter avec » l'achat d'une propriété, toutefois ils ne sont pas prêts à louer un bien à des prix *« en dehors du raisonnable »*. Ils préfèrent de plus être en appartement qu'en maison avec jardin parce qu'ils ne veulent pas avoir à entretenir un jardin, c'est une perte de temps.

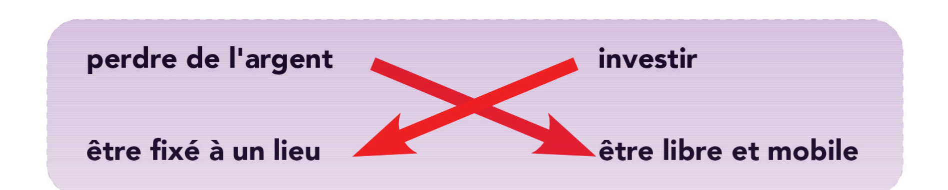
Franck, sa femme et leurs deux fils ont été longtemps locataires d'appartements, même si par ailleurs ils étaient propriétaires d'un appartement secondaire dans une station balnéaire proche. La fin du premier prêt leur a assuré le second prêt pour la future maison.

On note la similitude de ces deux derniers cas, locataires du logement qu'ils occupent, et propriétaires d'une résidence secondaire, ce qui peut rendre l'analyse des statuts d'occupation complexe, relativement aux revenus ou au patrimoine.

La propriété peut être synonyme d'ancrage, d'une stabilité à long terme (Kiki, Loulou, Boris). C'est un projet de vie. Loulou exprime que c'est moins pour l'aspect patrimonial que pour l'acte de construire, « créer » la maison. Il semble qu'il soit question de se donner corps dans un nouveau territoire, d'y être visible, de participer à un *« décor »*, passant par l'achat et la construction. Etre propriétaire équivaut à une forme d'intégration : *« on s'imagine papa maman les enfants, le grand chêne dans le jardin. C'était « on va faire partie du décor toulousain », on y va à fond. On aurait pu faire autre chose, se faire immatriculer de suite, ou mettre un autocollant « i love Toulouse » mais c'est passé par là. On n'avait jamais été propriétaire avant »*.

La propriété est aussi considérée comme une économie par opposition à la location d'un bien qui serait une perte d'argent (Nicolas, Marguerite), voire un placement : *« J'ai envie de me sentir chez moi. Ouai envie de m'approprier un lieu... J'ai pas non plus envie de me fixer dans une ville parce que je pense que je vais pas non plus envie de m'interdire si je veux partir de nouveau, vivre à l'étranger, ou faire une autre expérience. Un appartement ça se loue, donc... ça faisait parti de mes critères que ce soit quelque chose qui soit facilement louable »* (Marguerite) Elle offre également la possibilité de transformer un espace ou de se détacher de la responsabilité du bailleur (Marguerite, Boris) *« Devenir propriétaire, c'était pas le truc comme les gens qui achètent se mettent des miradors, c'est « chez moi », enfin moi c'était plutôt, j'en ai ras-le-bol d'avoir des rapports avec des propriétaires, de louer. Dès qu'il faut faire quelque chose il faut demander »* (Boris).

Cependant elle peut-être considérée comme une contrainte quand il s'agit d'une copropriété. Ambroisine ne voulait pas acheter un appartement pour son prochain logement : *« Je voulais une maison. Je ne voulais pas me retrouver en copropriété à ce moment là. J'ai eu des gros problèmes en copropriété. Je voulais partir et rapidement, j'en avais assez de la copropriété caudéranaise de surcroît. Elle (la maison) est parfaitement indépendante je n'ai aucune obligation, juridiquement »* (Ambroisine). Cela interroge le fonctionnement des copropriétés et des responsabilités partagées, choses qui disparaissent avec l'achat d'une maison individuelle. L'effet copropriété a-t-il une influence sur le type de produit recherché à l'achat ?



S'ils ont été propriétaires auparavant, une rupture dans les trajectoires de vie entraîne ici une difficulté voire une résignation quant à devenir de nouveau propriétaire (Loulou, Boris). Ils estiment un nouvel investissement très lourd. Boris, parce qu'il est seul et sans économie, considère qu'il n'aura plus jamais les moyens d'acheter. Loulou n'a plus les moyens financiers après un départ brutal de Toulouse, les procès en cours par rapport aux malfaçons de sa maison précédente et des salaires moins élevés : *« On n'a plus d'argent de côté. Si on l'est c'est bien si on l'est pas. Tant pis. c'est pas grave. »*.



3.1.2 | Une maison pour la famille, un appartement pour l'incertain

La maison jouit d'une représentation plus favorable que l'appartement dans notre échantillon. Cette confrontation maison/appartement se superpose complètement à celle du collectif et de l'individuel. La maison s'inscrit comme symbole d'un modèle social favorisant la stabilité et la famille. À l'opposé, l'appartement semble plus lié à la mobilité, à la jeunesse, aux transitions et à la location. La maison est souvent considérée comme plus grande que l'appartement. Elle est souvent imaginée avec un jardin. La seule manière de faire équivaloir l'appartement à la maison semble passer par l'existence d'une grande terrasse ou d'un jardin.
« Oui moi l'appartement j'aime moins (...) J'ai eu des difficultés quand on a habité une demi-maison qui était une maison faite en deux appartements, j'étais avec une voisine c'est vrai qui était un peu dérangée mais bon donc voilà la tranquillité pour moi c'est primordial. Donc pas de mitoyenneté quand c'est possible » (Kiki).

Toutefois elle peut aussi évoquer l'isolement. Il est difficile de distinguer dans les propos recueillis isolement spatial ou isolement social : *« Celui qui peut arriver à avoir une maison individuelle tout en n'étant pas isolé, bon. À la rigueur même un lotissement confortable et tout. C'est sûr que la maison individuelle c'est quand même mieux, on est tranquille.(...)* Quand on lui demande si l'immeuble collectif peut être un cocon : *« Ah oui oui, tout dépend, ça dépend des voisins, ça dépend de beaucoup de choses, mais une petite maison à soi...»* (Olivier)
« Un appartement on est sur du collectif. La maison c'est sympa, mais on est isolé, on est moins ouvert sur les autres, et moins facile d'accès. Quand on a fait construire à Toulouse je voulais du plain-pied, car c'est mieux pour la distribution, plus simple, et ça me donne plus l'impression d'être un appartement posé sur un terrain. Je fais la différence. La maison à étage c'est une bulle fermée. Ça me fait penser à une tour, c'est bizarre (...). Quand on est dans une maison, les voisins on les voit, mais on les croise pas. On passe d'une bulle voiture à une bulle maison » (Loulou). Les isolements sont de ce fait non pas réduits à la maison, mais aussi aux modes de transports, marquant les liens qui existent entre l'habiter et la mobilité.

Il est intéressant de mettre en parallèle cette idée d'isolement et de bulle avec la représentation suivante, ou l'idéal du logement serait de retrouver le monde en miniature, avec un dedans, un dehors, le ciel et la terre (ou la végétation) dans son « chez-soi ». Pour Ambroisine, la maison signifie dehors et l'appartement dedans : *« L'appartement c'est un logement à l'intérieur d'un ensemble de logements, à part de rares exceptions dans certaines zones résidentielles où il y a des appartements avec jardin, il faut être en rez-de-chaussée ou alors il y a des appartements avec grandes terrasses et il faut être au dernier étage (…) sinon un balcon pour moi ce n'est pas suffisant comme environnement végétal (…). C'est un dedans sans dehors enfin avec un dehors moins directement accessible pour moi c'est ça. C'est un intérieur avec un extérieur qui est plus distant ou qui est accessible uniquement visuellement mais où je ne peux pas aller marcher et de trouver s'il fait froid ou chaud de la même façon. Je ne peux pas me mettre sous le ciel. (Ambroisine).*



Il semble nécessaire d'avoir un dehors privatisé pour composer un chez-soi, ce qui semble valorisé par toutes les personnes interrogées qui ont ou désirent un jardin.

L'appartement paraît plus loin « du dehors », et c'est un défaut ici, parce qu'on ne peut pas être dehors, juste voir ce dehors. Pour Loulou, en maison individuelle, le passage de bulle en bulle, soit d'un dedans à dedans, montre aussi une distance au dehors, celle qui permet l'interaction avec les autres. Il y a distinction entre un dehors privatisé et un dehors correspondant à l'espace public, à partager avec l'autre, qui n'est finalement pas accessible pour Loulou en maison et pour Ambroisine en appartement.

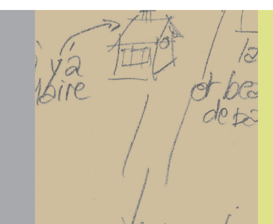
Nichka confronte son point de vue à ce qu'elle perçoit des représentations sociales: *« La maison, j'ai l'impression, pour beaucoup de monde, c'est le lieu où tu vas fonder une famille. L'appartement c'est le... c'est vivre en ville. La maison il y a le... on s'imagine un jardin, le chien, et les enfants. L'appartement plus petit aussi. Du coup c'est compliqué... parce que malgré la différence de terme, ça ne va être que des murs dans lesquels tu vas mettre des choses aussi. »* (Nichka). Ce qu'elle perçoit comme représentation sociale, la maison liée à la famille, vient en écho des propos de HJ cités pour les statuts locataire/propriétaire. Nichka se réfère à l'idée que toute forme du lieu est un contenant qui ne vit que lorsqu'il est habité. On habite un appartement ou une maison sans distinction, soit « on habite ».

Cela n'empêche pas que les représentations de l'appartement peuvent être positives. Il peut être rattaché au moment de la décohabitation parentale et à des souvenirs rattachés à cette période, à une plus grande mobilité, une bonne image de soi relevant du passé.

Il peut néanmoins apparaître plus fonctionnel et comporter moins de contraintes : *« Alors on a eu les deux (appartement et maison), et on n'est pas des bricoleurs et on aime pas le jardinage donc on est mieux en appartement. Ça nous convient mieux. On n'est pas du tout jardinage, c'est plus une corvée. Je préfère avoir d'autres occupations.(...) maintenant on préfère passer notre temps avec notre famille, à autre chose »* (Hélène).

La maison demande un entretien qui empiète sur le temps passé avec la famille.

Maison	**Appartement**
En retrait de la société à partir des abords du centre urbain famille temps long	au cœur de la société centre urbain célibat /jeunesse temps court



3.1.3 | Un logement social d'utilité publique... mais dispersé et invisible

Le thème du logement social a été le plus débattu, notamment son rôle vis-à-vis de la société et le système d'attributions. Un deuxième niveau d'analyse, plus spatialiste, a porté sur l'intégration des logements sociaux dans la ville, particulièrement en lien avec le propre logement des personnes interrogées.

L'idée première est qu'il manque des logements sociaux. Ces propos semblent valoir à la fois pour Bordeaux et pour l'ensemble de la France. Tous s'accordent à dire que trouver un logement est difficile, d'autant plus avec des petits salaires, des enfants.

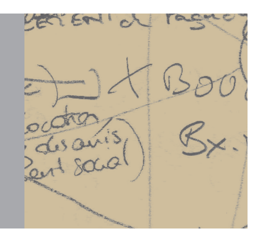
Toutefois sont distingués les « vrais logements sociaux » des faux : *« Oh la la, j'ai plein de choses à dire sur le logement social. Déjà le logement social c'est plus du tout ce qu'on disait, ce qui était le logement social avant, maintenant il y a des logements sociaux à des tarifs tellement différents.(...) il y a tellement de gens en précarité, en grande précarité et de plus en plus, et les logements sociaux il n'y en a pas de plus en plus. Je suis archi pour les logements sociaux mais les vrais, c'est-à-dire pas les logements sociaux où l'on paie un loyer de 600 à 700 euros, parce que maintenant il y a des logements sociaux qui sont de faux logements sociaux et moi je suis pour loger les gens qui gagnent le smic et ils ont droit à un appartement et gratuitement voilà »* (Louise).

« je trouve ça bien, pour y avoir vécu à Bordeaux et Marseille. Même si je trouve ça cher pour ce que c'était à Bordeaux. (…) 450 € et j'avais un studio, du côté du jardin public, mais ça fait cher pour un hlm, c'est pas donné à tout le monde ».(Nicolas).

La gestion du rythme de construction sera critiquée par Ambroisine au sujet de la loi SRU. Au fait de ses sujets par le biais d'associations, elle critique la ville de Bordeaux et estime que si les 20 % étaient respectés (actuellement 15,3 %), cela améliorerait la situation. Elle estime que 20 % n'est pas suffisant. Le système des amendes est une alternative trop facile.

La seconde mise en débat concerne la mixité sociospatiale. Si tout le monde est d'accord sur le manque de logements sociaux, plusieurs personnes critiquent la concentration de logements sociaux :
HJ qui marque un refus catégorique à vivre dans ce type de logement considère les ensembles comme des ghettos *« Je demanderai pas. Franchement, si c'est pour habiter dans un endroit avec 100 000 nationalités différentes et les ¾ sont des braqueurs ! … C'est le stockage des personnes qu'on arrive pas à loger »*.

Cette vision de stockage est partagée par Nichka, qui cependant n'a pas une image aussi négative : *« J'ai déjà demandé, une fois, et j'ai pas eu de réponse... (rire). Je pense que c'est très très important de garder ce genre de logement de nos jours. Malgré tout ça sert quand même à parquer des gens, et c'est ça qui me gène. On pourrait quand même avoir une autre vision des choses et de garder une mixité sociale dans des quartiers, comme à St-Michel. Et déjà, poser la question, pourquoi a-t-on besoin de fabriquer ce genre d'appartement ? Les prix sont trop élevés, alors qu'il y a plein d'appartements vides, mais tout ça c'est encore une histoire de gros sous »*.



À cette vision en tant qu'habitants, se superpose celle de la proximité entre les logements sociaux et son lieu de résidence. Le discours est qu'il faut créer des conditions urbaines favorisant une mixité sociale et évitant la stigmatisation et la concentration de problèmes potentiels qui se répercuteraient sur le cadre de vie environnant. Le logement social dispersé et discret est privilégié :
« Il en faut. Là c'est pareil. Il faut pas faire que du social, mélanger les gens. Pour pas faire des ghettos. Pas faire que du social dans un immeuble. Et mélanger les gens je trouve que c'est bien. Mais c'est vrai qu'on peut pas mettre des gens dans un coin et il faut quand même mélanger (...) là où on était il y en avait. C'était bien fait, pas mal. La partie, les deux bâtiments sur la droite, c'était des logements sociaux. Il y avait quelques familles maghrébines avec 3, 4 enfants, et ça se passait bien. » (Hélène).

« J'en ai dans ma rue. Là il y a une maison un petit peu plus loin, il y a une maison ancienne qui a été partagée en 4 logements sociaux. Moi je trouve ça très bien, ça ne me gêne pas du tout. Moi ce qui me gênerait c'est avoir un logement social contre moi et qui plonge sur mon jardin si j'avais un grand jardin mais d'avoir des gens, un logement social dans ma rue ça ne me gênerait pas du tout » (Louise).

Enfin, le troisième grand sujet concerne le système d'attribution. Toutes les personnes interrogées ne traitent pas cet aspect, mais pour celles qui en parlent, leur représentations sont négatives. Les personnes occupant actuellement un logement social ont quant à elles une vision positive car elles ont obtenu un logement assez rapidement, même si le choix de la localisation demeure limité. Le logement social, considéré comme une opportunité (cf parties ultérieures), ne fait pas partie du marché classique du logement.

Certains ont fait part de constats et d'anecdotes sur des attributions qui leur paraissaient injustes, y compris pour leurs proches ou pour eux-mêmes. Nicolas critique le fait qu'il ait obtenu un logement par piston et parce qu'il connaissait les modalités d'attribution. Ambroisine trouve que la vocation sociale du logement est détournée, constatant qu'un proche, ingénieur, vit en logement social. Elle critique de manière égale l'attribution de logements dans le marché privé, pour laquelle elle souhaiterait une régulation plus forte de la part de l'État. Enfin, Bella Dona constate que des personnes « passent devant » ceux qui sont prioritaires en terme de revenu.

3.1.4 | Des résidences services pour le lien social ou en cas de détresse...

Peu de personnes ont émis un avis sur ce type de résidences car elles ne voyaient pas ce que c'était. Pour celles qui en avaient des représentations, celles-ci ont été plutôt positives, à la fois pour des jeunes ou pour des personnes âgées. Cependant c'est uniquement ce public « jeune » ou « personne âgée » à qui l'on attribue l'occupation de telles résidences.
« J'en pense pas grand chose, ça répond à un besoin. Après je ne m'y verrais pas, j'ai une famille, ce n'est pas mon besoin. Mais à 85 ans je suis veuve, peut-être. Le fait d'avoir un collectif, en contact avec les autres, c'est positif, une entraide peut se mettre en place. Les gens sont moins isolés » (Loulou).

Le fait de trouver plusieurs services sur place permet de faire des économies à l'installation, tout comme être en lien avec les autres locataires par le biais d'espaces communs ou en cas de problème.
« J'en ai jamais vu. Mais une copine à Paris m'a dit que c'était génial car ça permet de rencontrer des gens, à la salle de gym. Tu as plus tendance à vivre ensemble qu'à dormir au même endroit. Des réfectoires communs. Ça t'intéresserait ? Oui éventuellement, notamment à Paris, ça coûte moins cher et il y a plus de services à proximité » (Matthieu).

« Moi je trouve que c'est bien. Nous notre fille a bénéficié à la Rochelle d'une résidence.... quand on l'y a laissé, ça nous a drôlement rassuré. Elle était toute seule, mais elle avait tout à côté. Financièrement c'est pas donné, mais c'est bien géré, très bien géré. Tout était.. il y avait des machines à laver, des sèches-linges, des caméras... très bien géré. Pour les personnes âgées c'est pareil, je trouve que c'est la solution avant la maison de retraite, parce que c'est des gens qui ont un logement privé, un chez eux, tout étant à côté, s'ils ont besoin, des services. Je pense surtout les services à la personne. Pour les repas, ils peuvent prendre leur repas chez eux, s'ils ont la possibilité, ils peuvent les prendre en collectif. » (Hélène).



« C'est des logements où vous êtes autonomes, mais vous avez un gardiennage vous pouvez appeler au secours, vous pouvez manger en commun. Il y en a un à la Bastide. C'est une bonne formule, pour les personnes âgées, c'est pas cher comme loyer. Ils ont des garanties pour la sécurité, puis s'ils ont besoin de recevoir quelqu'un, il y a tout un tas de choses prévues pour ça. Des combinaisons possibles, de manger au restaurant ensemble. C'est bien pour les personnes âgées seules. Les logements foyers » (Olivier).

3.1.5 | L'occupation de logements vacants : entre dégradation et « surpropriété » privée

Si l'existence de logements vacants apparaît globalement très négative, le squat est beaucoup plus controversé. Les propos quels qu'ils soient ont été passionnés.
Un premier groupe, les 2/3 du panel, va se positionner vis-à-vis des propriétaires qui n'ont pas les moyens de réhabiliter leur logement, ou qui ont été échaudés par des «mauvais» locataires :

« Là il y a beaucoup de logements sur Bordeaux, mais ce sont des logements anciens, qui n'ont pas de chauffage, qui n'ont pas ci et ça. Tout remettre en état... c'est sûr que ça coûte de l'argent et puis après il faut trouver des bons locataires, et là aussi. C'est de la loterie! Je connais l'histoire ». (Olivier).

« Ben ici il y en a pas mal. Pour les gens qui ont pas de sous...non c'est pas une solution, enfin surtout pour les personnes à qui appartiennent les murs !(...) Depuis que le communisme est terminé, ils n'ont plus de travail, plus d'école, plus de logement » (Hélène).

Il existe une vision plus militante, assimilée à un engagement politique et une vie en communauté, plutôt porté par les moins de 30 ans : *« C'est une réponse à la crise du*

logement, au manque de liberté, à la « surpropriété privée » mais pas que. C'est aussi une réponse sociale, culturelle, les squats que je connais, il y a l'idée d'un vivre ensemble. Et tout le monde sait pas vivre ensemble (...) ». Bella Dona ne se verrait cependant pas vivre en en squat : *« Oui je pourrais, le problème c'est que c'est illégal d'y vivre donc c'est une lutte. Je trouve ça juste. Après la lutte signifie du temps, connaître ses droits, les travailler. Je sais pas si j'ai assez d'énergie pour ça »* (Bella Dona).

« Se ré-approprier des espaces publics et des espaces privés, qui sont inutilisés, qui sont inoccupés pour pouvoir avoir un endroit dans lequel... avoir un toit, et partager des moments ensemble je trouve que c'est très bien. C'est aussi en s'appropriant un lieu qui est inhabité depuis plusieurs années, ça participe aussi, à faire revivre un quartier (…) ». Nichka n'a jamais vécu en squat, mais l'idée lui a déjà traversé l'esprit : *« Là en fait j'y ai pensé y a pas longtemps, mais il va peut-être fermer dans très peu de temps, et là je me suis dit je vais encore déménager ! (rire) alors non, tous les 6 mois... c'est galère »* (Nichka).

« Moins de 6 mois, parce qu'après, c'est pas seulement partager un truc, c'est un engagement fort. Et puis j'aime bien le côté anarchiste mais j'ai du mal à le vivre et j'aime bien mon intimité. Trop de collectif » (Nicolas).

Le squat apparaît ici comme un mode d'habiter légitime mais précaire et lourd d'investissement personnel. Si cette idée de vie collective est souvent développée, c'est parce qu'il est vraisemblablement difficile d'ouvrir des logements inoccupés seul. Et la menace de l'expulsion est omniprésente : *« Le fait qu'il y ait des logements vides à St-Michel qui entraînent une spéculation des prix, des loyers, dans ces conditions je trouve le squat compréhensible à partir du moment où on accepte aussi le risque de se faire tout piquer. »* (Matthieu). Squatter c'est accepter de prendre des risques.

« Je pense qu'une maison c'est fait pour être occupée. Je file du fric au DAL alors je ne suis pas très active mais je suis sympathisante du DAL. Je trouve inadmissible ce que demandent actuellement des agences immobilières à des personnes qui souhaitent se loger, ce que demandent aussi les propriétaires, je trouve ça inadmissible, inadmissible. C'est un scandale ! Bon, mon fils, il est notaire, il est employé en CDI, il est notaire salarié, vous vous rendez compte les garanties, on lui a demandé une caution donc je me suis portée caution, on m'a demandé des feuilles de salaire, on m'a demandé de justifier le fait que j'étais propriétaire de mon logement, non mais et puis quoi encore ! » (Ambroisine).

• Synthèse de l'analyse des représentations par type de logement

Propriété/location - maison/appartement

La propriété est synonyme d'ancrage et de patrimonialisation.
La maison est fortement liée à la propriété privée. Elle reste attachée à la création d'une famille, à la stabilité, à la réussite sociale.
La maison peut toutefois être vécue comme conduisant à un isolement spatial et social, dans laquelle on investit beaucoup de temps et d'argent, et avec une mobilité « de la bulle maison à la bulle travail en passant par la bulle voiture ».
Le locatif s'apparente à des transitions, à la jeunesse, à du logement collectif en milieu urbain dense, et à des dépenses à perte.

Le locatif rappelle à la plupart des acteurs une période positive de leur vie liés à la décohabitation.
Le locatif et l'appartement pour une minorité comportent moins de contraintes que la propriété et la maison individuelle (temps d'entretien, système de copropriété, impôts fonciers...).
La copropriété peut être un frein pour acquérir en collectif.

Le logement social

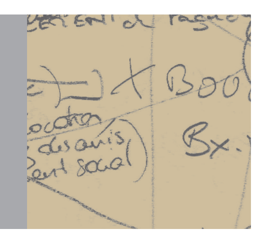
Le logement social, dans l'absolu, jouit d'une image positive.
Tous les acteurs estiment qu'il en manque.
Les « vrais » logements sociaux, abordables, sont distingués des « faux » logements sociaux dont les loyers sont identiques à ceux du marché libre.
La concentration des logements sociaux est négative : « c'est le stockage des personnes qu'on n'arrive pas à loger ».
Cette concentration est d'autant plus négative qu'elle serait à proximité du lieu de résidence.
La plupart des personnes préconise une anonymisation spatiale du logement social grâce à des petits collectifs ou des maisons rénovées. La concentration de ces logements ne doit pas dépasser un seuil en hauteur, en nombre de logements, en nombre de ménages à faibles revenus.
Le système d'attribution est connoté négativement : injustice face aux délais de traitement, nécessité d'une bonne connaissance du système pour obtenir un logement
Le logement social est une opportunité, en dehors du marché classique du logement.
Les trois personnes habitant un logement social sont satisfaites, malgré le manque de choix dans la localisation pour deux d'entre elles. Ces dernières désirent déménager à moyen terme.

Les résidences services

La résidence service a une image positive grâce à la présence de multiples services, la présence des autres, et l'aspect sécurisé.
Elle ne semble pas accessible financièrement.
Peu d'individus s'y projettent.
Quand les individus s'imaginent âgés, elle est préférée à la maison de retraite car synonyme d'une plus grande dignité et d'autonomie.
Les maisons de retraite ont une très mauvaise image et restent tabou.

Le squat

L'existence de logements vacants a une image très négative.
Le squat est plus controversé.
La plupart ne s'y projettent pas, même si trois personnes parmi les plus jeunes l'ont envisagé un jour.
Pour les uns, surtout les plus jeunes, le squat se justifie aujourd'hui, mais c'est un investissement politique lourd et un statut précaire.
Pour les autres, généralement plus âgés, le squat est une violation de la propriété privée, synonyme de dégradation de biens et associé aux populations migrantes précaires.



3.2 | Dimension culturelle et jeu de société

Ce chapitre s'attache à comprendre les modes d'habiter via le moment charnière du déménagement, ce qui se renégocie en terme de besoins et de désirs. Seront interrogées les représentations par type de logement et d'occupation. Le second temps se penchera davantage sur la manière dont les acteurs vivent leur logement. Il sera notamment fait mention des relations harmonieuses ou non entre le mode de vie et le logement occupé. On appréhendera également le logement comme un espace ouvert, un espace de circulation et de lien social, en relation avec la localisation et la configuration. Cette partie est complétée par des représentations sur des manières d'habiter dans le rapport à l'autre. Dans un troisième temps sera développée la relation aux objets, c'est-à-dire au mobilier.
La multiplicité des manières d'habiter doit être prise en compte, afin que le logement en tant que support matériel soit polyvalent, offre une certaine plasticité et que les mobilités résidentielles puissent être plus fluides.

Le logement et la dimension culturelle : évaluer un seuil minimum?

Tout comme nous avons vu que le ménage ou la famille ne se réduisent pas au seul logement, le logement lui-même ne peut se réduire seulement à des attributs fonctionnels. On pourrait tantôt le comparer à un musée, un théâtre, un espace de socialisation, une aire de repos. De même, il s'inscrit dans une histoire quotidienne ou dans des temps plus longs. Comment imaginer le logement idéal ? En existe-t-il un ?

Il y a toujours de pires et de meilleures conditions d'habiter. La loi française fixe des normes qualifiant par seuils l'habitabilité d'un logement à travers le logement indigne, décent, l'autorisation de permis de construire, le zonage, la propriété et le contrat de location mais d'autres dimensions ne peuvent être prises en compte par l'action publique : le rapprochement de conjoint, la proximité de la garderie, les nuisances sonores, etc. Les acteurs ont souvent rappelé l'idée de liberté, ou plutôt des libertés. On introduit « le pouvoir de ». La question de la liberté appliquée au champ du logement s'illustre par l'accès au logement, les activités qui s'y déroulent ou qui pourraient s'y dérouler, l'effet configuration et localisation également, et en miroir les contraintes. Malgré ce constat, il reste difficile de déterminer le degré de « liberté de » ou du « droit à » minimum. C'est au regard des autres que se fixe le plus souvent l'échelle des possibles et des désirs. S'il est par exemple courant d'accueillir des personnes chez soi, soit une caractéristique d'une manière d'habiter dans un groupe culturel donné, alors il est possible que celui qui ne peut pas accueillir se trouve complexé socialement face au groupe. Il n'a pas le « change ». Dans un environnement autre, ce besoin pourrait ne pas s'être exprimé.

Simmel exprime très bien l'idée de seuil relatif en analysant le statut du « pauvre ». *La pauvreté n'est jamais absolue : « est pauvre celui dont les moyens ne suffisent pas aux fins qu'il poursuit. Ce concept rigoureusement individualiste se resserre pour la pratique en ceci que certaines fins échappent à l'arbitraire et ne sont pas posées à titre uniquement personnel. Comme au premier chef, celles concédées à l'homme pour sa préservation physique : alimentation, habillement, logement. Toutefois on ne saurait fixer de façon sûre une quelconque mesure de ces besoins qui vaudrait partout et en toutes circonstances, et en deçà de laquelle on se heurterait à la pauvreté*



absolue. Bien plutôt, chaque milieu général comme couche sociale particulière a des besoins qui lui sont propres et être pauvre, c'est ne pas pouvoir les satisfaire »[31]*. (…) Définir quand l'action publique doit intervenir, du fait de la diversité des vies et des niveaux et types de pauvreté, ne peut se faire que par la négative, un seuil minimum général pour combler un « trop peu » sans donner trop, pour que cette action soit considérée comme juste par le reste du corps social.*

Jeu de société et recherche de logement

Si la recherche et le choix d'un logement étaient un jeu, tous les acteurs partiraient de la même case départ pour atteindre un but « idéal ». Ils se retrouveraient d'abord face un univers des possibles indéfini, expérimentant une liberté mais également la non-maîtrise de l'inconnu.

Cet univers se rétrécirait au fur et à mesure parce que des sélections s'effectueraient par préférence et/ou par élimination des impossibles, des non-souhaités et des situations qui comportent un risque au delà de la mesure fixée.
Cependant, le jeu n'est pas neutre et égalitaire : les autres individus participent et interagissent directement et indirectement dans cette recherche à des fins individuelles. Les cases départ ne sont pas les mêmes parce que les acteurs ne sont pas les mêmes en parcours, en besoins, etc.

Les canaux d'informations par lesquels on trouve le plus d'éléments correspondant au but cherché ou aidant à formuler ce but, soit là où il y a le plus d'offres, seraient par conséquent ceux où il y aurait aussi le plus de concurrences, alors que d'autres profitent d'opportunités.

L'offre ne correspond pas forcément à la demande, mais la demande doit s'adapter à l'offre : les critères de choix se construisent a fortiori face à une réalité. Il y a des aller/retours entre les représentations, les souhaits et la réalité.
Les bailleurs et vendeurs ne demandent pas les mêmes éléments pour la constitution de dossiers. Ils peuvent adapter la forme du dossier en fonction du locataire ou de l'acquéreur.

Enfin, tout cela s'insère dans un immense jeu de chaises musicales, rythmé par les présents et les absents, les arrivants et les partants, rythmes d'arrivée et de départ enfin les constructions et destructions d'espaces pouvant être utilisés comme logement. Cet effet est systémique, on choisit en lien avec la société, par la trame des réseaux et interactions.

3.3 | Analyser les manières d'habiter par le changement

Cette partie s'attache à comprendre comment les gens font évoluer leur mode d'habiter quand ils déménagent, en analysant les choix effectués, les libertés recherchées et les contraintes qui font obstacles. Comment choisit-on son logement ? quels sont les critères principaux ? Puis comment y accède-t-on ?

31. Georg SIMMEL, *Le pauvre*, éd. Allia, Paris, 2009 (1908).

Accès, choix, motifs et critères interrogent sous des angles différents l'acte de déménager et d'habiter, considérant le choix comme le résultat d'une équation à plusieurs inconnues. Les motifs sont abordés dans une première partie, ensuite le choix et les critères de choix. Il y a tout d'abord l'effet d'opportunité qui a été mis en avant par les enquêtés, puis les critères qui ont été sélectionnés et ont déterminé le choix de leur logement. Ces difficultés d'accès pourraient être assimilées à une épreuve, une donnée contextuelle particulièrement importante. Les procédures obligent l'acteur à être conforme aux règles, ou bien à ruser ou revoir ses ambitions. L'entretien a tenté de couvrir l'ensemble du parcours résidentiel. Cependant, pour comprendre la question de l'accès, du choix et des critères, l'analyse a porté essentiellement sur le dernier déménagement. Le parcours résidentiel dans son ensemble est néanmoins abordé avec l'expérience résidentielle.

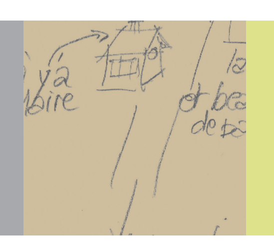
• L'expérience résidentielle

Pour la grande majorité des enquêtés, les critères concernant le logement se réajustent au fil de la vie, indice de modes d'habiter qui évoluent. Tout comme pour l'expérience professionnelle, on se rend compte que les acteurs possèdent une expérience résidentielle. Cette expérience est aussi alimentée par les proches qui font part de leurs propres expériences, et les médias qui mettent en lumière certaines pratiques, entretenant ou bouleversant un système de représentations sociales. Cependant les souhaits ne sont pas forcément comblés.

Les acteurs font des expériences, acquièrent un savoir en terme d'habitabilité des lieux - logement et espace vécu - relatif à leur situation à un moment donné. Ce savoir est façonné par l'histoire individuelle, dans un ou des territoires, orienté par des représentations sociales et adapté à une réalité (contexte, offre). Des choses auxquelles les acteurs n'avaient pas prêtées attention deviennent importantes. Des nouveaux besoins émergent tandis que d'autres disparaissent.

Il est difficile de déterminer et d'analyser un effet cumulatif des critères logement tout au long de la vie. Ce qu'il est possible d'exprimer est qu'il n'y a pas une somme grandissante de critères. Et globalement l'expérience résidentielle ne signifie pas pour autant rationalité. Il semblerait alors plus juste de parler de mise à jour de ses critères à un instant T grâce à ce savoir acquis au cours de la vie. Malgré tout, même en mobilisant ce savoir, les individus ne peuvent évacuer le fait que le projet, la projection de soi dans un lieu contient toujours de l'incertitude. Les acteurs peuvent en effet réaliser qu'ils se sont « trompés », revenir sur une formule qu'ils trouvaient meilleure.

L'évolution des critères peut être tributaire d'un changement de statut professionnel, familial ou autre. Après sa rupture et la période d'hébergement chez des amis, Boris a obtenu un logement social entre le quartier Caudéran et Mérignac. Il se rend compte désormais qu'étant célibataire, il préférerait retourner en centre-ville. De plus il trouve la résidence dans laquelle il vit plutôt triste : *« J'ai fait une nouvelle demande pour être dans le centre, il y a 3, 4 mois. J'ai bien précisé là où je voulais aller. Je préfère être intramuros, oui, pas loin du centre ville. Ici.... c'est pas désagréable. Je vais pas me plaindre. Après c'est un logement social. Je connaissais déjà. Mais y a très peu de contact entre les gens (…) Le quartier est triste. Moi je suis plutôt citadin et c'est vrai que c'est tristounet »*.



Quand on a goûté à ça...

La majorité des acteurs estime avoir évolué vers un mieux d'un logement à l'autre, en terme d'emplacement, de taille, de configuration, de statuts, d'atouts. Les sources de ses satisfactions et le niveau de contentement (au sens de Durkheim[32]) diffèrent toutefois selon les acteurs. Ce « mieux » peut aussi sous-entendre finalement, outre une meilleure adéquation entre le mode d'habiter et son support, un choix mieux défini. Il y a également un effet de seuil par rapport à l'expérience résidentielle : il semble difficile de revenir en arrière sur certains critères. Pour Hélène, le confort c'est deux salles de bain et deux toilettes : *« Quand on a gouté à ça pour moi c'est indispensable. Chose qu'on a eu dans les trois logements qu'on a eu sur la région, on avait ça dans nos critères. (…) « des logements.... on en a eus beaucoup. Mais c'est vrai qu'à chaque fois qu'on a déménagé, on a toujours essayé de trouver mieux que ce qu'on avait avant ; ce qui paraît logique, mais qui n'est pas toujours évident »* (Hélène).

« Et à partir du moment où t'as goûté à quelque chose, t'as pas envie de régresser. J'ai toujours été dans des espaces de plus en plus grands. Si je vais dans un appart, je le verrai comme une régression » (Bella Dona).

« J'avoue que j'ai de bons souvenirs dans les appartements où j'ai vécu. Mais déjà j'étais plus jeune, j'étais beaucoup plus mobile, j'allais dans pleins d'endroits et ça ne me gênait pas de ne pas avoir mon jardin devant moi (…) Mais quand on a goûté à ce que je vis maintenant, je ne me vois pas faire marche arrière » (Franck).
Il est intéressant de constater l'utilisation du verbe « goûter », faire l'expérience d'une saveur pour la première fois. Cette expérience est mémorisée et ressentie ici comme irréversible. Ce nouveau seuil devient une valeur de référence.
Du point de vue des temporalités, cette expérience est créée par des séquences dans le mode d'habiter, avec un avant et un après.

Pour ceux qui ont vécu dans d'autres territoires, qui ne connaissaient pas l'agglomération, il y a souvent eu un désir de déménagement au sein de l'agglomération, soit par rapport à cette localisation (relativement au travail, loisirs), soit par rapport à la forme du logement ou le prix. C'est grâce à une première expérience du territoire qu'ils ont été à même de redéfinir leur choix. Les critères se sont réajustés à la réalité locale, constatant par exemple qu'il était possible d'être plus loin, plus près, d'avoir un logement moins cher ou plus grand, d'avoir un jardin (Kiki – Marguerite – Hélène – Bella Dona – Matthieu).

Hélène et sa famille ont habité le plus souvent en appartement. En arrivant dans l'agglomération bordelaise, ils souhaitaient être dans Bordeaux. Ils se sont pourtant dirigés vers Eysines en pavillon, convaincus par l'agence immobilière. Cependant Eysines selon eux est loin de tout et quand les enfants ont grandi, il est devenu compliqué d'organiser les déplacements : *« Là-bas tout est à demi-vitesse, on est mal placé. Les services sont à moitié (: il en manque la moitié). Les services de*

32. « C'est cette limitation relative et la modération qui en résulte qui font les hommes contents de leur sort tout en les stimulant avec mesure à le rendre meilleur ; et c'est ce contentement moyen qui donne naissance à ce sentiment de joie calme et active. (…) Car, comme il aime ce qu'il a et ne met pas toute sa passion à rechercher ce qu'il n'a pas, les nouveautés auxquelles il lui arrive d'aspirer peuvent manquer à ses désirs et à ses espérances sans que tout lui manque à la fois ». Émile DURKHEIM, Le suicide, livre 2, causes sociales et type sociaux, 1897.

secours pas là, l'hôpital y a pas c'est un centre médical (...) Mais les impôts ils sont pas donnés » ; « pour nous aussi, pour le travail, ça nous a rapproché. Payer cher loin, pour ne pas avoir de qualité de vie !». Puis s'occuper d'un jardin est une corvée. C'est pourquoi ils ont emménagé à Bordeaux- Bastide, en appartement.
Les trois personnes qui ont toujours vécu dans l'agglomération ont également déménagé. Cette évolution est moins liée à l'apprentissage d'un territoire (comme cité ci-dessus) qu'une mise en adéquation entre un mode de vie qui évolue (évolution familiale, vieillissement) et le logement et sa localisation.

D'autres expriment que le lieu où ils ont vécu durant leur enfance a été déterminant par la suite. Bella Dona qui a vécu dans la campagne béarnaise avec de grands espaces verts, après un passage dans des petits logements de centre-ville, exprime le besoin de retourner au « vert ». Il y a pour elle un lien direct entre le lieu où elle a grandi et ses désirs actuels. Louise et Kiki avouent redouter fortement une vie trop loin de tout, surtout ne pas retourner à la campagne sauf pour les vacances et week-end.

• « Coincée à Bouliac »

Lorsqu'elle était adolescente, Louise s'est toujours sentie dépendante de ses parents pour se déplacer depuis Bouliac : *« j'ai très mal vécue la campagne.(...) Donc je m'étais jurée que d'abord je ne ferais pas vivre à mes enfants ce que j'avais vécu c'est-à-dire vivre à la campagne et quand je me suis mariée, on a trouvé avec mon mari un appartement en centre ville ».*

L'expérience résidentielle d'un même espace, ici la « campagne », peut être vécue de manière totalement différente. La mobilité est ici l'élément d'insatisfaction. La notion d'enfermement est aussi tout à fait relative. Pour Louise, être enfermée signifie être loin du monde, pour Bella Dona c'est être dans un petit espace, à l'intérieur du monde. La campagne peut donc être à la fois une prison et un espace de liberté.

• Synthèse

Les acteurs acquièrent une expérience résidentielle

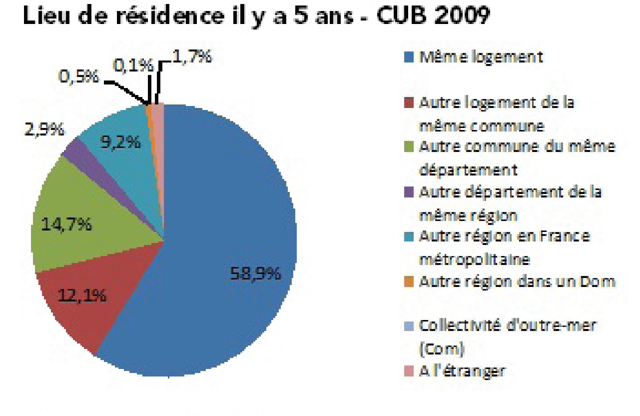
L'évolution des critères de choix du logement peut être liée à l'expérience résidentielle, à l'évolution des modes de vie et/ou aux évolutions familiales, professionnelles, âges et revenus.
L'expérience résidentielle fabrique un seuil de référence à caractère irréversible : ne pas répondre à l'ensemble des critères peut être synonyme de déclassement social.
Ce seuil de référence fabrique des séquences dans la vie des acteurs, avec un avant et un après (notion de progrès linéaire).
Une première expérience de territoire permet de réajuster les critères de choix à la réalité locale.
Le lieu de vie de l'enfance peut être déterminant dans les choix d'habitat effectués plus tard (répéter le passé ou le fuir).
Le lieu n'est pas vécu de la même manière selon l'expérience résidentielle et plus globalement selon la trajectoire de vie.



3.4 | les principaux motifs de mobilité résidentielle

Pourquoi les acteurs interrogés sont-ils dans l'agglomération aujourd'hui ?

La majorité des acteurs interrogés vit depuis moins de 10 ans dans l'agglomération et des mutations résidentielles ont lieu au sein de l'agglomération.



Recensement 2009 - INSEE

Pour rappel, les résultats 2009 du recensement montrent que 59 % de la population dans la CUB n'a pas déménagé depuis 5 ans (CU Toulouse 54 %). Parmi les 41 % qui ont déménagés dans les 5 dernières années, 12 % sont restés sur la même commune. Par conséquent, il y a au moins 71 % de la population qui n'a pas changé d'agglomération. On constate une attractivité plus forte depuis d'autres régions que depuis d'autres départements au sein de la région Aquitaine.

• **Trois personnes ont toujours vécu dans l'agglomération** (Louise, Olivier, Franck).

Olivier a toujours vécu à Bordeaux, dans le quartier St-Pierre puis à Bastide à la naissance d'un enfant.

Louise a grandi à Bouliac et a souhaité se rapprocher du centre de l'agglomération, habitant successivement Mérignac, Le Bouscat et Bordeaux rue St Catherine, enfin Bastide.

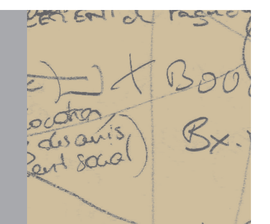
Franck a grandi à Bordeaux. Il s'est installé avec sa femme à Eysines, puis ils sont partis vivre au Taillan en logement social. Ils ont décidé d'acheter une maison sur cette commune.

• **Certaines personnes ayant grandi dans l'agglomération sont revenues après quelques années** (Marguerite depuis 2 ans dans la CUB, Boris 20 ans, Loulou 3 ans) principalement pour se rapprocher de leur famille.

Marguerite après ses études d'architecture à Paris et face à un échec dans la recherche d'emploi à Londres, est revenue à Bordeaux pour retrouver un terrain familier.

Boris a grandi dans l'hyper-centre de Bordeaux, a rencontré sa femme en vacances au Pays Basque et a vécu avec elle dans le Béarn puis dans les Alpes-Maritimes. Ils sont finalement revenus à Talence à la naissance de leur troisième enfant. Divorcé, il habite à Caudéran.

Loulou a grandi à Ambarès et fait ses études à Talence et à Paris. Après un premier poste à Bordeaux, elle et son conjoint sont partis pour des emplois plus intéressants à Toulouse. Ils ne s'y sont pas intégrés et ont décidé de rentrer à Bordeaux avec leurs trois enfants.



• **D'autres sont venus pour leur études** (Matthieu depuis 2 ans, Bella Dona 5 ans, Nicolas 4 ans, Hj 6 ans).

Matthieu est encore étudiant et habite le quartier St-Pierre, après une première année à la Victoire. Il a choisi Bordeaux pour son ambiance, pour la qualité de l'école et de l'accueil qu'elle lui a fait.

Bella Dona, d'abord à Libourne pour une formation, puis à Bègles et aujourd'hui à Tresses, a décidé de rester liée à l'agglomération car elle y a construit son réseau social.

Nicolas, qui y a suivi une formation, fait de Bordeaux un de ses ports d'attache entre ses missions humanitaires. Il a gardé un réseau d'amis.

HJ, Gabonais, est venu en France pour ses études. Après une première année à Marseille qu'il n'a pas apprécié, il a rejoint Bordeaux où se trouvaient des amis gabonais. Il a vécu en cité U à Talence et dans le quartier St-Michel à Bordeaux. Il s'y sent bien et a décidé par conséquent de chercher du travail dans l'agglomération.

• **Deux personnes ont rejoint l'agglomération pour des raisons professionnelles** (Ambroisine depuis 11 ans, Kiki 25 ans).

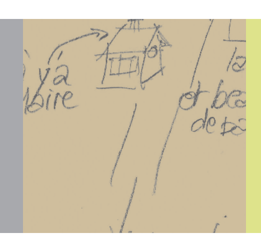
Ambroisine a grandi en région parisienne, et a vécu dans plusieurs villes françaises dont Toulouse, Montpellier, Nantes. Seule avec son fils, elle s'est installée dans le quartier Caudéran à Bordeaux pour sa scolarité. Le quartier n'était pas « pratique », trop homogène socialement et elle ne voulait plus avoir à faire à un syndic de copropriété. C'est pourquoi elle a choisi une maison dans le quartier des Capucins. Elle a un lien avec le territoire : ses parents possèdent une maison de vacances dans le Médoc.

Kiki, originaire de Dordogne, après un premier poste de fonctionnaire à Paris, est mutée à Bordeaux. Elle loue un appartement à Bordeaux, puis à Bègles avec son futur conjoint.

Hélène (8 ans) a suivi son mari, qui mutait pour des raisons professionnelles. Elle l'a rencontré en Charente. Ils ont vécu dans le Sud-Est, en région parisienne et en Vendée. Après Eysines qui ne leur convenait pas, ils emménagent dans le quartier Bastide à Bordeaux.

Nichka (10 ans) est venue à Bordeaux pour suivre ses amis qui venaient y faire des études. Elle a officiellement déménagé 7 fois, avec des périodes de transition chez des amis. Elle est actuellement en sous-location.

Enfin Antoine (4 ans) est venu, avec un ami, pour simplement découvrir un nouveau lieu de vie. Après avoir grandi dans la campagne rhodanienne, Lyon pour ses études, Bamako et Paris, il voulait expérimenter une nouvelle métropole française.



• **Synthèse**

Le motif familial est à distinguer de celui du réseau d'amis. Tous deux apparaissent non négligeables dans les parcours résidentiels.
La notion de cadre de vie est à prendre au sens large. Il est à la fois matériel et spatial (privé et public), sociabilités et urbanité (personnes connues et rapport au reste de la société) et temporalités.

Le motif professionnel ou le choix d'un lieu d'études intègrent un critère lié au cadre de vie. Qu'elles postulent depuis un autre territoire ou qu'elles se rapprochent d'un travail au sein de l'agglomération, c'est en cherchant d'autres atouts que les personnes interrogées choisissent leur lieu de résidence (présence de proches, transport en commun plus facile, vie moins chère, ambiance et qualités de la ville, offre culturelle, proximité de la plage).

Les mouvements résidentiels ne tiennent pas forcément à des éléments de « grande gravité fonctionnelle » au sens urbanistique. L'émotion, l'impression, l'expérimentation sont mobilisées. Un choix guidé par l'émotion n'exclut pas qu'il ne soit pas rationnel (ou « le plus » logique) dans une situation donnée.

Qu'est-ce qui te plaisait ? L'école ? La ville ? *« Tu passes les écrits, tu restes 4h dans chaque ville. Moi j'avais envie de passer un ou deux jours dans la ville pour voir comment c'était. Ça forme un tout parce que je me dis que je vais possiblement vivre ici pendant 3 ans. Donc Grenoble par exemple, le climat me dérange pas en hiver, mais il fait très chaud l'été. Après la ville était sympa, mais c'est l'école qui m'a mis mal à l'aise. Alors que Bordeaux, c'était le contraste par rapport à Brest qui a été entièrement reconstruite après la guerre, et Bordeaux n'a pas vraiment bougé. Ça fait un peu Paris 16ième, beaucoup de charme. J'ai pas vu avant les travaux, mais on a été tous à la dune du Pyla avant de passer nos oraux, une balade dans Bordeaux la nuit, au miroir d'eau, les lumières, la brume. L'ambiance était bonne et il y avait une bonne cohésion dans la promo »* (Matthieu).

Si ces motifs peuvent expliquer les parcours résidentiels, ils ne représentent néanmoins qu'une partie de la réponse. La relation à l'espace vécu, les critères de choix, apportent d'autres informations.

Pour quelles raisons sont-ils dans le logement actuel ?

• **Évolution familiale**

Olivier et sa femme ont déménagé à la naissance de leur fils il y a 50 ans. Ils quittent un studio au 6e étage sans ascenseur d'un vieil immeuble et profitent d'une opportunité dans des programmes neufs. Boris, après son divorc, se retrouve sans logement. Il est d'abord hébergé par des amis, puis accède un an plus tard à un logement social. Louise a suivi son conjoint à Bastide.
Nichka s'est séparée de son ami et a dû quitter leur logement. D'abord hébergée chez des amis, elle trouve une sous-location de transition près de la place de la Victoire.

Kiki et son conjoint sont passés d'une location qui appartenait aux parents de son conjoint à l'achat de la maison du frère du conjoint, dans la même rue. Le couple souhaitait garder une proximité forte avec la famille.

• Évolution professionnelle

Il concerne deux personnes. Pour Marguerite, le motif principal est bien le rapprochement du lieu de travail. Il y a aussi une volonté de ne pas être isolée l'hiver à la campagne. À son retour dans l'agglomération bordelaise, elle rencontre un homme chez qui elle s'installe dans l'Entre-Deux-Mers. Elle obtient un emploi à Bordeaux, mais vivre loin avec une voiture pour deux complique la situation. De plus avec l'hiver ils ont beaucoup moins de visite. Elle décide donc de chercher un appartement dans le centre de Bordeaux pour limiter ses déplacements et voir ses amis.
Le dernier déménagement d'HJ est lié à une transition professionnelle. Il a dû quitter son logement étudiant et trouver un logement de transition. Sa seule condition, une connexion internet pour chercher un emploi et faire des missions en free-lance en attendant. Il loue un logement dans le quartier St-Michel, puis obtient un poste à Mérignac et se trouve « contraint » de déménager car les correspondances en transport en commun et le temps passé dans ces dernier sont trop importants. Il se fait héberger chez un ami au Bouscat.

• Améliorer son cadre de vie

Franck a déménagé sur la même commune, le Taillan. Avec sa compagne ils acquièrent un vieux corps de ferme à rénover avec un grand jardin. Le logement social qu'ils occupaient leur convenait mais n'avait pas d'espace extérieur.
Bella Dona recherchait avant tout un espace extérieur et de la nature. Elle étouffait en ville. Elle et son compagnon ont profité d'une opportunité pour louer une petite maison avec jardin à Tresses.
Ambroisine recherchait aussi un espace extérieur, mais elle décide surtout de déménager pour changer d'ambiance sociale. Elle désire également s'extirper du système de la copropriété. Elle achète une maison de ville avec terrasse dans le secteur Marne Yser.
Les malfaçons de leur logement de standing, neuf, ont poussé Hélène et son mari à changer d'appartement (infiltration d'eau, système de fermeture des volets endommagé, problème d'insonorisation entre les pièces).

• Avoir ses amis à portée de main, compter sur eux

Certains acteurs accordent une place non négligeable à la proximité des amis au quotidien. Cette proximité assure une sociabilité, voire une entraide, ou est simplement rassurante.
Nicolas n'est pas revenu par hasard sur Bordeaux après sa dernière mission humanitaire. Il a des amis qui peuvent l'héberger. C'est également l'endroit d'où il est parti avant sa dernière mission. De manière symbolique, il veut « revenir quelque part », retrouver un lieu familier qui serve de sas de décompression.
Loulou fait également un retour. Elle et son conjoint sont partis à Toulouse pour des emplois prometteurs. Ils reviennent pour leurs familles mais surtout pour leurs amis. Ils n'ont pas réussi à se faire un réseau d'amis et souhaitent effacer la période toulousaine.



• **La découverte**

Matthieu a voulu expérimenter un nouveau mode d'habiter, la colocation. Antoine est arrivé à Bordeaux pour, lui, expérimenter une nouvelle ville.

• **Synthèse**

La sélection d'un motif principal s'avère difficile dans la plupart des cas rencontrés, et fait ressortir le poids de la dimension subjective.
Les motifs familiaux, de réseaux sociaux et liés au cadre de vie apparaissent prépondérants parmi les personnes interrogées pour cette enquête, par rapport au motif professionnel par exemple. On déménage plus pour des raisons personnelles que professionnelles.
La dimension spatiale et historique est à prendre en compte aussi. Six personnes ont grandi dans l'agglomération, y ont toujours vécu ou bien sont revenues, marquant un attachement au territoire et/ou aux réseaux familiaux et amicaux.
Les autres personnes sont venues pour leurs études et pour des raisons professionnelles, puis par curiosité. Cependant le cadre de vie et ses représentations ont joué dans le choix de l'installation.
D'un point de vue méthodologique, l'analyse individuelle et non par ménage peut aussi modifier les observations. Lors d'un déménagement, quel membre du ménage prend-on en compte ? Par exemple, quand l'un déménage pour le travail et que l'autre le suit, doit-on les rassembler sous le même motif « travail » ou plutôt parler de volonté de maintenir la famille sous le même toit et de répondre à ses besoins ?

3.5 | Désirs et réalités

3.5.1 | La négociation

S'il n'y a pas accord parfait ou qu'à l'usage les choix évoluent, il y a souvent un système de négociation, par exemple lié à la distance par rapport à l'hypercentre, au prix ou la taille du logement, à la présence d'un jardin ou d'une terrasse. Pour Nichka, le fait que la sous-location soit inconfortable et très petite a été compensé par son emplacement près de la place de la Victoire. Pour HJ, peu importait l'emplacement tant qu'il y avait une connexion internet, une place pour un lit et un bureau. Ce logement était transitoire, ne sachant pas où il irait travailler. Marguerite, actuellement en location, entame un projet d'achat : *« Le futur appartement est moins dans le centre. Finalement j'ai trouvé là-bas, étant donné qu'il y avait un jardin, je me suis dit que ça contre-balançait cette distance (...) et il y a des commerces de proximité, pas un critère essentiel mais ça a rajouté une qualité ».*

Les personnes ne séparent pas forcément les critères logements des critères de localisation. Cette négociation, qui participe à la décision, ne s'applique pas seulement au rapport logement-localisation du logement.

3.5.2 | Les effets d'opportunités

Plusieurs acteurs ont déclaré avoir profité d'une opportunité. Considérons qu'une opportunité se définit par un accès privilégié à une offre (accès à l'information, proximité de celui qui propose l'offre, rapport de confiance...). Cela revient à évacuer des incertitudes. Cependant ce n'est pas parce que l'accès est différencié que les opportunités sont rares. Pour cette enquête, 5 personnes sur 15 estiment avoir eu une opportunité pour le logement qu'elles occupent, fruit d'une mobilisation de réseaux professionnels, amicaux ou familiaux.

Olivier explique que son réseau professionnel et sa connaissance du territoire ont favorisé le choix de son logement : *« Il se trouve que dans ma carrière à la ville de Bordeaux, j'ai fait plusieurs services, et j'avais des relations. Je savais, avec l'architecte en chef de la ville, (...) les plans, les prix des logements, les surfaces, j'avais tout. Après je trouvais ça magnifique, c'était pas des HLM à l'origine, c'était une propriété privée de la ville de Bordeaux (…). Les logements ici, ils ont des hauteurs de plafond de 2,75 m alors que normalement c'était 2,50 m. Ils ont des qualités, conçus de manière impeccable ».* Ça fait 50 ans qu'Olivier et sa femme y vivent. À cette époque, la Bastide était un territoire de projet. Olivier savait que des écoles seraient créées, qu'il y aurait des transports en commun, une maison de quartier, des commerces et qu'il y avait un challenge politique à la réussite de ce programme. Tous les services autour comptaient autant que la qualité du logement.

Le rôle de la belle-famille de Kiki a été très important dans son parcours résidentiel. Les biens immobiliers sont restés dans la communauté familiale, très ancrée dans Bègles et dans une rue en particulier : *« j'ai rencontré mon mari, on s'est marié et après on est venu vivre dans un appartement qui appartenait à ses parents. Et après on a acheté. Dans cette maison. Lui, il est Béglais de naissance. Ses parents avaient une menuiserie dans la rue, depuis 3 générations. Lui et son frère ont travaillé là aussi. C'est donc à cause de ça que je suis venue habiter dans la rue ###, parce que ses beaux-parents avaient à côté de chez eux une maison qui faisait appartement quoi. Donc j'ai logé là pendant 15, 17 ans et après je suis venue ici, et ça c'était la maison de son frère, qui nous l'a vendu ».* La transaction des biens se fait dans l'entre-soi.

C'est en mobilisant le bouche-à-oreille que Bella Dona et son petit ami de l'époque ont loué une maison à Tresses : *« On est resté à Bègles pendant deux ans et après, comme lui aussi il a grandi à Gradignan avec un jardin et des poules, on a commencé à chercher quelque chose de plus grand, avec plus de jardin. On bossait sur Bordeaux. Par chance la grand-mère d'un copain du théâtre louait une maison à Tresses, où je suis aujourd'hui. Le loyer est de 450 € pour 70 m² et le jardin fait 400 m² (...) un bon plan quoi ».* Bella Dona exprime cette opportunité comme une « chance ». En référence à l'analyse sociologique des réseaux, à combien de personnes se trouve-t-on d'une autre personne qui propose un logement ? L'hétérogénéité du réseau semble ici plus favorable que le niveau de revenu.

Pour trouver des sous-locations durant ses transits entre missions humanitaires, Nicolas mobilise bien plus son réseau d'amis que les professionnels de l'immobilier. Les possibilités offertes par internet facilitent clairement sa recherche. *« J'ai des amis qui sont dans l'humanitaire, qui viennent d'emménager ou qui partent, ou qui montent une coloc, ils vont quasiment tous faire passer le message via internet. Et*



moi la première chose avant de rentrer, c'est de mettre « tiens quelqu'un a entendu parler d'une coloc, d'une sous-loc ? » La plupart dans l'humanitaire est dans la même situation, chez la famille, les amis, à droite à gauche. ou bien partir directement en vacances, plusieurs semaines ou plusieurs mois quelque part ».

Le logement social apparaît lui aussi comme une opportunité, qui sortirait des canaux du marché classique. Les deux personnes occupant des logements sociaux (Boris – Loulou) considèrent qu'accéder à un logement social est une chance. Nicolas, qui en a occupé dans son parcours, a cependant évoqué ce qu'il a qualifié comme un dysfonctionnement : *« Le problème c'est qu'il en manque et l'attribution ne se fait pas justement. Le dossier, qui remonte sur la pile, parce que tu connais quelqu'un ou parce que tu les harcèles ! C'est pas normal. J'en ai profité OK, car j'en avais marre de prendre la flotte en caravane. Mais sur le principe je trouve pas ça normal que moi, parce que je connais le milieu, comment ça se passe et les arguments pour, je vais avoir plus de facilité pour avoir un logement que le gars qui connaît pas le système et qui lui va attendre 10 ans, pour se faire entendre que le dossier ne convient pas ».*

En définitive selon ces représentations, se voir attribuer un logement relève de la « chance ». Il peut s'agir aussi de « provoquer cette chance ».

• Synthèse

Les opportunités peuvent être de natures différentes. Il faut retenir ici le terme de réseau. Le réseau peut se caractériser entre autre par son degré d'ouverture et le gain potentiel, social, économique ou psychologique que l'on peut en tirer. Une connaissance plus experte du marché, du système des acteurs et des acteurs eux-mêmes ont permis que se créent ces opportunités (Olivier et Nicolas).

3.5.3 | Ce qui prime dans le choix du logement

Pour chaque individu, il y a eu généralement plusieurs critères entrant dans la négociation. L'intérieur du logement est apparu comme secondaire dans certains cas face à la localisation ou au prix. Un critère peut cependant être plus déterminant.

CRITÈRES DE CHOIX DU LOGEMENT PAR ORDRE DE PRIORITÉ	
Ambroisine	Disponibilité, maison, espace extérieur, pouvoir accueillir, être proche de la gare, proche du centre ville
Bella Dona	Un jardin, de la verdure, un loyer accessible, pas trop éloigné du tramway pour ne pas se déplacer tout le temps en voiture
HJ	Un logement accessible, un lit, une connexion internet, un bureau
Antoine	Un logement accessible, en colocation, pas en centre ville mais proche pour ne pas être tenté de consommer
Boris	Un logement accessible, T1
Franck	Rester loin de la ville et de la foule, avoir une maison, un jardin
Marguerite	Disponibilité, en centre-ville, se rapprocher de son travail, un coin salon, pouvoir accueillir, pas en résidence, pas en RDC, pouvoir se déplacer à pied
Matthieu	expérimenter la colocation, quartier St Pierre, quitter la Victoire
Nicolas	Trouver une sous-location, en centre ville, avoir une chambre avec une fenêtre, une connexion internet.
Nichka	Quartier St Michel-Nansouty, sous-location proche des TC
Hélène	Dans Bordeaux, T4 (une chambre de plus pour accueillir) un coin nuit et un coin jour séparé, un cellier, deux places de parking, 2 SdB, une terrasse.
Louise	Quartier Bastide, une maison de ville, deux chambres.
Olivier	F3, logement neuf, quartier bien équipé.
Kiki	Rester proche de la belle-famille, T4, un jardin.
Loulou	Disponibilité, agglomération bordelaise pour être près des amis et familles, un logement accessible, T4

• La disponibilité rapide du bien

La disponibilité est a priori une évidence mais les acteurs ne sont pas tous contraints par les mêmes temporalités. Marguerite et Ambroisine avaient toutes deux besoin d'un logement rapidement, en situation de transition. Cette disponibilité était le premier critère, mais pas l'unique.

Marguerite vit à 45 minutes de Bordeaux dans l'Entre-Deux-Mers lorsqu'elle obtient un emploi sur Bordeaux. Elle veut se rapprocher : *« C'était vers Noël, y avait très peu d'appart sur le marché, pas vraiment de choix. J'en ai visité deux, trois, ça convenait absolument pas. Déjà un c'était une résidence donc non, j'ai horreur de ça, un autre sale et sombre en rdc.... je veux pas habiter en rdc (...) La chambre séparée c'était pas un critère essentiel, si l'appart était plus grand ça m'aurait permis de mettre un*



paravent, mais surtout je voulais un vrai coin salon. Aussi pour accueillir des gens ». Le choix se construit en cheminant à travers l'offre. Elle choisit l'hypercentre pour être proche des bars, restaurants et commerces.

On constate aussi d'autres filtres, outre la disponibilité rapide pour Ambroisine : *« Je connaissais l'agglomération puisque je vivais déjà précédemment à Bordeaux et j'étais très pressée de trouver un logement car il fallait que je déménage très rapidement donc ça, ça a été le premier critère. Je cherchais une maison, second critère, je n'avais pas d'idée préconçue sur la maison, je souhaitais un espace extérieur et il y a un espace extérieur ».*

• Un logement accessible financièrement

Tout comme la disponibilité, ce critère apparaît évident. Il est présent et fondamental dans tous les entretiens. Cependant trois personnes expriment clairement que que ce qui comptait avant tout était le coût du loyer (H-J, Antoine, Boris). Ils sont en CDD. C'est par la colocation qu'Antoine répond à cette problématique. Boris a accédé à un logement social. HJ a pris un logement pas cher, mais très petit et sombre. Antoine et HJ n'ont pas voulu s'installer dans le centre-ville pour ne pas être tenté de consommer, ce qui relève d'un second critère, en lien avec le premier.

« Un lit, une chaise, une fenêtre »

Nicolas a besoin d'assurer son confort minimum dans un contexte de forte mobilité : *« Si je peux mettre un lit, une chaise, mais si y a pas de fenêtre ou juste un velux, je préfère planter ma tente sur les quais. J'ai besoin d'avoir le sentiment d'avoir de l'espace, avoir une fenêtre. (…) quand on est en expat, ce sont des maisons d'expatriés assez grandes avec un espace extérieur. Et le retour en France, je peux m'enfermer dans 10 m² ».* Nicolas exprime un décalage entre temps de travail et temps de transit, entre deux modes d'habiter. Dormir sur un canapé ne le dérange pas, mais la sous-location d'une chambre lui permet d'avoir de l'intimité. Les offres de sous-location sont proposées pour des temps déterminés mais lui ne sait pas pour combien de temps il en a besoin.

• Expérimenter la colocation, se valoriser

Matthieu a légèrement fait baisser ses charges en colocation mais l'intérêt pour lui était surtout d'expérimenter ce mode d'habiter. Il voit la possibilité d'un partage, de ne pas vivre seul et de profiter de plus d'espace. Cette expérience, de surcroît dans le quartier St-Pierre, est aussi valorisante au regard des autres. Le reste *« est suffisamment loin pour que personne ne vienne te voir chez toi ».* Le mode d'habiter, la localisation, la taille du logement et sa capacité d'accueil sont ici vecteurs d'une image positive. *« C'est sympa de dormir chez quelqu'un, mais c'est plus agréable de recevoir (…) J'avais un pote, c'était son malheur que personne ne vienne, car son appart était super mais était à Talence ».*

• Être proche de son réseau social

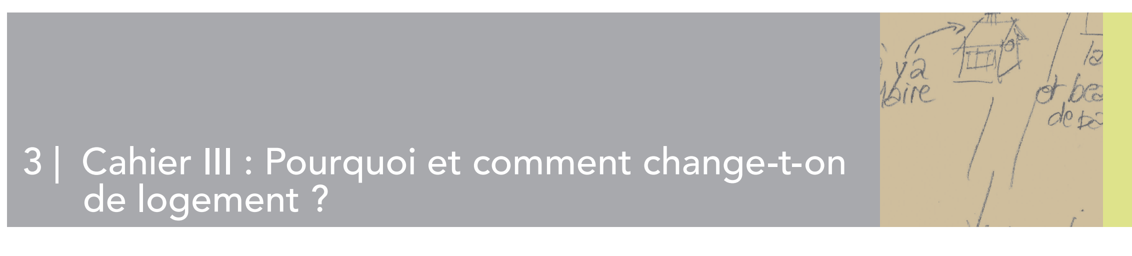
Même si le rapprochement ne se joue pas à la même échelle pour Loulou ou pour Nichka, les deux cas montrent un intérêt pour la proximité du réseau social.

Loulou et son conjoint après un déménagement précipité de Toulouse étaient prêts à s'installer n'importe où dans l'agglomération. Ils cherchaient au moins un T4 pour leurs trois enfants. Finalement, le logement est presque secondaire face au souhait de revenir « sur Bordeaux », près des amis, de la famille : *« On avait fait construire une maison à Toulouse, il (conjoint) ne pouvait même plus y dormir, c'était épidermique. Un rejet fort. On a mis la maison en vente (…) Et je suis tombée sur un office qui me demandait si on avait une zone prioritaire. On a dit que non, on voulait aller n'importe où ».* La mobilité se joue entre métropoles et entre deux types et tailles de réseau social. Le couple a privilégié la proximité des amis et de leurs familles à leur carrière professionnelle : *« On a tous les deux eu de très belles opportunités de boulot à Toulouse, un pont d'or impensable (…) Mais on s'est pas intégrés à la population locale ».*

Pour Nichka dans une situation précaire, le logement abordable ou la disponibilité ne sont pas les premier critères, même si cela est discriminant. Elle a plus de temps pour choisir. Elle cherche « St-Michel, les Capu », parce qu'elle y a construit tout son réseau et c'est le quartier qu'elle préfère. À travers la désignation d'un lieu, elle englobe amis, loisirs, ambiance, voire couleur politique. Il y a une forte identification et un attachement.

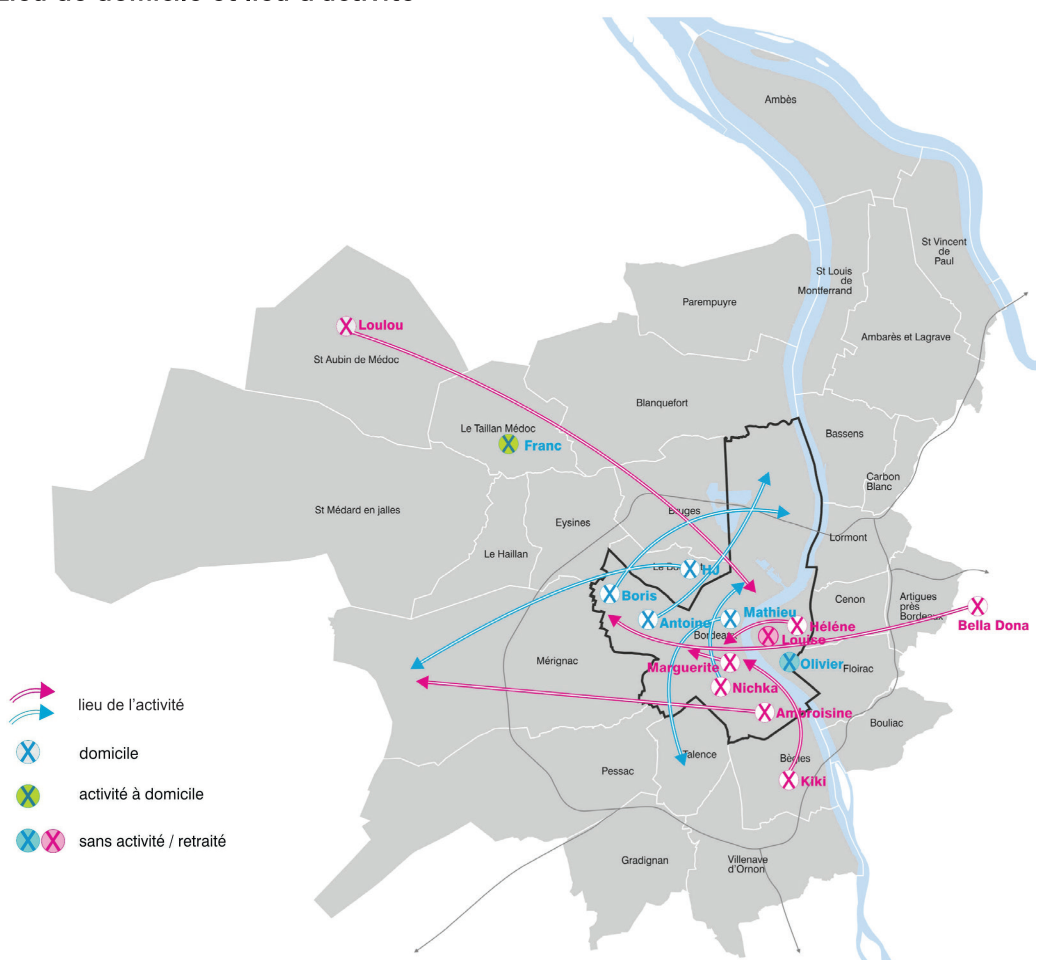
• Avoir un jardin

Les critères qui importaient pour Bella Dona concernent plus le prix et la présence d'un jardin que la qualité du logement en lui-même : *« Après la maison elle est vieille et pourrie, mal isolée, y a des fissures partout. (...) C'est pas le grand confort, j'ai chauffé à la cheminée cet hiver. À côté de ça j'ai un super jardin, le printemps et l'été je peux faire mon potager, faire des barbecue, recevoir des copains. C'est parfait ».* Il lui a été nécessaire de s'éloigner du centre pour obtenir un logement abordable avec un jardin.



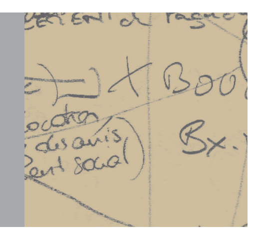
3.5.4 | Recherche de proximité/distance dans la localisation du logement

Lieu de domicile et lieu d'activité



Les distances ou proximités n'ont de sens que parce que les acteurs leur donnent un sens. On a pu se rendre compte du rôle parfois accordé à ces espacements, dont les motifs sont divers.

On constate à travers la carte du lieu de domicile et du lieu de travail que la localisation du logement n'est pas corrélée à la proximité du lieu de travail ou d'étude, à notre petite échelle de 15 personnes tout comme à grande échelle.



Part de la population active qui travaille dans sa commune de résidence

1975

1982

1990

1999

2006

En pourcentage d'actifs travaillant dans leur commune de résidence

0 - 20
20 - 30
30 - 40
40 - 50
50 - 60
60 - 70
70 - 80
80 - 100

Limite du Scot

a'urba. agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine

Sources : INSEE : RP 75, 82, 90, 99, 06

Rappel[33]: Tant en cœur métropolitain qu'à l'échelle de la Gironde, on travaille de moins en moins à côté de chez soi.

33. *Traits et dynamiques de la métropole bordelaise*, Bordeaux métropole 3.0, A'urba, Cub, 2010.

Toutefois la question du proche et du lointain est subjective. Nichka par exemple qui vit à la Victoire, trouve que son emploi à Bordeaux nord est loin de chez elle, alors que Kiki vivant à Bègles et travaillant Barrière Judaïque ne met *« que 20-25 minutes en vélo ».* La distance est perçue différemment. Elle combine une symbolique à une métrique.
Cette « non-proximité » entre travail et domicile peut être mise en parallèle avec les constats de l'enquête-ménages déplacement dans la Cub en 2009, puis ceux de Vincent Kaufmann[34] tirés d'une observation sur le territoire suisse.

L'enquête-ménage déplacement dans la Cub montre que les motifs de déplacements domicile-travail et domicile-études baissent et ne représentent plus que 23 % de l'ensemble des motifs. Les motifs achats, santé et loisirs restent stables. Les déplacements dits secondaires correspondent aux déplacements non liés au domicile (comme par exemple aller du lieu de travail vers un lieu d'achat). Ils représentent le quart des déplacements en 2009 et ont connu une forte progression témoignant de l'évolution de pratiques en « chaîne » ou sur la pause de midi (loisirs, achats, accompagnement…).

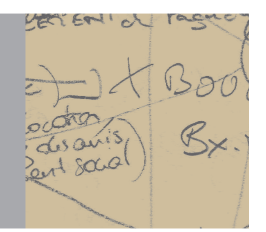
Pour Vincent Kaufmann, *« Le travail, raison encore dominante il y a une trentaine d'années, ne représente plus que 20 % à 30 % des « courses »* (valeur stabilisée aujourd'hui) ». Les déplacements loisirs ont fortement augmenté mais le fait de ne plus déjeuner chez soi pèse dans cette baisse. La baisse du motif de déplacement « travail » n'a-t-elle pas un impact sur la recherche d'une proximité entre lieu de travail et logement ?

Outre la géographie, l'offre en logements ou les revenus, cette distance peut être appréhendée par la relation que l'acteur entretient avec le travail, le poids qu'il lui donne relativement à d'autres univers. Dans la plupart des cartes mentales, la place des activités de temps libres et des réseaux sociaux est prépondérante, même s'il y a un écart entre les cartes et les pratiques décrites lors des entretiens.
Cet écart marque plusieurs types d'espace vécu : une géographie de l'affect sous forme de ressources, un espace mobilisé et un espace pratiqué quotidiennement.

Les personnes qui n'habitent pas à côté de leur lieu de travail ou d'études :
- ont suivi des logiques familiales : proximité du lieu de travail du conjoint, proximité des proches (Kiki) ;
- ont changé de lieu de travail sans déménager (Antoine) ;
- ont favorisé l'accessibilité au lieu plutôt que la proximité (HJ) ;
- n'ont pas d'offre correspondant à leur besoin et/ou niveau de vie dans le secteur concerné (Hélène) ;
- ont privilégié un lieu particulier ou une offre (Nichka, Matthieu) ;
- ont eu peu de liberté dans le choix de localisation du logement (Loulou, Boris).

Les étudiants et ex-étudiants du campus toujours installés à Bordeaux (HJ - Matthieu - Bella-Dona – Nichka) ont cherché un logement dans l'hypercentre bordelais, ou ont déménagé pour s'en rapprocher par la suite. La concentration des établissements de nuit, les événements culturels et festifs de l'hypercentre. Le manque de loisirs sur le campus et la dépendance aux transports en commun la nuit ne favorisent pas son attractivité résidentielle.

34. Kaufmann V., « Les paradoxes de la mobilité, bouger, s'enraciner », Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008, 115p (Le savoir suisse).



Des acteurs ne souhaitent pas vivre à proximité de leur lieu de travail :
- La ville ou le quartier où se situe le lieu de travail ne sont pas désirés, esthétiquement, fonctionnellement ou socialement (Ambroisine).

La distance a un rôle : elle permet de séparer les univers, se protéger d'une aliénation : *« Je vois pas comment tu peux prendre du recul sur la vie si tu fais tout au même endroit. Prendre du recul, changer de point de vue, c'est aussi changer de géographie, dans nos relations humaines, professionnelles, dans tout ce qu'on fait »* (Bella Dona).

En dehors du travail, on peut observer d'autres types de mise à distance/proximité :
- un éloignement volontaire du centre ville pour des raisons économiques. Antoine et HJ ont choisi de ne pas habiter l'hypercentre et les lieux trop animés par crainte de la tentation de consommer. Antoine précisera *« quand tu habites en centre-ville, tu ne fais que dépenser ton argent, or de l'argent j'en ai pas des masses, je serais ruiné si j'habitais là-bas ».* HJ pour sa part explique qu'il aime bien aller se balader dans les magasins le samedi mais que s'il y passait tout le temps il aurait envie d'acheter beaucoup trop de choses. De plus, HJ parle d'être protégé et de protéger ses biens.
- Bella Dona et Franck quant à eux ont cherché à se mettre à distance de la ville, pour ne pas la subir au quotidien. Bella Dona rejette la pollution et la promiscuité et a un fort besoin en espace vert. Franck n'aime pas non plus la promiscuité et ne supporte pas la foule. Cela fait 20 ans qu'il n'a *« pas mis les pieds dans la rue Ste-Catherine ».* Son parcours résidentiel est marqué par un éloignement progressif de Bordeaux. Cette mise à distance s'accompagne d'une mise à proximité de la nature pour Bella Dona. Elle préfère un espace vert privé ou non-aménagé, à des jardins et parcs en ville. Cependant elle se rend souvent à Bordeaux. Elle crée une situation où elle est en position de choisir.
- Depuis leur adolescence, Louise et Kiki ont progressivement fui la campagne. Le manque de mobilité a été vécu comme une exclusion sociale.
- Plutôt que de garder de belles situations professionnelles à Toulouse, Loulou et son conjoint ont tout quitté pour revenir près de leurs familles et des amis. Ils se sentaient isolés socialement.

Certains territoires sont bons à pratiquer mais pas à habiter, notamment l'hypercentre et la campagne « éloignée ». Des individus aiment l'hypercentre mais n'y vivraient pas, trop de bruit, trop cher, pas pratique.. Tout comme d'autres ont besoin de s'aérer à la campagne, « mais pas trop longtemps ».

3.6 | Conditions de vie et condition d'accès

Accéder à un logement met en lien deux éléments : le marché du logement et l'acteur. Le lien s'apparente à une procédure. Il nécessite un ensemble de conditions favorables, notamment que l'acteur soit en situation socialement adéquate face au marché (accès à l'information, prix, temps disponible, accessibilité au lieu etc.). Les conditions de revenus, de stabilité, de garantie dont l'acteur doit jouir sont appliquées de fait comme une norme. On s'y soumet. Le lien par la transaction ou l'offre de location s'accompagne d'un contrat.

La « situation normale » qui s'appliquerait au plus grand nombre (et donc que le plus grand nombre accède simplement et facilement à un logement via cette situation normale) est une idée qui ne semble pas partagée par les personnes interrogées. Dans l'ensemble, ils trouvent cette procédure compliquée, et ce en dehors de la seule question du logement abordable. Cette « situation normale » renvoie la situation d'une part importante des individus à une position atypique, alors que la réalité est plurielle.
Plus particulièrement, sur 15 personnes interrogées, 6, principalement des jeunes adultes, déclarent avoir ou avoir eu des difficultés pour accéder à un logement. Avec ou sans argent, la justification administrative est la première épreuve. Viennent ensuite les contraintes de budget, de temps. L'accès au logement pose plus fondamentalement les questions du champ des possibles, du droit au logement aux désirs et besoins qui évoluent.

• Se loger et se meubler seul coûte plus cher qu'à plusieurs

Les locations de petits logements, notamment dans l'agglomération[35], sont les plus chers au m² (T1=13,2 €/m² ; T4=8,2 €/m²). Habiter seul dans un logement équivaut aussi à s'assurer seul, payer le loyer, les charges et les télécommunications seul, et disposer d'équipements et de mobilier pour pouvoir fonctionner de manière autonome.

En sous-location près de la place de la Victoire, Nichka recherche une colocation pour éviter la constitution d'un dossier trop lourd, diminuer les coûts du logement, de l'installation, de l'équipement et de la nourriture en mutualisant les objets et les achats. Elle recherche également la présence d'un lien social. Nichka se considère toujours en difficulté depuis qu'elle a quitté le domicile parental il y a 10 ans. Elle ne peut pas compter sur ses parents. Aujourd'hui en CDD, elle gagne environ 1000 €/mois. Elle a eu recours plusieurs fois au locapass[36]. Bien que très utile, le système locapass reste lourd et ne séduit pas les bailleurs privés, qui peuvent sélectionner leurs locataires. Dans l'urgence, elle ne peut compter que sur ses amis pour l'héberger, pour garder ses affaires. Se loger seule lui coûterait la moitié de son salaire, sans compter l'installation. Travailler pour payer un logement n'a pas de sens, elle veut profiter de la vie, se divertir.
Nichka ne recherche pas forcément une stabilité à long terme, elle veut *« que ce soit plus facile de changer de logement »*.

• Un accès à l'information 24h/24 : une réactivité qui s'accélère

Selon la tension sur le marché, chercher un logement peut être chronophage, par exemple quand on occupe une activité à temps plein. L'offre, présente sur le web, entraîne des questions d'emploi du temps nouvelles, un mélange des temps dédiés au travail et au temps libre. Les prises de rendez-vous et les visites de biens nécessitent ensuite réactivité et disponibilité.

HJ trouve un petit logement après avoir quitté la cité U : *« Il me fallait juste un endroit pour dormir, pour chercher du boulot. J'avais ma connexion et mon ordi, donc je pouvais commencer à travailler. Depuis mon stage j'ai eu beaucoup de contrats j'ai*

35. Données observées sur la CUB au 01/01/2011; OLAP-A'urba, enquête loyer 2011.

36. Le locapass est un dispositif mis en place par l'Etat pour l'aide à l'installation logement, dans le locatif principalement. Il permet entre autre d'avancer la caution et d'avoir un garant via l'Etat.

pu bosser chez moi. Cet appart c'était juste un truc pour dormir en attendant que la situation se débloque. Après quand on trouve le boulot, on a plus du tout de temps pour trouver un appartement. Je remets toujours à demain. J'avais pas non plus réfléchi aux transports parce que je ne savais pas, je n'avais pas de contraintes pour aller de tel à tel endroit. Mais maintenant c'est différent » Il regarde les annonces, mais il termine sa journée de travail trop tard pour faire des visites. Il n'ose pas demander à son premier employeur de partir plus tôt.

• Un manque d'offre locative de courte durée

Le parcours résidentiel peut se traduire par des formes d'hypermobilité choisie ou subie (ex : cadres supérieurs, saisonniers, stagiaires, personnes en grande précarité...). Nicolas a de l'argent, mais pas la stabilité administrative : il ne peut pas fournir de justificatif de domicile, de contrat de travail à durée indéterminée. À 36 ans il ne veut plus demander à ses parents de se porter caution. Un préavis de 3 mois est beaucoup trop long pour des transitions de quelques semaines à quelques mois entre deux missions à l'étranger. De ce fait il va chez des amis ou pratique la sous-location. Il privilégie le centre-ville pour « profiter » et ne pas être tributaire des horaires de tramway le soir. Les appart-hôtels en centre ville selon lui restent chers et peu conviviaux. Et *« ne pas avoir de logement fixe, avec toute la paperasse qui va avec »* c'est s'extraire de tout un tas de contraintes.

• Un retour difficile à la réalité du marché locatif

Les changements de parcours tels que ruptures conjugales ou pertes d'emploi peuvent entraîner une baisse du niveau de vie et un sentiment de déclassement social qui se répercutent sur les conditions de vie et le logement.
Boris, après son divorce, a été confronté à la recherche d'un logement, son ex-épouse conservant l'usage de la maison. Enchaînant les CDD, il n'arrive pas à obtenir un logement et se fait héberger près de 8 mois chez un ami dans le Médoc : *« On n'est pas chez soi, on est obligé de vivre au rythme des personnes chez qui on vit, ce qui fait que bon.... je partais très tôt le matin et je rentrais le soir assez tard, donc je m'arrangeais pour terminer le boulot plus tard pour pas les déranger, ou bien je me débrouillais pour manger n'importe quoi, n'importe où.... pour leur laisser une vie de famille ».*

À plus de 50 ans, constater que les offres ne sont pas à sa portée est angoissant et entraîne des concessions. Il a finalement accédé à un logement social, mais a mis du temps à « s'installer » : *« J'ai eu les clés à 15h, à 17h une copine me revendait un lit. J'ai campé pendant un moment. J'avais pas de gazinière, pas de réfrigérateur, j'avais un camping-gaz que j'avais emprunté à mon ex-femme car on s'entendait encore à ce moment là. J'avais l'impression d'être un étudiant qui prenait son premier appart, le matelas par terre, c'était le souk, des assiettes par terre ».*

• Recherche F4 désespérément

Les personnes qui jouissent d'une situation plus confortable, ou plus conforme aux normes exigées sur le marché du logement, ne sont pas épargnées par les difficultés d'accès. La démarche reste lourde.

Hélène et son mari ont deux enfants, dont un qui vit encore au domicile familial. Les revenus du couple sont élevés, à peu près 4500 €, et ils profitent d'un héritage. Même si leur aîné a décohabité, ils ont souhaité conserver une chambre de plus pour accueillir de la famille ou des amis : *« On a fait beaucoup d'agences, qui nous disaient qu'elles allaient nous rappeler, nous trouver quelque chose.... c'est vrai que les F4 c'est pas facile à trouver parce que c'est très demandé. Des F2 on en trouve, des F4 on n'en trouve pas. Enfin pas beaucoup. En fin de compte on a trouvé difficilement. On a cherché pendant un an. Et les trois derniers mois on a repris contact avec les agences, et on s'est rendu compte qu'ici sur le même quartier, sur l'avenue Thiers, il y avait énormément de neuf qui se construisait »*. Seule l'offre en neuf a pu répondre à sa demande de F4 tout en restant proche du centre ville.

- **Synthèse**

Le choix du logement donne lieu à une négociation entre plusieurs critères.

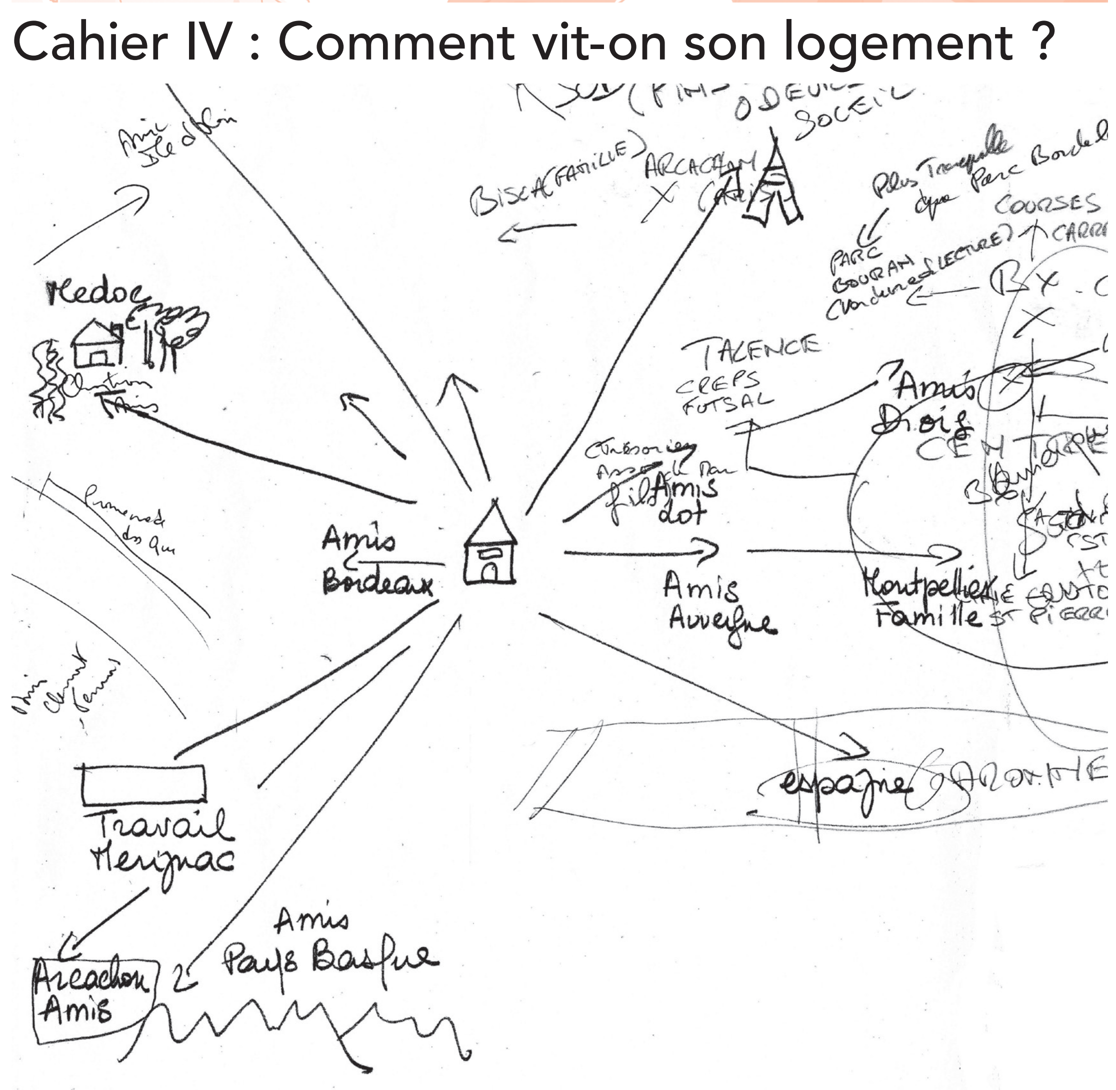
Ces éléments ne peuvent être compris dans l'absolu. Ils sont relatifs à d'autres lieux dans l'espace vécu, à des coûts, à des enjeux sociaux (proximités recherchées...). Tous les individus ne sont pas égaux dans la recherche d'un logement, et ne lancent pas les mêmes démarches pour l'obtenir. Cinq personnes estiment qu'elles ont profité d'une opportunité. Ces opportunités extirpent l'acteur des aléas du marché et de la concurrence entre particuliers. Elles restent dans la plupart des situations provoquées par les acteurs eux-mêmes. Le logement social est considéré comme une opportunité qui ne fait pas partie du marché classique du logement. L'appui des réseaux interroge par ailleurs la nature de ses réseaux et la capacité à les mobiliser. Dans le choix du logement, il y a un critère qui prime, mais c'est un ensemble d'éléments qui construisent l'équation de ce choix. Des critères très factuels ou fonctionnels participent de cette équation (distance au travail, nombre de chambres, etc), l'accessibilité ou la proximité des proches apparaissent aussi importantes, tout comme l'ambiance des lieux et la temporalité de l'action de choisir. Le critère prioritaire peut être la disponibilité rapide du bien, auquel s'ajoutent les critères maison et terrasse. Il peut se réduire uniquement au montant du loyer, sans condition de localisation et de forme de logement, ou d'urgence. Ou encore, l'intention principale est d'expérimenter une manière d'habiter telle que la colocation.

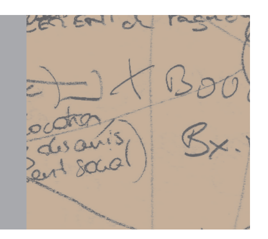
Se focaliser sur les critères de choix met surtout en avant le libre arbitre des individus, mais les éléments contextuels rappellent que la recherche d'un logement reste un parcours du combattant et quasiment un emploi à temps partiel. Tous les acteurs, quel que soit l'âge, le niveau de revenu, la connaissance du marché ou la capacité à faire jouer les réseaux, en témoignent.

Les conditions d'accès (location ou achat) demandent une série de pièces a priori standards. Ce dossier crée une norme, son acceptation par le bailleur ou vendeur est une épreuve à laquelle l'acteur doit se soumettre. La pluralité des parcours de vie rend cette épreuve parfois ardue. Il exige une stabilité, un niveau de revenus adéquat et des garanties que tous les individus ne sont pas en mesure de prouver. De ce fait cette épreuve marginalise une partie des individus face au marché. Ensuite, ces problèmes d'accès au logement s'illustrent de différentes manières. Être seul avec un revenu inférieur au smic ne permet pas de vivre dans de bonnes conditions. Il est question du prix du loyer, des garanties et du coût d'installation avec un « reste à vivre » qui ne permet pas de s'épanouir. L'offre en logement, maintenant largement relayé sur le web, implique une plus grande réactivité et entraîne un mélange des temps dédiés au travail et au temps libre. Il est compliqué de trouver certains produits : les grands logements (F4, F5) et les logements de courte ou moyenne durée (allant d'un mois à 3 mois). Suite à une séparation conjugale, il peut être difficile de se confronter à nouveau au fonctionnement du marché, plus tendu.



Cahier IV : Comment vit-on son logement ?





4.1 | Fabriquer son « chez soi »

Perla Serfaty-Garzon[37] parle de versant actif de l'habitat : « l'habitat est le projet d'engager l'espace habité dans la construction de soi ».
Les acteurs s'adaptent à un logement et adaptent également leur logement. Cette adaptation ou négociation de soi dans un espace est un processus créatif. L'installation puis la vie quotidienne mettent en valeur écarts ou harmonies pour les personnes interrogées et les considérations ne sont pas simplement liées aux murs ou aux objets.
Les informations sont ici scindées afin de mettre en valeur les relations jugées plutôt harmonieuses avec le logement et les écarts qui rendent l'occupation plutôt difficile selon les acteurs. Il faut préciser que rien n'est totalement tranché. Comme il a été mentionné dans la question du choix, des négociations ont lieu entre le mode de vie et les différents attributs que possède un logement, tant à l'intérieur qu'à l'échelle de l'espace vécu. Parmi les acteurs interrogés, personne ne décrit une situation totalement parfaite ou totalement insoutenable.

4.1.1 | Les relations harmonieuses au logement et à l'environnement

• Une maison de vacances

Ambroisine a quitté le quartier Caudéran vécu comme « trop snob » et une copropriété problématique. L'autonomie de sa maison la rend plus sereine, même si elle a découvert après son installation la nécessité de faire des travaux coûteux. Elle a un espace extérieur dont elle profite, des couchages pour recevoir des amis, suffisamment de place pour peindre, bricoler : *« c'est une petite maison qui a un côté agréable, elle fait un peu maison de vacances. Elle a un côté assez plaisant. C'est le côté bas sous plafond, l'ouverture sur l'extérieur de la pièce à vivre, le côté cuisine non séparée, bon et le côté pratique, elle a deux chambres très séparées, une cave qui est grande, cet espace extérieur, elle est bien située par rapport à la gare. ».*
Elle passe moins de temps dans sa maison depuis qu'elle a rencontré son ami. Elle se rend un week-end sur deux à Paris, mais ne souhaite pas déménager. C'est aussi quelque part une maison de vacance pour son conjoint. Elle apprécie de plus la mixité sociale autour de chez elle : *« un quartier mélangé, c'est ce que j'apprécie moi, j'apprécie le fait que ce soit d'origines sociales, voire d'origines dite "mélangées" ça me convient ».*

• Une bonne entente de voisinage, mais « il devrait y avoir plus de femmes pour penser le logement »

Hélène et son conjoint ont déménagé dans un appartement neuf dans le quartier Bastide. Elle se sent à l'aise grâce à la configuration de ce logement et à l'ambiance autour : *« Oui, quand on est arrivé, il y en a qui sont venus prendre l'apéritif à la maison, on discute... on trouve qu'ici, dans cet immeuble, que c'est plus familial, (...) Alors que dans l'autre immeuble, qui était d'un standing plus élevé, les gens étaient plus... plus de distance ».* Elle apprécie le quartier : *« On est très bien. On est très bien parce qu'en fin de compte, on a des commerces de proximité et on a également*

37. Serfaty-Garzon P., « Le chez-soi : habitat et intimité », in : Segaud M., Brun J., Driant J-C, Dictionnaire critique de l'habitat et du logement, Paris : Armand Colin, 2003, p65-69. [en ligne] http://www.perlaserfaty.net/texte7.htm

tout ce qui est grand centre commercial, Bouliac à côté et Lormont Carrefour juste au dessus ».

Les parties jour et nuit bien séparées, la terrasse et les places de parking ont été des critères déterminants dans le choix du logement, tout comme la présence de deux salles de bains. Elle émet toutefois des critiques sur les deux logements neufs dans lesquels elle a habité : *« il y a des fois où on se demande si les gens qui construisent ils pensent qu'il y a des gens qui vont habiter dedans. (…) Pour une famille qui a des enfants en bas âge, ils peuvent même pas stocker une poussette (…) Une machine à laver, on revient comme on faisait avant dans la salle de bain, je trouve ça bizarre (…) Pour moi dans un logement neuf, il devrait y avoir un local, une buanderie, un endroit où l'on puisse mettre le linge. Je pense qu'il devrait y avoir plus de femmes pour penser le logement. Voilà, parce qu'on a l'impression que c'est pensé par des hommes qui ne vivent pas... qui ne gèrent pas le quotidien d'une famille ».*

• La nature pour lutter contre l'aliénation de la ville

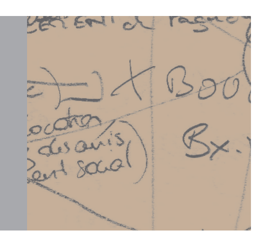
Bella Dona revit depuis qu'elle a trouvé un bout de jardin : *« J'ai été habituée à vivre dehors petite. Quand je suis arrivée à Bordeaux, j'étais dans une échoppe avec un tout petit jardin et très vite j'ai pété les plombs. Besoin d'espace naturel, des oiseaux. Après la ville m'apporte plein de trucs, la vie culturelle, les associations, les sorties, c'est génial. Mais je peux pas sacrifier ma vie quotidienne, ça me rend folle ».* De surcroît, travailler, se divertir et dormir en ville, est une forme d'aliénation. Depuis qu'elle habite à Tresses, elle ne ressent plus ce besoin pressant du vendredi soir *« Qu'est-ce qu'on fait, on va où ce soir, ce week-end ? ».* Son emploi à temps partiel lui permet de ne pas être *« à bloc comme ceux qui ont que 5 semaines de congé, et qui doivent bouger sinon ils explosent. ».* Elle a rationalisé les défauts de sa maison en joignant l'utile à l'agréable : héberger des amis et partager les charges. Son réseau social lui permet également d'avoir des pied-à-terre à Bordeaux quand elle veut sortir.

• Les aides à domiciles, passeport pour rester « chez soi »

Olivier, 86 ans, et sa femme vivent dans le même logement à la Benauge depuis plus de 50 ans. Ils connaissent le quartier et ne souhaitent pas en changer. Sa femme assurait les tâches ménagères jusqu'à ce qu'elle ait des problèmes de santé. Depuis 3 ans, deux aides à domiciles viennent pour compenser cette perte d'autonomie. Des travaux tels que la poussière sur le lustre, les vitres, l'aspirateur sont devenues dangereux. Elle arrive toujours à monter et descendre les escaliers jusqu'à leur appartement au 2e étage. Ces aides à domicile créent également un lien social. Avoir du passage régulier à la maison permet de discuter, ne pas rester centré sur le couple, lui étant plus mobile.

L'étude « vieillir dans la métropole bordelaise[38] » de 2006 montre que le logement peut être à la fois un refuge et une prison. S'il n'est pas adapté, il met l'occupant ne jouissant plus de toutes ses capacités physiques ou mentales en situation de danger. Les adaptations des espaces intermédiaires sont aussi importantes. La présence d'étages peut limiter voire empêcher la personne de sortir de son domicile, s'il n'y a pas d'ascenseur dans l'immeuble ou de monte-escalier.

38. A'urba, *Complexité : Vieillir dans la métropole bordelaise*, 2004.



4.1.2 | Les relations dissonantes et difficultés liées au logement et à l'environnement

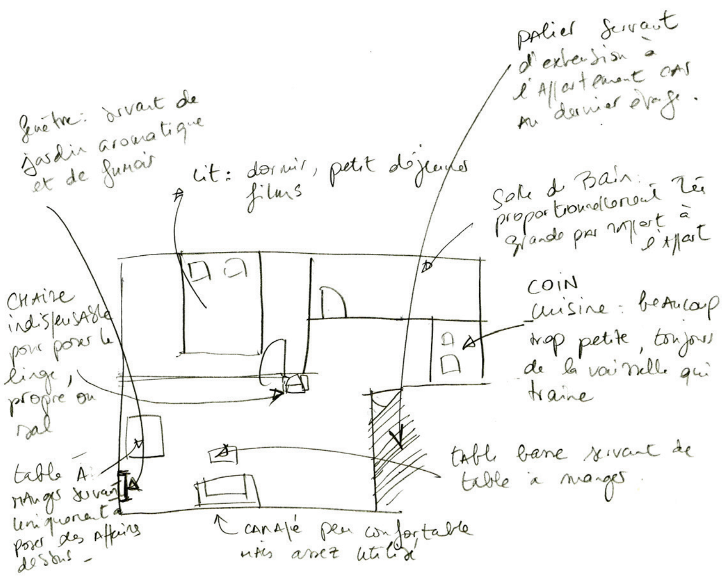
Si l'on graduait les conditions du bien-être dans son logement au quotidien, l'une d'elles serait de pouvoir s'y maintenir. Ce n'est pas ici le logement qui est à adapter par le sujet pour lui-même, mais le sujet qui doit faire en sorte de continuer à correspondre aux exigences de son logement en terme de coût.

Kiki vit dans une maison à Bègles avec ses fils de 16 et 18 ans. Elle en est satisfaite, mais doit absorber un crédit important depuis sa séparation : *« il y a eu un arrangement, parce qu'il était au chômage et ne pouvait plus payer ses crédits. Un crédit chacun, un avancement de fond chacun. Et donc comme il a arrêté de payer le crédit, et moi (repris) en totalité, du coup le pourcentage s'est changé. J'ai rattrapé 10 % de propriété ».* Elle fait des concessions. Elle ne se sert plus de sa voiture et se rend en vélo au travail, elle fait ses courses dans plusieurs endroits pour trouver les meilleurs prix pour certains produits. Elle chauffe peu. Les difficultés financières marquent son quotidien. La situation devrait s'améliorer avec la baisse progressive du crédit, puis l'accession définitive dans quatre ans. Cependant la suppression de postes dans son service la plonge dans l'incertitude.

• Un logement trop étudiant

Le développement de l'université a eu un impact sur l'offre en petits logements.

Il faut rappeler son développement dans les quartiers St-Michel et Victoire durant les années 90. Avec la taille des ménages qui tend à se réduire, cette offre ne concerne plus uniquement les étudiants. La configuration des logements prévue pour les étudiants est-elle adaptée à des acteurs plus âgées ?



Carte mentale - espace vécu - Marguerite

On peut écouter les remarques de Marguerite comme révélateur d'inadaptation d'un logement à un mode de vie. Installée dans un petit T1, elle considère la configuration et les matériaux « trop étudiants » : *« Il est assez cher, pas forcément très agréable mais assez lumineux. Il fait très appartement d'étudiant, le lino par terre, la chambre est minuscule (...). Je voulais une chambre quand même. Pour recevoir du monde. Je fais pas mon lit, j'ai pas envie qu'on voit le lit défait et ça permet d'héberger du monde pour que chacun ait son intimité aussi ».* La cuisine est trop petite. Cet appartement ne peut être que transitoire. À 30 ans, elle a davantage d'affaires que durant ses études et se sent à l'étroit.

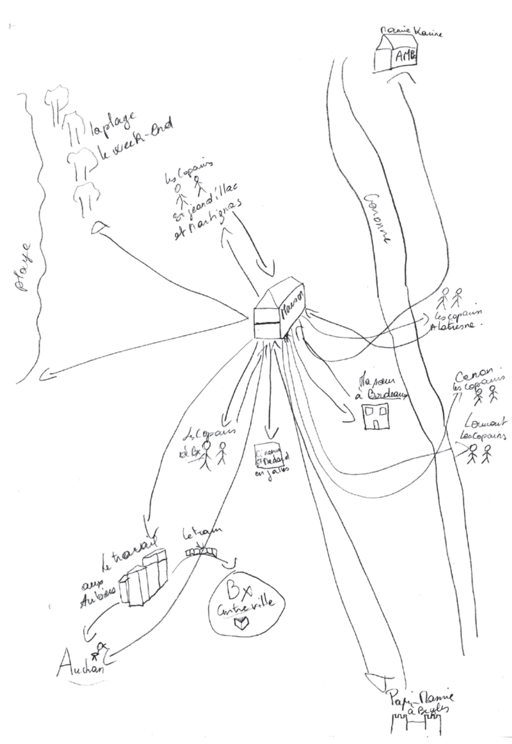
• Un logement trop loin du centre-ville

La solitude n'est pas déterminée par le logement, sa taille « trop petite » pour accueillir ou son éloignement des lieux de vie urbains ou des proches. Malgré tout, la combinaison de tous ces aspects peut accentuer ce sentiment de solitude. Boris installé dans un T1 entre Mérignac et Bordeaux invite peu de personnes. Vivre seul et loin de l'animation du centre-ville ne lui convient pas. Les invités viennent moins facilement. L'accessibilité concerne la personne qui habite et celle qui visite. Il ne peut pas installer une grande table, qui le gênerait quand il est tout seul. Il grignote plus qu'il ne mange. De manière générale, il s'investit beaucoup moins dans le logement que lorsqu'il était en famille. Son réseau social se joue ailleurs.

Louise aspire, comme Boris, à revenir en centre-ville. Elle considère qu'elle n'est pas loin, à Bastide, mais il y a une rupture avec le fleuve. Après avoir vécu plus de 20 ans rue Ste-Catherine, la foule, les cafés bondés lui manquent, et Bastide est trop calme pour elle. Elle ne se considère pas en centre-ville. Avoir tout à portée de main reste le mode d'habiter qu'elle préfère. Elle n'a pas changé ses habitudes vis-à-vis des commerçants qu'elle fréquentait auparavant.

Loulou illustre par le biais de sa carte mentale ci-après un réseau d'amis très nombreux. À en croire cette carte, on pourrait imaginer que le couple voit ses amis très fréquemment. Toutefois, cette carte montre une absence de hiérarchisation entre le quotidien et l'occasionnel, mis sur un même niveau d'importance.

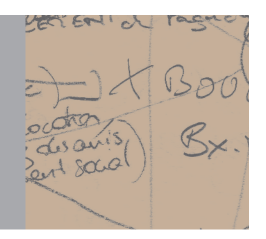
Un espace vécu saturé de trajets



Carte mentale – espace vécu - Loulou

Quelques indices le mettent en valeur : *« Si on vous proposait une logement social en centre ? Moi j'irais mais Monsieur non. Il veut garder ce côté vert.(...) Moi c'est plus pour le côté pratique, vie sociale. Là à St Aubin, les copains qui passent à l'improviste pour l'apéro c'est pas possible. Qu'aimez vous dans cette ville ? À titre personnel moi pas grand chose, car c'est loin de tout, 45 min pour aller au boulot en voiture. Maintenant avec 3 gamins ça devient lourd. et moi si j'ai envie d'aller voir les copines pour sortir le soir, j'en ai pour une heure. Le cinéma etc... »*.

Pour voir ses amis, c'est surtout elle qui se déplace. D'autre part, Loulou explique qu'elle rentre souvent tard du travail. La localisation du logement à St-Aubin joue sur la vie de famille. Il y a un désir de recevoir dans cette maison dont elle laisse « les portes ouvertes », et celui de profiter davantage des amis et sorties. Un conflit au sein du couple se joue autour de la localisation du logement.



• Ne pas se sentir chez soi

La location interroge la relation locataire/bailleur, le contrat légal de location et ce qu'on pourrait appeler le contrat tacite.
Antoine ne se sent pas chez lui. Ses propriétaires lui laissent selon lui peu de libertés d'appropriation. En dehors des chambres des colocataires, tout le mobilier et la décoration sont ceux des bailleurs et les occupants ne peuvent rien toucher « même si la décoration est horrible, veilles croûtes, ça sent le vieux ». Dans le bail ce n'est pas une location meublée. Une chambre reste libre car les propriétaires font de cette maison un pied-à-terre à Bordeaux. Ils viennent plusieurs fois dans l'année une semaine ou plus. Antoine a l'impression de faire du gardiennage et de l'entretien.

• Le bureau à la maison, un flou entre temps privé et temps public

Franck travaille chez lui depuis 10 ans. Il a installé son bureau face au portail. La partie privée de la maison possède une entrée distincte. Il est satisfait de ne plus être salarié et de travailler à la maison, mais il a du mal à limiter ses horaires de travail. Il fait des pauses, s'y remet, il est parfois en décalage avec sa femme pour les repas, pour dormir. *« Je suis indépendant, (…) Et je ne retournerai plus jamais dans le monde du travail car quand je suis ici je peux bosser habillé n'importe comment, je prends ma douche à l'heure que je veux, je fais les heures que je veux quand je veux, je peux bosser le WE, je peux bosser la nuit. La semaine dernière je me suis levé à trois heures pour bosser jusqu'à 7H30/8h, je suis retourné me coucher. Et si j'ai pas envie de répondre, je réponds pas. Je ne vais pas chercher mes clients parce que j'ai une clientèle qui tourne toute seule quasiment, l'été c'est un peu creux, bon l'été dernier c'était assez catastrophique, je faisais du 400 euros par mois donc ce n'était pas énorme mais après les hivers ça tourne bien »*.

Malgré tout, cela conduit des clients à débarquer ou l'appeler n'importe quand : « parce que les gens savent que je suis chez moi donc j'ai des clients, et même un avec qui je me suis fâché, qui m'appelait le dimanche parfois le dimanche matin vers 7h30/8h. (…) La plupart du temps, ce sont des particuliers ou des clients directs. Si je travaille avec des imprimeries ou une agence, pour eux les bureaux sont fermés, ils sont déconnectés du travail ».

4.2 | L'ouverture du logement

« Dedans et dehors forment une dialectique d'écartèlement et la géométrie évidente de cette dialectique nous aveugle dès que nous la faisons jouer dans des domaines métaphoriques. (…) On donne à ces pauvres adverbes de lieu des puissances de détermination ontologique mal surveillées »[39].

Le logement peut s'apparenter à un lieu de circulation de personnes, de biens et d'idées. Si l'on part du principe que l'individu est mobile et non sédentaire[40], le logement peut être considéré comme un espace temporaire.

39. Bachelard G., « La poétique de l'espace », Paris : PUF, 2010 (éd. 1957), 228p. (Quadrige).

40. Stock M., « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans une société à acteurs mobiles », in Espace-temps.net, 2006. [en ligne] http://test.espacestemps.net/articles/lrsquohypothese-de-lrsquohabiter-poly-topique-pratiquer-les-lieux-geographiques-dans-les-societes-a-individus-mobiles/

Par ses multiples facettes, le logement tout en étant le lieu de l'intime, n'est pas que le bout du chemin, la fin d'une déambulation. Avec la présence des télécommunications (télé, radio, téléphone ou internet), la distinction entre dedans et dehors n'est pas nette. On parle à propos de la télévision d'un double mouvement de privatisation d'un espace public et de « publicisation » d'un lieu privé[41]. Le logement est contenant, traversant et étape. Il est aussi connecté à la sphère publique. Beaucoup d'ouvertures existent, au sens propre comme figuré. Le logement et le hors-logement ne peuvent être mis en opposition comme-ci ils étaient deux mondes différents. Il existe des facteurs matériels, contextuels ou culturels qui permettent ou entravent différentes circulations.

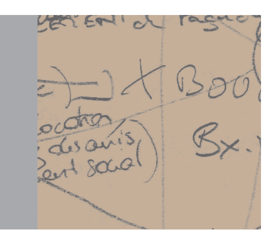
La fréquence des entrées, ou visites, dépend de ces facteurs. Habiter loin des personnes proches par exemple rend plus difficile les visites par hasard. La visite à l'improviste est assez peu évoquée. Outre la fréquence c'est aussi le moment de la visite. Les accueils les plus courants se font en soirée et le week-end. Accueillir pour la nuit est moins fréquent et se déroule surtout quand la personne accueillie n'habite pas le territoire. Être hébergé parce qu'on prend la voiture après une consommation d'alcool ou parce qu'il n'y pas plus de transports en commun est plus courant chez les personnes jeunes. S'il est ici question de festivité, l'hébergement pour des raisons pratiques ou économiques a concerné la moitié des personnes interrogées, comme hôte ou comme hébergé, allant de quelques semaines à plusieurs mois.
Chaque individu s'est construit une limite à l'acceptable à propos du temps passé à accueillir. La possibilité d'accueillir dépend de l'emploi du temps et de la tolérance à voir un espace fabriqué pour soi, modifié et approprié par d'autres.

Le logement semble investi dans la plupart des entretiens (temps passé dans le logement, visites...). Toutefois dans 1/3 des cartes mentales, l'acteur ne se projette pas et reste en retrait de sa description. Dans les dix autres cas, le sujet apparaît dans son logement, voire signale les membres de sa famille ou ses colocataires par différents procédés : des empreintes de pas dans le logement, des flèches de déambulation, des adjectifs possessifs quand le dessin comprend du texte (« mon bureau »), le nombre de chaises autour d'une table. Franck : *« la télé de Madame »* - Nichka : *« partie blindée d'affaire par la locataire »* ; *« mes affaires »* - Matthieu : *« penderie de Mathilde (du XIXe siècle !) » « salle de bain des filles ».*

Les personnes ne s'étant pas projetées dans le logement sont de manière générale celles qui ont donné le moins de détails sur leur intérieur et ont été les plus mal à l'aise pour le faire, réduisant les pièces à des fonctions de base : la cuisine, le salon, ou chambre, ... et le nombre de mètres carrés. On peut émettre l'hypothèse non pas que ces personnes ne s'approprient pas les lieux, mais plutôt que l'espace du logement touche davantage à l'intime, difficile à dévoiler. On sait comment sont réparties les pièces mais on ne sait pas comment on y vit.

Le niveau d'information est plus important dans les pièces telles que le salon et la cuisine. Au fur au à mesure que l'on s'approche des chambres, le niveau de précision est généralement plus faible, marquant peut-être des seuils entre public et privé, ou privé et intime.

41. Flichy P, Les communications de l'intimité, dossier "les nouvelles frontières de la vie privée" in Sciences Humaines, N°140 – juillet 2003.



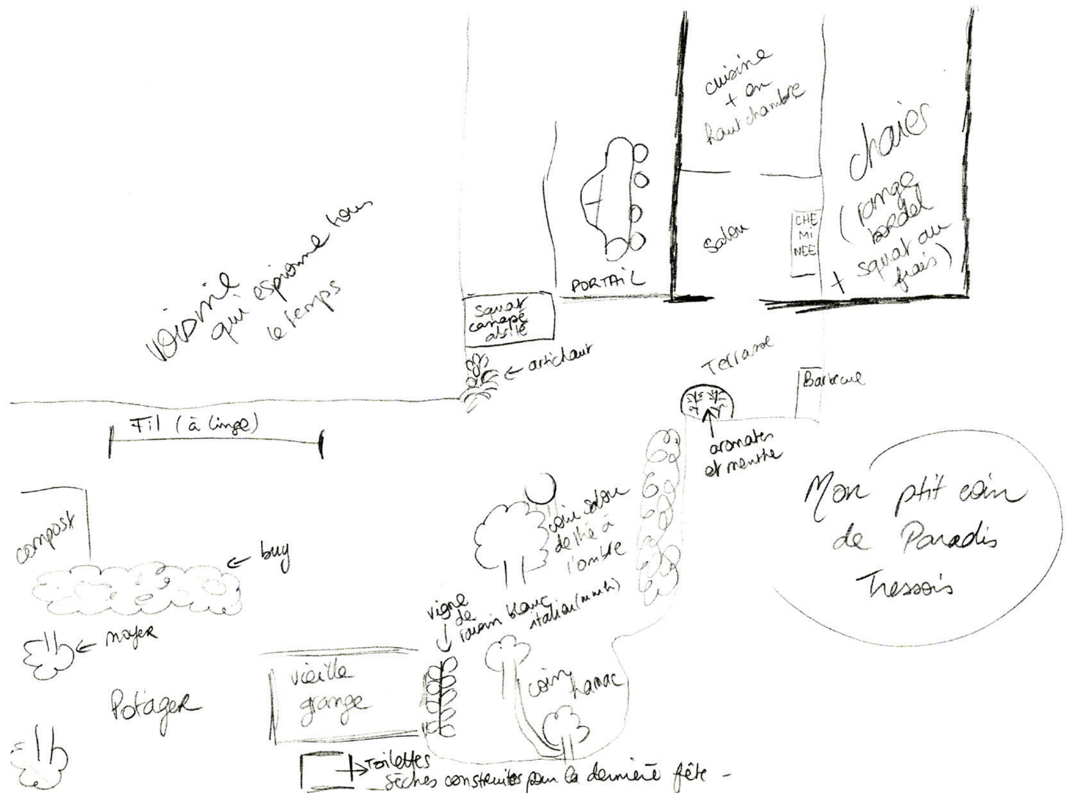
Pour illustrer la vie dans le logement, ce dernier est décrit par le biais d'actions *« là où je lis » « musique »*, plutôt que des fonctions. C'est alors que des différences apparaissent entre le discours et les cartes, d'un état idéal ou figé à un état peut-être plus réaliste.
Par exemple, Louise, Hélène et Olivier qui ne dorment pas avec leur conjoint mais dans une autre chambre ne le laissent pas apparaître dans le dessin, ne donnent pas cette clé de lecture. Ils le disent mais ne le dessinent pas. C'est n'est pas gravé dans le marbre en quelque sorte. Hélène décrit les chambres comme suit : *« chambre n° 1, chambre n° 2, chambre n° 3 »* - Olivier : *« séjour 18 m² - chambre 12 m² – salon 12 m²... »*, le salon en question étant sa chambre.

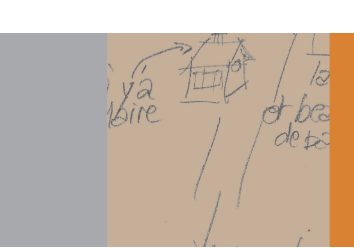
Aussi, la présence d'un désordre ou d'un détournement des fonctions initiales montre comment se joue l'habiter. On dévoile plus son intimité ou son désordre : Marguerite : *« table à manger servant uniquement pour poser des affaires » ; « chaise indispensable pour poser le linge propre ou sale » ; « lit : dormir, petit déjeuner, films »* - Franck : *« la véranda-débarras »* - Matthieu : *« canapé avec plaid qui se barre tout le temps »* - Antoine : *« X : dormir, musique, photos, lecture, télé » ; « dernier étage : ici je ne fais rien ! »* - Bella Dona : *« coin salon de thé à l'ombre »*.

4.2.1 | Du café à l'hébergement

Un espace extérieur investi

Carte mentale – logement – Bella Dona





• Un « pied-à-terre »

Quand elle a choisi son logement, Hélène a souhaité garder une chambre disponible pour sa fille, qui rentre parfois le week-end. Cette chambre sert aussi dans l'éventualité d'accueillir des amis, de la famille : *« Et puis pour les amis quand ils viennent. On a besoin d'espace. Ça c'est important, parce qu'on aime bien recevoir ».* Elle sait qu'elle est située dans une ville dans laquelle certains proches aiment ou ont la nécessité de passer. Elle a accueilli deux fois des personnes dont l'état de santé demandait une intervention que seuls les services des CHU bordelais pouvaient assurer.

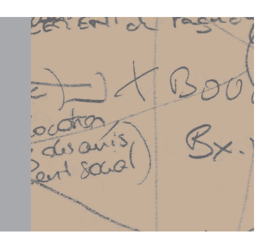
Pour Ambroisine : *« il est très important d'avoir des couchages donc j'ai plein de couchages d'appoint que je peux sortir de dessous les lits car on a pu dormir très nombreux ici, ça nous est arrivé ! (...). Des gens qui sont de Bretagne qui partaient dans le sud, en Espagne des choses comme ça. ».*

• « Faire vivre la maison »

Ambroisine accorde une grande place au fait de pouvoir accueillir. Elle y mêle affect, solidarité, utilité. Elle trouve normal de rendre service, voire de prêter son logement, même à des personnes qu'elle ne connaît pas directement. La maison doit « vivre » : *« J'ai accueilli des personnes que je ne connais pas, bon ce n'est pas tous les quatre matins non plus mais ça m'est arrivée bien sûr et je pense ça important que ça continue d'arriver sinon c'est la mort assurée. Ça ne fait pas que faire vivre la maison bien évidemment. L'espace semble vivre parce qu'il est investi, par elle et par les autres, car « ça continue d'arriver ».* La capacité extensible du logement est ici condition d'un mode de vie, d'un mode d'habiter où l'autre peut être accueilli.

• Trop âgé pour recevoir ?

Olivier et sa femme reçoivent peu. Leurs fils les appellent tous les dimanches soir, et leur petite fille vivant à proximité passe au moins une fois par mois. Ils connaissaient la plupart de leurs voisins quand ils se sont installés il y a 50 ans. Aujourd'hui, ils sympathisent moins avec eux. Sa compagne évoque que depuis 20 ans *« l'ambiance a changé, c'était plus chacun chez soi. Bonjour bonsoir, mais pas de « vous allez bien », « vous êtes malade », ou « ça va mieux ? » Et ça vous manque ici ? Ah oui moi oui ça me manque ».* Olivier évoque malgré tout : *«Et là vous recevez ? Pas pour coucher, mais notre fils. Il habite à Bordeaux ? Non à Paris. Non mais on reçoit plus parce qu'à notre âge on reçoit moins. On renouvelle les locataires dans l'immeuble par des personnes seules. En général ce sont des filles, ou jeunes femmes (...) très peu d'hommes, et peu d'enfants, car les logements sont trop petits ».* Sont apparus deux points de vue, la différence d'âge n'était pas un problème pour sa femme, à la différence d'Olivier.



Synthèse : pouvoir faire une place de plus même si elle reste vide

L'entretien du lien social est l'idée principale exprimée à propos de l'ouverture et de la circulation dans le logement. Dans un premier temps, on se trouve face à un lieu commun : l'hospitalité est quelque chose d'important. Les pratiques montrent des manières différentes de la réaliser au quotidien... ou de ne pas le réaliser. Pour déterminer cette circulation, les acteurs s'appuient sur des éléments matériels, comme la configuration des lieux et la qualité sonore, la localisation du logement, le temps disponible, les revenus etc.

Le logement de Bella Dona accueille des usages qui dépassent largement son utilisation individuelle. Ils mettent en évidence l'existence de besoins de logement pour de courtes durées (transitions), de besoins d'espace pour ceux qui ne disposent pas de lieux pour exercer leurs activités ou pour stocker des objets. Aussi, des liens sont tissés entre la campagne et la ville par les pratiques des acteurs et les objets qui circulent d'un lieu à l'autre. Les modes d'habiter sont imbriqués. Le grand logement se profile comme une « dépendance », une annexe pour le stockage. Le lieu de vie apparaît comme un point à partir duquel on tire des cordes, des liens vers d'autres lieux, d'autres localisations ou acteurs.

L’accueil de proches semble plus simple pour les personnes plus jeunes qui accueillent des amis que pour les ménages de plus grande taille ou avec des enfants en bas âge. Le niveau de contentement est, tout comme pour le logement, plus facile à satisfaire chez les personnes jeunes. L'accueil peut se faire en se débrouillant. Camper semble un peu plus dur avec l'âge.

Plusieurs entretiens ont décrit Bordeaux comme un lieu de passage. L'attrait touristique du territoire ou sa localisation sur la route du sud jouent sur les visites de proches.
Le visiteur s'arrête dans ce qui est le lieu de vie d'une autre personne. Le logement n'a pas qu'une fonction résidentielle sur un territoire, aussi une fonction d'accueil. Le réseau social peut assurer aussi un service qui est rattaché à la présence d'équipements métropolitains.

D'autres reçoivent peu et se satisfont de cette situation. Malgré tout, ils souhaitent garder la possibilité de le faire, posséder assez d'espace pour accueillir. Une place est gardée dans le logement.



4.2.2 | L'entourage : ambiance et voisinage

Fabriquer son chez soi peut passer par la sécurisation des frontières avec l'autre, dans les interstices entre l'espace privé et l'espace public. Ainsi les relations harmonieuses peuvent être en lien avec une bonne entente de voisinage dans un immeuble, où se pratiquent des interactions de politesse. L'environnement social du logement peut participer à rassurer par la présence de personnes bienveillantes, même si les relations restent superficielles. Peu de personnes interrogées parlent de relations importantes avec les voisins. Que le voisin réponde à un bonjour prouve que la personne est identifiée et reconnue, brisant l'anonymat, qu'il y a des gens qui vivent à côté d'elle. Il peut y avoir échange de services : *« Oui mon voisin souvent il vient car il travaille dans une association, il fait du bénévolat, il est sapeur pompier donc il a souvent des colis des machins. Je les réceptionne à sa place. C'est super pratique. Enfin c'est la moindre des choses, ça me prend deux minutes d'aller signer un bout de papier, de garder le colis ici et le soir quand il rentre il le récupère »* (Franck).

Hélène citée précédemment fait une différence entre les relations de voisinage dans son ancien logement et le logement actuel. Le précédent était de standing mais l'ambiance y était froide ; l'actuel lui semble plus agréable, elle a rencontré ses voisins facilement.

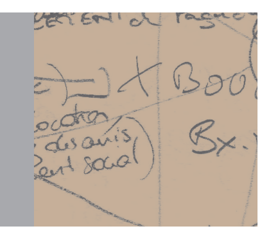
La mixité sociale dans le secteur où se trouve le logement est également mentionnée pour 1/3 des acteurs et montre l'importance qui peut être donnée à l'espace public autour du logement. Cette mixité sociale, entendue différemment selon les individus, passe principalement par un rapport visuel. On n'entre pas forcément en interaction verbale. Elle permet de mettre en avant l'altérité des individus eux-mêmes, plus facilement que face à un groupe jugé homogène socialement. Toutefois à l'échelle de l'espace vécu, cette mixité sociale qui est également une caractéristique évoquée pour l'hypercentre, peut être un moment et un espace choisis, volontairement distanciée du secteur où se situe le logement.

Pour quatre personnes la présence d'un espace extérieur, jardin ou terrasse, à ciel ouvert, apporte un bien-être dans le logement. Il faut que ces espaces soient immédiatement disponibles. Certaines cartes du logement l'insèrent dans un univers plus large, ou incluent le dehors. Puisque l'objet des entretiens portait également sur l'espace vécu, le dehors a été abordé, mais tout le monde ne le schématise pas forcément dans sa carte mentale. Il en est fait mention plus ou moins explicitement :

Matthieu « la maison de retraite » - Matthieu et ses colocataires ont pris l'habitude de discuter par la fenêtre avec les personnes de la maison de retraite qui occupent la cour intérieure de l'îlot.

Boris : (dans le dessin à gauche « voisines » ; (à droite) « voisins ». Boris fait état lors de l'entretien d'un attachement à certains de ces voisins, mais constate d'une part une grande détresse et solitude pour une majorité d'entre eux, et d'autre part des problèmes d'insonorisation.

Kiki situe sa maison dans le contexte de l'îlot, et met en valeur les deux espaces extérieurs de sa maison, une petite cour et un jardin, le nom des rues.
D'autre mentionnent *« la rue »* (Ambroisine) *« la voisine qui espionne »* (Bella Dona) ; ou les frontières de propriété par des traits (Franck).



Le schéma qu'offrent ces cartes mentales marque à la fois une limite et une prolongation du logement.

4.2.3 | Représentations de manières d'habiter partagés et « atypiques »

• La colocation pour les jeunes

Les représentations sociales sont assez homogènes à propos de la colocation. Les divergences se situent entre générations, et liées à l'expérience des acteurs ou de leurs proches. De prime abord, la colocation jouit d'une image très positive, elle renvoie à un mode d'habiter jeune, aux études et au premier emploi. La colocation est considérée comme une étape, face à la difficulté à se loger pour la plupart des personnes interrogées, pas une fin en soi.

Elle peut être opportune pour les mobilités résidentielles entre territoires. Matthieu en colocation souhaite reprendre un logement seul pour sa dernière année d'étude. Il a construit un réseau social et connaît bien la ville. S'il est seul dans son logement, il n'est désormais plus seul à Bordeaux. Il estime que la colocation implique de faire des concessions. Cependant il est prêt à en refaire quand il partira à l'étranger, afin de s'intégrer facilement et de gagner du temps pour comprendre un territoire ou une culture.

Même si l'image que renvoie la colocation est bonne, peu s'y projettent, notamment les plus de 40 ans. Il est davantage question d'un besoin, d'une contrainte liée à la situation du marché que d'une envie de vivre avec d'autres personnes, en dehors de la famille ou du couple : *« Je n'ai pas besoin »* (Olivier), *« moi je ne pourrai pas mais c'est super »* (Louise), *« Bon pour moi c'est un engagement politique que je conserve comme idéal mais que je n'ai pas tenu dans ma vie réelle, ma vraie vie, mais que je conçois toujours comme idéal alors pas forcément de communauté mais de solidarité ou de collectivité »* (Ambroisine).

La principale difficulté reste, pour celles qui l'ont expérimentée, d'être en colocation avec des « bonnes » personnes. Il est question de l'apprentissage d'un mode d'habiter : *« L'âge ? Ça m'est égal, mais pas trop jeunes, qu'ils aient déjà l'expérience d'une vie collective, que j'ai pas à faire leur éducation »* (Bella Dona).
Se mettre en colocation comporte une prise de risque : cela peut améliorer ou détériorer le mode d'habiter. Plus les acteurs sont âgés, plus le risque paraît important. Le nombre de colocataires compte et il y a distinction entre la création d'une colocation ex nihilo et l'intégration à une colocation. Dans le premier cas une organisation est à inventer, dans l'autre il faut s'adapter à un système préétabli.
Enfin on voit apparaître au travers des propos de Boris une peur de l'isolement avec la vieillesse : *« C'est vrai que des personnes se retrouvent heu..., passé 50 ans 60 ans, même 70 ans... je trouve que... c'est une bonne solution j'ai dit à mes gamins « ne me mettez pas dans une maison de retraite, je veux pas finir mes jours dans une maison de retraite ».* C'est vrai que c'est une solution la colocation, je trouve que c'est une bonne solution en fait. Après il faut être tolérant, il faut accepter l'autre, mais la colocation oui, non ça me déplairait pas ». Cela pose plus généralement la question de l'image négative des maisons de retraite, et des alternatives possibles.



• Le logement inter-générationnel ?

« Vivre les uns à côté des autres, mais pas tous ensemble »

Ce mode d'habiter jouit, tout comme la colocation, d'une image positive. Aujourd'hui des offres principalement dans les métropoles proposent une chambre à des étudiants gratuitement ou en location à très bas prix chez des personnes âgées, en échange d'aides pour les tâches ménagères. Les acteurs s'y projettent assez difficilement.

Les personnes plus jeunes craignent de ne pas pouvoir vivre comme elles l'entendent, de voir leur liberté atteinte : *« Non, parce que je ferai trop de bruit pour elle. J'ai pas envie de la déranger. J'ai pas envie d'être contrainte à pas faire de fête, à inviter des gens. Du coup c'est du bruit tout ça. »* (Nichka).
« C'est pas du tout pour moi ça. Tu peux pas faire la fête, faire du bruit. Des fois je mets la musique à fond, ça va déranger le papi, il va faire une crise cardiaque ! » (HJ).
Ce mode d'habiter questionne la cohabitation, qui évoque davantage une prise en charge de la personne âgée qu'un mode de vie partagé.

En revanche, l'ensemble des individus est favorable à une mixité générationnelle qui se jouerait à l'échelle d'un immeuble *: « Dans un immeuble, il faut pas que des jeunes, et il faut pas que des vieux non plus. Mélangé comme ça oui. Mais au sein d'un logement non, parce qu'on n'a pas la même façon de vivre, les mêmes amis, (les mêmes) envies. Vivre les uns à côté des autres oui, mais pas tous ensemble »* (Hélène).

« Super, mais quand même avec un chacun chez soi. Pas constamment ensemble. L'habitat intergénérationnel, ça veut dire pour moi, des gens autonomes. Ce ne sont pas les jeunes qui s'occupent des plus vieux. Après y a des services qu'on peut se rendre » (Nicolas).

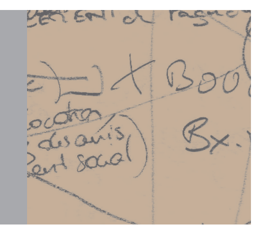
• L'échange de logement et le couchsurfing

Ces deux catégories sont regroupées car les propos font ressortir de mêmes éléments sur le rapport au « chez soi » et à l'autre. Qu'est-ce que l'autre dans notre propre logement, l'autre dans dans le logement sans notre présence ? Cette occupation est particulière car elle s'attache à des périodes de vacances ou de voyages. Elle se fait davantage sur de courtes périodes.

L'échange de logement : deux ménages, le plus souvent pour les vacances, se prêtent mutuellement leur résidence principale, afin d'économiser le coût d'hébergement et profiter d'être chez l'habitant, soit un lieu tout équipé. Des sites internet le plus souvent servent de plate-forme d'échange. Il est surtout pratiqué par des familles.

Le couchsurfing : consiste à rencontrer ou à accueillir sur de courtes périodes des personnes d'autres territoires, le plus souvent étrangères. Ces pratiques sont associées aux vacances, mais peuvent fonctionner pour d'autres raisons (être hébergé la veille d'un entretien d'embauche etc..). L'intérêt de cette pratique est de découvrir un lieu et des personnes qui connaissent déjà le territoire, puis d'économiser l'hébergement. Il est surtout pratiqué par des moins de 30 ans mais touche les 30-40 ans.

L'ensemble des personnes rencontrées en a déjà entendu parler par les médias. Seule une personne, Matthieu, a pratiqué l'un et l'autre dans le cadre de voyages,



seul en couchsurfing et avec sa famille pour un échange de logements à l'étranger. Il a apprécié d'arriver dans un lieu de vie habité, de se sentir chez quelqu'un et pas « complètement » comme un touriste.

Les autres sont séduits par ces concepts mais ne sont pas prêts à l'appliquer. Le chez soi relève de l'intime et il paraît difficile de le partager avec un inconnu. Les mots qui reviennent le plus souvent sont confiance, inconnu, objets fragiles, affaires personnelles. Il s'agit de « sentir » la personne pour pouvoir lui faire confiance. Le couchsurfing reste une offre qui selon eux touche plus une population jeune.

Louise et Hélène seraient davantage prêtes à proposer leur logement secondaire parce qu'il n'y a rien de personnel. Ce n'est pas leur logement au quotidien. Prêter le logement habituel représente un risque beaucoup plus important car il a plus de valeur. *« Ben justement j'y pense. On y pense avec mon mari pour l'année prochaine, éventuellement pour échanger notre maison en Dordogne pour l'étranger ou en France. Je trouve ça vachement bien. Par contre, moi, ma maison de Bordeaux je ne le ferais pas. Pourquoi, parce que c'est une autre maison ? Parce que notre maison de vacances, il n'y a rien de très précieux, de très fragile, c'est une maison de vacances et puis, pour moi ce n'est qu'une maison de vacances, je n'y ai jamais vécu complètement. Ma maison de Bordeaux je ne pourrais pas le faire. Que des gens se mettent dans mon lit, même qui... ah non, pour moi c'est impensable, je ne le ferais jamais »* (Louise).

« Alors je trouve ça très bien chez les autres. Moi je le ferais pas. Mon intimité... mais je vois des choses à la télé, des gens qui aiment voyager. Mais ça reste encore... Ça touche une couche de société un peu haute, parce que c'est surtout des biens de standing, de ce que j'en ai vu. Je trouve ça génial. Moi je laisserai pas mon logement à… à des amis oui, on le fait à Bayonne on le prête régulièrement, même en fait des gens que je connais pas. Mais ça se passe très bien. Mais il n'y a pas d'échanges d'argent. Aussi je n'ai pas de choses intimes là-bas » (Hélène).

Certains ne prêteraient pas leur logement parce qu'ils sont en location, il faudrait selon eux avoir le titre de propriété pour pouvoir l'échanger. Il est aussi question de biens équivalents dans l'échange, soit de favoriser une « mise » équivalente pour établir un système de confiance : *« Pour des vacances, oui, oui tout à fait. Non c'est bien. Je pense qu'il faut le faire avec des gens, dans des conditions semblables, c'est-à-dire je pense qu'il faut échanger son logement principal avec un logement principal par exemple. Pour être dans des zones de réciprocité, pour y engager les mêmes choses parce que je pense que l'être humain est ainsi fabriqué. Il faut qu'il y engage à peu près les mêmes choses »* (Ambroisine).
« Bon ici pourquoi pas? Enfin mes 30 m², si je demandais à Paris, j'aurais un cagibi de 15 m² » (Boris).

Les travaux de Perla Serfaty-Garzon sur l'hospitalité se concluent sur ce paradoxe que la maison doit rester ouverte mais qu'en réalité elle ne l'est pas tant que ça. Elle reste ouverte pour soi. L'habitant se voit comme libre et maître de son territoire tant que sa porte est close. Dès qu'une sollicitation du monde extérieur se manifeste, elle est appréhendée comme une situation complexe, et la prise en compte de tous les facteurs à la fois (temporalité, identité du visiteur, but de la visite) avant une prise de décision qui est donnée comme cruciale : l'ouverture de la porte.



• Caravane, camping, nomadisme

Demander aux acteurs ce qu'ils pensent du caravaning, du camping ou du nomadisme a été souvent suivi par les questions *« pour les vacances ou dans la vie ? », « qui l'ont choisi ou pas ? ».*
Le seul élément d'appropriation ou de projection concerne les vacances, en dehors de cela les représentations sont assez négatives. S'il s'avère qu'en réalité les personnes en caravane ou vivant en camping ne sont pas forcément des nomades, les acteurs ont souvent fait cet amalgame. Ces pratiques sont attachées à la précarité financière et sociale. Même si ce mode peut être « choisi » il apparaît toujours « subi ». Le nomadisme ou le logement mobile ne sont pas des signes de richesse et d'accomplissement social.

La définition du nomadisme reste assez floue. Les mobilités résidentielles sont plus grandes aujourd'hui, mais passer d'un logement à un autre ne s'apparente pas à du nomadisme pour autant : *« Après la vie nomade c'est pas pour moi, pas pour l'instant. Déménager de ville en ville ce n'est pas être nomade ? Non pas tout à fait, car on a le temps de se sédentariser dans les lieux, on habite. J'aime bien me dire, pour un bref moment, que c'est chez moi... par exemple je suis resté deux semaines en Australie, c'est pas long mais j'ai fait en sorte de me trouver des habitudes pour me sentir chez moi, c'est chez moi aussi »* (Matthieu).

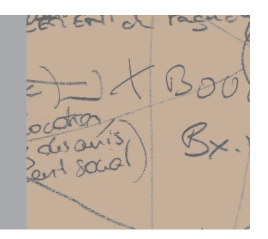
Le présupposé serait par négation que le nomade n'a pas le temps de se sédentariser, d'habiter les lieux. Or, plusieurs travaux d'anthropologie montrent, au travers du tourisme qui est une forme de nomadisme, que l'on peut habiter les lieux, s'en imprégner sans s'y ancrer. Le touriste perçoit un « donner à voir » fabriqué par le sédentaire[42]. Il s'agit aussi de mettre en relation les représentations sociales du nomade, face à la réalité des pratiques. Les personnes en habitation mobile ne sont pas forcément des personnes mobiles. À quelle échelle spatiale est-on mobile ? À quelle fréquence ? Mobilités pour le travail et mobilités résidentielles sont-elles mises dans la même catégorie ?
« J'ai pas de jugement là dessus. Si la personne n'a pas les moyens. Pour les vacances c'est agréable, sinon c'est dur. Si ça convient à leur mode de vie c'est bien. Moi j'aime bien changer de région. J'aime bien « me déplacer » de ville, changer de ville. Pouvoir aussi habiter dans différents quartiers, c'est excitant, ça doit être bien » (HJ).
Ici se croisent mobilités entre métropoles, entre quartiers, et dans la ville même. La frontière entre sédentarité et mobilité paraît difficile à cerner et subjective.

4.3 | La relation aux objets

L'acteur ne peut pas se réduire à un simple corps dans son logement. Tout un univers matériel, les outils du quotidien, objets de mémoire, vient prolonger ce corps en mouvement. Les différents récits permettent de distinguer deux champs d'analyse relatifs aux biens des acteurs. Il y a la constitution d'un patrimoine matériel et le rapport au quotidien, puis les déménagements /emménagements.

Les manières de s'équiper dépendent de plusieurs facteurs : le budget, l'entraide par les réseaux familiaux, amicaux ou associatifs, le temps disponible, le rapport à la

42. Urbain J-D., « L'idiot du voyage, histoire de touristes », Paris : Payot, 2002, 368p. (Petite bibliothèque Payot).



matérialité. Aussi, l'entrée culturelle joue dans le choix des meubles, de la décoration, ou selon qu'on leur assigne une valeur importante ou pas.

Le rapport au mobilier et le mobilier en lui-même peuvent être vecteurs de distinction sociale. Il y a les qualités fonctionnelles des éléments qui composent le logement et leurs qualités esthétiques, puis affectives ; le système des objets, « structures de rangement », « structures d'ambiance », révèle plus largement une organisation de la société en elle-même[42]. Ces éléments peuvent être une projection de soi dans l'espace, une forme d'appropriation. Ils participent aussi à une mise en représentation : être reconnu par autrui à travers les éléments montrés. Les objets sont opérateurs d'une dialectique entre l'intime et la mise en scène, influencée par les modes de consommer. Ce qui sert souvent ou sert peu, ce qui se montre ou ne se montre pas, aura une place dans le logement, dans d'autres lieux ou dans la mémoire. Georges Pérec[43] écrit à propos des pièces de la maison : *« J'ai plusieurs fois essayé de penser à un appartement dans lequel il y aurait une pièce inutile, absolument et délibérément inutile. Ça n'aurait pas été un débarras, ça n'aurait pas été une chambre supplémentaire, ni un couloir, ni un cagibi, ou un recoin. Ç'aurait été un espace sans fonction. Ça n'aurait servi à rien, ça n'aurait renvoyé à rien. Il m'a été impossible, en dépit de mes efforts, de suivre cette pensée, cette image, jusqu'au bout ».*

Devient-il aujourd'hui un luxe de posséder un lieu pour les objets oubliés notamment au travers de cette place « en trop » ? Est-ce un effet propre à un environnement culturel donné ?

Didier le Gall, constate que l'on assiste à *« une inversion du rapport entre mobilier et immobilier (…). Ce n'est plus l'espace normalisé du logement qui définit un ameublement standardisé, c'est l'ameublement qui définit l'espace ».* Les études, la mobilité professionnelle, l'accroissement des ruptures d'union, suivies d'une ou plusieurs autres unions, nous contraignent aujourd'hui à une certaine mobilité résidentielle. (...) Le déménagement fait désormais partie de notre vie. Ce qui n'est pas sans répercussion, car quand *« celui-ci devient plus fréquent, c'est le meuble qui devient immobilier et l'immeuble, en quelque sorte, qui se mobilise ».*[44]

Le déménagement pose la question de la compatibilité du mobilier dans le nouveau logement : *« non, on garde les meubles, on adapte les meubles, on a souvent besoin de racheter des choses, et on donne des choses. On a beaucoup donné. On donne on rachète, on adapte selon le nouvel appartement »* (Hélène).

Les difficultés dans les parcours résidentiels témoignent du rapport au mobilier, comme de s'installer temporairement ou durablement.

Nichka a du déménager souvent et se poser la question de ce qu'elle garde. Elle est contrainte de faire des choix car l'appartement qu'elle sous-loue actuellement est déjà « rempli » par les affaires de la locatrice. En ses propres termes, elle ne peut pas y « creuser son trou, faire sa place » et n'a pas les moyens de louer un box. Ses affaires sont éparpillées chez plusieurs amis. Elle a coupé tout lien avec ses parents.

42. Baudrillard J., « Le système des objets », Paris : Gallimard, 1968, 288p.

43. Pérec G., « Espèces d'espaces », Paris : Galilée, 2000 (1974), 185p. (Critique)).

44. Le Gall, D., «La famille dans tous ses espaces : la conception de l'habiter à l'épreuve de la recomposition familiale », in : *Espaces et Sociétés*, 2005, n° 120-121, p46-60.

« Voyager léger » est un luxe au regard du coût d'installation, du rachat de matériel etc. La meilleure solution reste la colocation déjà équipée.

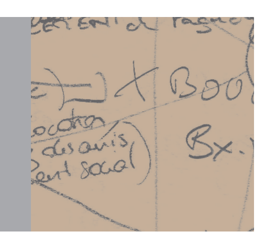
Ce constat est également tiré par Nicolas. À sa première mission, il a posé l'annonce « vend intégralité d'appartement ». Seuls les objets auxquels il attache un affect (souvenirs, cadeaux), ont été déménagés chez ses parents qui possèdent une grande maison et qui peuvent donc stocker facilement. Quand il revient, il préfère trouver des sous-locations, pour ne pas avoir à se confronter à la constitution impossible d'un dossier puis pour ne pas devoir s'équiper. L'investissement ne vaudra que s'il s'installe plus de 6 mois.

Boris, après son divorce et parce qu'il n'avait pas les moyens de prendre un logement, a été hébergé chez un ami et fût obligé de disperser également ses affaires. Il a ainsi en quelque sorte réparti l'effort qu'il demandait à ses amis et éparpillé sa mémoire. Il ne veut rien demander à sa famille, pourtant à Bordeaux. Maintenant installé dans un logement social, il a retrouvé ses affaires. Il s'est quelque part lui-même retrouvé dans un univers qui lui est propre, mais il n'est pas sûr de ne pas avoir oublié des éléments en chemin, quelque part dans le recoin d'une maison, quelque part dans une maison de l'agglomération.

À l'inverse, le vide appelle le plein. Bella Dona, avec deux granges dans son jardin, a accumulé du « ça peut servir », du « au cas où », tel un réservoir de possibles et lieu de mémoire pour elle et pour les autres. Des amis y laissent en effet des objets qui pourraient être utiles un jour, objets qu'ils ne peuvent pas garder dans leur propre logement. Une accumulation de bric et de broc, de récupération dans la rue, d'objets bricolés. Bella Dona se demande bien d'ailleurs comment elle effectuera un tri au moment de déménager. Il sera difficile de conserver la même place pour tout son « capital des possibles ».

Pour d'autres, un type de mobilier correspond à une phase de la vie. HJ vient de terminer ses études. Il s'est toujours équipé de meubles premiers prix ou récupérés : *« J'ai pas beaucoup de meubles, j'en ai bazardé pas mal. Je trouve que ça sert à rien. Les meubles d'étudiant, tu t'achètes pas des trucs « classes ». Tu ne sais pas si tu vas vivre dans un endroit longtemps, tu peux quitter ton logement à tout moment. Je m'achète pas des trucs en me disant que je vais rester là. Là, j'ai balancé les anciens, parce que c'était des meubles étudiants et là je suis plus étudiant, donc j'ai fait la séparation »*. La séparation des meubles semble s'apparenter presque à un rituel de passage d'un statut à l'autre. HJ souligne aussi l'incertitude dans les parcours résidentiels face au marché du travail, qui rend selon lui l'investissement en meubles inintéressant, vu les efforts à fournir en cas de déménagement.

Loulou et son conjoint, suite à un déménagement précipité de Toulouse à Bordeaux, ont décidé d'y laisser la plupart de leurs meubles. L'expérience toulousaine de quatre ans s'est très mal passée. Ramener ces meubles aurait été encore une épreuve, rajoutée aux mauvais souvenirs : *« On avait juste les jouets des gamins, on avait fait un aller/retour à Toulouse. Quelques vêtements, tout le reste on a tout donné à l'Abbé Pierre. Vous n'avez plus aucune trace de Toulouse ? Oui, c'était l'occasion de tout reprendre à zéro. Parce qu'on pouvait le faire (...). On n'avait pas envie de ramener tout ça, de retirer des choses d'un endroit pour les ramener quelque part. On a dit ça stop c'est terminé. Ça reste là, et nous on bouge »*. Actuellement dans un logement social qu'elle voit comme une transition, elle ne veut pas investir dans le mobilier.



• **Synthèse**

- **S'installer temporairement ou durablement modifie le rapport aux mobiliers**
- **Le mobilier le plus abordable est souvent le mobilier le moins durable**
- **La primo-installation est un investissement important**
- **L'existence de places disponibles dans un logement peut servir de garde-meubles pour autrui, notamment au sein de la famille (parents /enfants décohabitants) .**
- **Les transitions résidentielles posent la question du stockage du mobilier en l'absence de l'aide d'un tiers.**
- **Le déménagement pose la question de la compatibilité du mobilier dans le nouveau logement**
- **Le niveau d'équipement peut évoluer en fonction de la taille du logement (ex : le vide appelle le plein)**
- **Le rapport aux objets peut évoluer avec les différentes séquences dans la trajectoire de vie (logement étudiant...)**



Annexes

Grille d'entretien

1. Représentations interrogées

Grille d'entretien
1. représentations interrogées
2. pratiques

Modes résidentiels	Territoires
Maison	logement
Appartement	Voisinage
Collectif	Environnement du logement
Individuel	quartier
la collocation	Hypercentre
L'existence de logement vacant	Autres communes de la CUB
le squat	Agglomération en général
l'habitat intergénérationnel	Périurbain
l'habitat coopératif	Rive droite/rive gauche
Le logement social	Est/ouest – nord/sud
l'occupation chez un tiers	Campagne
le logement pour les personnes âgées	
les résidences services (étudiants, personnes âgées)	
l'échange de logements (vacances, congés, raisons professionnelles)	
le couchsurfing	

2. Pratiques

	Passé, grandes étapes	Présent	aspirations
localisation du logement dans la ville			
Relation au quartier			
Relation des logement et quartier à la ville			
Relation des logement et quartier à un espace vécu plus large (cf mobilité)			
Configuration logement			
Type de logement (taille, ancien/neuf, collectif/individuel)			
Configuration logement (par pièces)			
Ancienneté dans le/les logements			
Statuts d'occupation			
mobiliers			
confort/nuisance			
Accès physique au logement			
Paysage depuis le logement			
Coût (loyer, charges, assurance, énergie, internet, transport, type de supermarché pour faire ses courses)			
Activité dans logement			
Description des activités			
Temporalités : temps passé dans le logement, à l'extérieur			
Relation à l'autre et à l'extérieur			
Situation familiale, collocation dans le logement			
Définition de l'espace intime, espace privé, espace public			
Visiteurs dans le logement (type de lien, moment, motifs)			
Aller dans d'autres logements (idem)			
Relation voisinage			
Mobilité quotidienne et mobilité résidentielle			
Transports (modes, terrain d'application par mode, temps passé)			
Services de proximité			
Déplacement logement / travail			
Déplacement logement / loisirs, sorties, espace public, espaces verts			
Déplacement logement / Réseaux sociaux (amis-familles)			
Déménagements : motifs (professionnel, familial, culturel, politique, type de logement etc...)			
Déroulement des déménagements			
La recherche d'un logement			
Le départ d'un logement			
Définition de l'espace vécu			
Interaction entre espace physique et espace social			

Annexes

Bibliographie

1. Travaux A'urba

Enquête loyer 2011. OLAP- A'urba.

Traits et dynamiques de la métropole bordelaise, Bordeaux métropole 3.0, Cub, 2010.

Le centre ancien, entre rayonnement métropolitain et vie de quartier, Programme National de Requalification des Centres Anciens Dégradés, ville de Bordeaux, 2010.

Enquête-ménage-déplacement Cub, synthèse, 2009.

Répondre aux besoins en logements de la Cub et des territoires girondins, septembre 2008. Cub, Conseil Général.

Modification du Programme local de l'Habitat de la communauté urbaine de Bordeaux – *Livre 1 – du diagnostic aux enjeux,* Cub, 2007.

Vieillir dans la métropole bordelaise, Complexité, 2004.

2. Ouvrages individuels

Arendt H., « Considérations morales », Paris : Payot-Rivages, 1996 (éd. 1970), 96p. (Rivages poche, petite bibliothèque).

Bachelard G., « La poétique de l'espace », Paris : PUF, 2010 (éd. 1957), 228p. (Quadrige).

Bardet G., « Le nouvel urbanisme », Paris : Vincent, Fréal et Cie, , 1948.

Baudrillard J., « Le système des objets », Paris : Gallimard, 1968, 288p.

Boltanski L., »L'amour et la justice comme compétence », Paris : Gallimard, 2011, 551p. (Essais)

Bourdin A., « La métropole des individus », Paris : éd. De L'aube, 2005, 249p.

Clastres P., « La société contre l'État », éd. de Minuit, 2011 (éd. 1974), 192p.

Durkheim E., « Le suicide », Paris : PUF, 2007 (1897), 480p. (Quadrige)

Di Méo G., « Géographie sociale et territoire », Paris : Nathan, 1998, 317p. (Fac géographie)

Goetz B., « La théorie des maisons, l'habitation, la surprise », Paris : Verdier, 2011, 224p.

Goffman E., « La mise en scène de la vie quotidienne, les relations en publics », Paris : éd. De Minuit, 1973, 368p.

Kaufmann J-C., « Le cœur à l'ouvrage, théorie de l'action ménagère », Paris : Nathan, 1997, 238p. (Essais & recherches)

Kaufmann V., « Les paradoxes de la mobilité, bouger, s'enraciner », Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008, 115p (Le savoir suisse)

Pérec G., « Espèces d'espaces », Paris : Galilée, 2000 (1974), 185p. (Critique)

Urbain J-D., « L'idiot du voyage, histoire de touristes », Paris : Payot, 2002, 368p. (Petite bibliothèque Payot)

3. Ouvrages collectifs

Authier J-Y., Bonvalet C., Levy J-P. (Dirs.), *Élire domicile, la construction sociale des choix résidentiels*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 2010. 434p.

Authier J-Y., Bacqué M-H., Guerin-Pace F. (dirs.), *Le quartier, enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris : La découverte, 2006, 293p. (Recherches)

Crédit Foncier, *L'observateur de l'immobilier*, novembre 2006, n° hors série.

CREDOC, « La vente de produits alimentaires sur internet : un état des lieux en 2009 », in : *Cahier de recherche*, décembre 2009, n° 262, 100p.

Driant J-C., Drosso F., Vignal C., *Les français et le logement : bouleversements de la démographie et de la famille. Quels choix résidentiels pour demain ?* Institut d'Urbanisme de Paris, 2005. 50p.

INED, *Portrait de familles*, Paris, janvier 2010. 543p.

Jonas S., Weidmann F., *Simmel et l'espace : de la ville d'art à la métropole*, Paris : L'Harmattan, 2006, 274p. (Logiques sociales)

Jean-Courret E., Lavaud S., *Atlas historique de Bordeaux*, Pessac : Ausonius, 2009, 451p. (Atlas historique des villes de France)

Paul-Levy F., Ségaud M., *Anthropologie de l'espace*, Paris : Centre Georges Pompidou, 1983. 345p.

4. Articles

Bonvalet C., « Sociologie de la famille, sociologie du logement, un lien à redéfinir? » in : *Sociétés Contemporaines*, 1997, n° 25, P25-44

Cailly L., « Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain? », [en ligne] EspacesTemps.net, Travaux, 13.05.2008. http://www.espacestemps.net/articles/existe-t-il-un-mode-drsquohabiter-specifiquement-periurbain/

De Singly F., « Les nouvelles frontières de la vie privée : le dédoublement de la vie privée, dossier » in : *Sciences Humaines*, juillet 2003, N°140 (p21-39)

Flichy P., « Les nouvelles frontières de la vie privée : les communications de l'intimité », in : *Sciences Humaines*, juillet 2003, N°140 (p21-39)

Le Gall, D., «La famille dans tous ses espaces : la conception de l'habiter à l'épreuve de la recomposition familiale », in : *Espaces et Sociétés*, 2005, n° 120-121, p46-60.

Rowntree B., « Les cartes mentales, outil géographique pour la connaissance urbaine : Le cas d'Angers », [en ligne] in : *Norois*, 1997, n°176, p 585-604. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/noroi_0029-182x_1997_num_176_1_6823

Serfaty-Garzon P., « Le chez-soi : habitat et intimité », in : Segaud M., Brun J., Driant J-C, *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris : Armand Colin, 2003, p65-69. [en ligne] http://www.perlaserfaty.net/texte7.htm

Annexes

Serfaty-Garzon P., « Demeure et altérité : mise à distance et proximité de l'autre », in : *Architecture et Comportement*, 1989, vol.5, N°2, 161-173. [en ligne] http://www.perlaserfaty.net/texte11.htm

Simon P., « Belleville, un quartier d'intégration », in : *Migrations et sociétés*, 1992, Vol. IV, n°19. P45-68

Stock M., « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans une société à acteurs mobiles », in Espace-temps.net, 2006. [en ligne] http://test.espacestemps.net/articles/lrsquohypothese-de-lrsquohabiter-poly-topique-pratiquer-les-lieux-geographiques-dans-les-societes-a-individus-mobiles/

Yeoville Studio, « My place in Yeoville, housing stories », in : School of architecture & planning and institut français d'Afrique du Sud, *Yeoville bellevue community developpment*, 2010.



Agence d'urbanisme Bordeaux Métropole Aquitaine
Hangar G2 - Bassin à flot n°1 BP 71 - F-33041 Bordeaux Cedex
tél.: 33 (0)5 56 99 86 33 | fax : 33 (0)5 56 99 89 22
contact@aurba.org | www.aurba.com